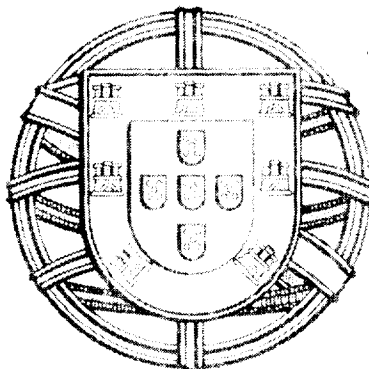




I - A
S É R I E

Esta 1.ª série do *Diário da República* é apenas constituída pela parte A

DIÁRIO DA REPÚBLICA

S U M Á R I O

Presidência da República

Decreto do Presidente da República n.º 10/91:

Ratifica o Acordo Internacional sobre Borracha Natural, concluído em 20 de Março de 1987, em Genebra, aprovado, para ratificação, pela Resolução da Assembleia da República n.º 9/91, em 25 de Outubro de 1990 996

Assembleia da República

Resolução da Assembleia da República n.º 9/91:

Aprova, para ratificação, o Acordo Internacional sobre Borracha Natural 996

Tribunal Constitucional

Acórdão n.º 1/91:

Não se pronuncia pela inconstitucionalidade das normas do artigo 10.º, n.ºs 2 e 3, do Decreto n.º 293/V da Assembleia da República e pronuncia-se pela inconstitucionalidade das normas dos artigos 10.º, n.º 4, e 11.º, n.º 2, do mesmo decreto 1033

Nota. — Foi publicado um suplemento ao *Diário da República*, n.º 7, de 9 de Janeiro de 1991, inserindo o seguinte:

Ministério das Obras Públicas, Transportes e Comunicações

Decreto-Lei n.º 14-A/91:

Cria o Gabinete da Travessia do Tejo em Lisboa (GATTEL) 110-(2)

Ministério do Emprego e da Segurança Social

Decreto-Lei n.º 14-B/91:

Aprova o salário mínimo nacional para 1991 ... 110-(3)

Nota. — Foi publicado um suplemento ao *Diário da República*, n.º 15, de 18 de Janeiro de 1991, inserindo o seguinte:

Ministério da Saúde

Decreto-Lei n.º 38/91:

Introduz alterações ao Decreto-Lei n.º 34/90, de 24 de Janeiro (estatuto remuneratório do pessoal de enfermagem) 288-(2)

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

Decreto do Presidente da República n.º 10/91 de 28 de Fevereiro

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 138.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

É ratificado o Acordo Internacional sobre Borracha Natural, concluído em 20 de Março de 1987, em Genebra, aprovado, para ratificação, pela Resolução da Assembleia da República n.º 9/91, em 25 de Outubro de 1990.

Assinado em 25 de Janeiro de 1991.

Publique-se.

O Presidente da República, MÁRIO SOARES.

Referendado em 31 de Janeiro de 1991.

O Primeiro-Ministro, *Aníbal António Cavaco Silva*.

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

Resolução da Assembleia da República n.º 9/91

Aprovação, para ratificação, do Acordo Internacional sobre Borracha Natural

A Assembleia da República resolve, nos termos dos artigos 164.º, alínea j), e 169.º, n.º 5, da Constituição, aprovar, para ratificação, o Acordo Internacional sobre Borracha Natural, concluído em 20 de Março de 1987, em Genebra, cujo original em francês e a respectiva tradução em português seguem em anexo.

Aprovada em 25 de Outubro de 1990.

O Presidente da Assembleia da República, *Vitor Pereira Crespo*.

Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL, 1985

ACCORD INTERNATIONAL DE 1987 SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL

PREAMBULE

Les parties contractantes:

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international (*);

Reconnaissant en particulier l'importance des résolutions 93 (IV), 124 (V) et 155 (VI) relatives au programme intégré pour les produits de base, que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adoptées à ses quatrième, cinquième et sixième sessions;

Reconnaissant l'importance que le caoutchouc naturel présente pour l'économie des membres, plus spécialement pour les exportations dans les cas de membres exportateurs et pour l'approvisionnement dans celui des membres importateurs;

Reconnaissant en outre que la stabilisation des cours du caoutchouc naturel servira les intérêts des producteurs, des consommateurs et des marchés du caoutchouc naturel, et qu'un accord international sur le caoutchouc naturel peut beaucoup contribuer à la croissance et au développement de l'industrie du caoutchouc naturel dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs,

sont convenues de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Objectifs

Article premier

Objectifs

Les objectifs de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel (ci-après dénommé «le présent Accord»), en vue d'atteindre les objectifs pertinents adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans ses résolutions 93 (IV), 124 (V) et 155 (VI) relatives au programme intégré pour les produits de base, sont, entre autres, les suivants:

- Assurer une croissance équilibrée de l'offre et de la demande de caoutchouc naturel, contribuant ainsi à atténuer les graves difficultés que des excédents ou des pénuries de caoutchouc naturel pourraient créer;
- Assurer la stabilité du commerce du caoutchouc naturel en évitant les fluctuations excessives des prix du caoutchouc naturel, qui nuisent aux intérêts à long terme à la fois des producteurs et des consommateurs, et en stabilisant ces prix sans fausser les tendances à long terme du marché, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs;
- Aider à stabiliser les recettes que les membres exportateurs tirent de l'exportation du caoutchouc naturel, et accroître leurs recettes par une augmentation des quantités de caoutchouc naturel exportées à des prix équitables et rémunérateurs, contribuant ainsi à donner les encouragements nécessaires à un accroissement dynamique de la production et les ressources permettant une croissance économique et un progrès social accélérés;
- Chercher à assurer des approvisionnements en caoutchouc naturel qui soient suffisants pour répondre, à des prix équitables et raisonnables, aux besoins des membres importateurs, et renforcer la sécurité et la régularité de ces approvisionnements;
- Prendre les mesures possibles, en cas d'excédent ou de pénurie de caoutchouc naturel, pour atténuer les difficultés économiques que les membres pourraient rencontrer;

(*) Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1^{er} mai 1974.

- f) Chercher à accroître le commerce international du caoutchouc naturel et des produits transformés qui en sont dérivés, et à améliorer leur accès au marché;
- g) Améliorer la compétitivité du caoutchouc naturel en encourageant la recherche-développement sur les problèmes de ce produit;
- h) Encourager le développement effectif de l'économie du caoutchouc naturel en cherchant à faciliter et à promouvoir des améliorations dans le traitement la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut;
- i) Favoriser la coopération internationale et des consultations dans le domaine du caoutchouc naturel, au sujet des questions influant sur l'offre et la demande, et faciliter la promotion et la coordination des programmes de recherche, des programmes d'assistance et autres programmes concernant ce produit.

CHAPITRE II

Definitions

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord:

- 1) Par «caoutchouc naturel», il faut entendre l'élastomère non vulcanisé, sous forme solide ou liquide, provenant de l'*Hevea brasiliensis* et de toute autre plante que le Conseil peut désigner aux fins du présent Accord;
- 2) Par «partie contractante», il faut entendre un gouvernement, ou un organisme intergouvernemental visé à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord à titre provisoire ou définitif;
- 3) Par «membre», il faut entendre une partie contractante définie à la rubrique 2 du présent article;
- 4) Par «membre exportateur», il faut entendre un membre qui exporte du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre exportateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil;
- 5) Par «membre importateur», il faut entendre un membre qui importe du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre importateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil;
- 6) Par «Organisation», il faut entendre l'Organisation internationale du caoutchouc naturel visée à l'article 3;
- 7) Par «Conseil», il faut entendre le Conseil international du caoutchouc naturel visé à l'article 6;
- 8) Par «vote spécial», il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par la moitié au moins des membres de chaque catégorie présents et votants;
- 9) Par «exportations de caoutchouc naturel», il faut entendre le caoutchouc naturel qui quitte

le territoire douanier d'un membre et, par «importations de caoutchouc naturel», le caoutchouc naturel qui est mis en libre circulation sur le territoire douanier d'un membre, étant entendu que, aux fins des présentes définitions, le territoire douanier d'un membre qui se compose de deux ou plusieurs territoires douaniers est réputé être constitué par ses territoires douaniers combinés;

- 10) Par «vote à la majorité simple répartie», il faut entendre un vote requérant plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément;
- 11) Par «monnaies librement utilisables», il faut entendre le deutsche mark, le dollar des États-Unis, le franc français, la livre sterling et le yen japonais;
- 12) Par «exercice», il faut entendre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre inclusive-ment;
- 13) Par «entrée en vigueur», il faut entendre la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur à titre provisoire ou définitif, conformément à l'article 60;
- 14) Par «tonne», il faut entendre un tonne métrique, c'est-à-dire 1000 kilogrammes;
- 15) Par «cent de Malaisie/Singapour», il faut entendre la moyenne du sen malaisien et du cent de Singapour aux taux de change du moment;
- 16) Par «contribution nette d'un membre pondérée par un coefficient temps», il faut entendre le montant net de sa contribution en espèces pondéré par le nombre de jours pendant lesquels les éléments composant la contribution nette en espèces sont restés à la disposition du stock régulateur. En calculant le nombre de jours, il n'est tenu compte ni du jour où l'Organisation a reçu la contribution ni de celui où le remboursement a été effectué non plus que du jour où le présent Accord prend fin.

CHAPITRE III

Organisation et administration

Article 3

Création, siège et structure de l'Organisation internationale du caoutchouc naturel

1 — L'Organisation internationale du caoutchouc naturel, créée par l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, continue d'exister pour assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et veiller à son application.

2 — L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du caoutchouc naturel, de son Directeur exécutif et de son personnel ainsi que des autres organes prévus dans le présent Accord.

3 — Sous réserve de la condition posée au paragraphe 4 du présent article, l'Organisation a son siège à Kuala Lumpur, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

4 — Le siège de l'Organisation doit toujours être situé sur le territoire d'un membre.

Article 4

Membres de l'Organisation

1 — Il est institué deux catégories de membres, à savoir:

- a) Les exportateurs; et
- b) Les importateurs.

2 — Le Conseil fixe les conditions régissant le passage d'un membre d'une catégorie à l'autre telles que celles-ci sont définies au paragraphe 1 du présent article, compte dûment tenu des dispositions des articles 24 et 27. Un membre qui satisfait à ces conditions peut changer de catégorie, sous réserve que le Conseil donne son accord par un vote spécial.

3 — Chaque partie contractante constitue un seul membre de l'Organisation.

Article 5

Participation d'organismes intergouvernementaux

1 — Toute mention d'un «gouvernement» ou de «gouvernements» dans le présent Accord est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne et pour tout organisme intergouvernemental ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification de l'application de l'Accord à titre provisoire, ou de l'adhésion, est, dans le cas de ces organismes intergouvernementaux, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification de l'application de l'Accord à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organismes intergouvernementaux.

2 — En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdits organismes intergouvernementaux exercent leurs droits de vote avec un nombre de voix égal ou nombre total de voix attribuées, conformément à l'article 14, à leurs États membres. En pareil cas, les États membres de ces organismes intergouvernementaux ne peuvent exercer leurs droits de vote individuels.

CHAPITRE IV

Le Conseil international du caoutchouc naturel

Article 6

Composition du Conseil international du caoutchouc naturel

1 — L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du caoutchouc naturel, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2 — Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil.

3 — Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou en des circonstances exceptionnelles.

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1 — Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord, mais il n'est pas habilité à contracter une quelconque obligation n'entrant pas dans le champ d'application du présent Accord, et ne peut être réputé y avoir été autorisé par les membres. En particulier, il n'a pas qualité pour emprunter de l'argent, ce qui toutefois ne limite pas l'application de l'article 41, et il ne peut pas passer de contrats commerciaux portant sur le caoutchouc naturel, sauf dans les conditions expressément prévues au paragraphe 5 de l'article 30. Dans l'exercice de sa faculté de passer des contrats, les membres s'assurent que les dispositions du paragraphe 4 de l'article 48 sont portées par notification écrite à l'attention des autres parties à ces contrats, mais tout manquement à cette prescription ne peut en soi rendre nuls lesdits contrats ni être réputé lever cette limitation de responsabilité des membres.

2 — Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et qui sont compatibles avec celles-ci. Ces règlements comprennent son règlement intérieur et celui des comités visés à l'article 18, les règles de gestion et de fonctionnement du stock régulateur, le règlement financier de l'Organisation et le statut du personnel.

3 — Aux fins du paragraphe 2 du présent article, le Conseil, à la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, reverra les règles et règlements établis en application de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel et les adoptera avec les modifications qu'il jugera appropriées. Dans l'intervalle, les règles et règlements établis en vertu de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel seront applicables.

4 — Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

5 — Le Conseil publie un rapport annuel sur les activités de l'Organisation et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

Article 8

Délégation de pouvoirs

1 — Le Conseil peut, par un vote spécial, déléguer à tout comité institué en application de l'article 18 tout ou partie de ses pouvoirs dont, en vertu des dispositions du présent Accord, l'exercice n'exige pas un vote spécial du Conseil. Nonobstant cette délégation, le Conseil peut à tout moment discuter d'une question renvoyée à l'un de ses comités et statuer à son sujet.

2 — Le Conseil peut, par un vote spécial, révoquer toute délégation de pouvoirs à un comité.

Article 9

Coopération avec d'autres organismes

1 — Le Conseil peut prendre toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes et ses institutions spécialisées, ainsi qu'avec d'autres organismes intergouvernementaux selon qu'il conviendra.

2 — Le Conseil peut aussi prendre des dispositions en vue d'entretenir des contacts avec des organisations internationales non gouvernementales appropriées.

Article 10

Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout gouvernement non membre ou tout organisme ou organisation visé à l'article 9 à assister, en qualité d'observateur, à l'une quelconque des séances du Conseil ou de l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18.

Article 11

Président et Vice-Président

1 — Le Conseil élit, pour chaque année, un président en un vice-président.

2 — Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres exportateurs, l'autre parmi ceux des membres importateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3 — En cas d'absence temporaire, le Président est remplacé par le Vice-Président. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou de l'autre ou des deux, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanents, selon le cas, parmi les représentants des membres exportateurs et/ou parmi les représentants des membres importateurs, ainsi qu'il convient.

4 — Ni le Président, ni aucun autre membre du Bureau qui préside une séance du Conseil, n'a le droit de voter à cette séance. Les droits de vote du membre qu'il représente peuvent toutefois être exercés conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 ou des paragraphes 2 et 3 de l'article 15.

Article 12

Le Directeur exécutif, le Directeur du stock régulateur et le personnel

1 — Le Conseil, par un vote spécial, nomme un directeur exécutif et un directeur du stock régulateur.

2 — Les conditions de nomination du Directeur exécutif et du Directeur du stock régulateur sont fixées par le Conseil.

3 — Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de la gestion et du fonctionnement du présent Accord conformément aux dispositions du présent Accord et aux décisions du Conseil.

4 — Le Directeur du stock régulateur est responsable devant le Directeur exécutif et le Conseil de l'exécution des tâches qui lui incombent en vertu du présent Accord, ainsi que de l'exécution de toute autre tâche que le Conseil peut lui confier. Le Directeur du stock régulateur est responsable de la gestion quotidienne du stock régulateur et tient le Directeur exécutif au courant des opérations générales du stock régulateur de façon que le Directeur exécutif puisse s'assurer qu'il répond efficacement aux objectifs du présent Accord.

5 — Le personnel est nommé par le Directeur exécutif conformément aux règles fixées par le Conseil. Il est responsable devant le Directeur exécutif.

6 — Ni le Directeur exécutif, ni aucun membre du personnel, y compris le Directeur du stock régulateur, ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce du caoutchouc ni d'activités commerciales connexes.

7 — Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif, le Directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables uniquement devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur exécutif, du Directeur du stock régulateur et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 13

Sessions

1 — En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre. Aux fins du réexamen de la fourchette de prix, le Conseil tient une session dans les deux semaines qui suivent chaque période de 15 mois ou de 30 mois mentionnée à l'article 31.

2 — Outre les sessions qu'il tient dans les circonstances expressément prévues dans le présent Accord, le Conseil se réunit également en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est prié:

- a) Par le Président du Conseil;
- b) Par le Directeur exécutif;
- c) Par la majorité des membres exportateurs;
- d) Par la majorité des membres importateurs;
- e) Par un membre exportateur ou des membres exportateurs détenant au moins — 200 voix; ou
- f) Par un membre importateur ou des membres importateurs détenant au moins 200 voix.

3 — Les sessions ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le Conseil.

4 — Le Directeur exécutif, en consultation avec le Président du Conseil, annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour au moins 30 jours d'avance, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins dix jours.

Article 14

Répartition des voix

1 — Les membres exportateurs détiennent ensemble 1000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1000 voix.

2 — Chaque membre exportateur reçoit une voix initiale sur les 1000 voix à répartir, étant entendu toutefois qu'un membre exportateur dont les exportations

nettes sont inférieures à 10 000 tonnes par an ne reçoit pas le vote initial. Le reste des votes est réparti entre les membres exportateurs suivant une proportion aussi voisine que possible du volume de leurs exportations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de cinq années civiles commençant six années civiles avant la répartition des votes.

3 — Les votes des membres importateurs sont répartis entre eux suivant une proportion aussi voisine que possible de la moyenne de leurs importations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de trois années civiles commençant quatre années civiles avant la répartition des votes, étant entendu toutefois que chaque membre importateur reçoit un vote, même si sa part proportionnelle d'importations nettes n'est pas autrement assez forte pour le justifier.

4 — Aux fins des paragraphes 2 et 3 du présent article, des paragraphes 2 et 3 de l'article 27 relatifs aux contributions des membres importateurs, et de l'article 38, le Conseil dresse, à sa première session, un tableau des exportations nettes des membres exportateurs et un tableau des importations nettes des membres importateurs, qui sont révisés chaque année conformément au présent article.

5 — Il n'y a pas de fractionnement de vote.

6 — Le Conseil, à la première session qui suivra l'entrée en vigueur du présent Accord, répartira les votes pour l'exercice en cours, cette répartition demeurant en vigueur jusqu'à la première session ordinaire de l'exercice suivant sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article. Par la suite, pour chaque exercice, le Conseil répartit les votes au début de la première session ordinaire de l'exercice. Cette répartition demeure en vigueur jusqu'à la première session ordinaire de l'exercice suivant, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article.

7 — Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des votes à l'intérieur de la catégorie ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article.

8 — Si, du fait de l'exclusion d'un membre en application de l'article 64, ou du retrait d'un membre en application de l'article 63 ou de l'article 62, la part du commerce total détenue par les membres restant dans l'une ou l'autre catégorie se trouve ramenée à moins de 80 %, le Conseil se réunit et se prononce sur les conditions, les modalités et l'avenir du présent Accord, y compris en particulier sur la nécessité de maintenir les opérations effectives du stock régulateur sans imposer une charge financière excessive aux membres restants.

Article 15

Procédure de vote

1 — Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de votes qu'il détient au Conseil et il n'a pas la faculté de diviser ses votes.

2 — Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à toute session ou séance du Conseil.

3 — Un membre autorisé par un autre membre à utiliser les votes que celui-ci détient utilise ces votes comme il y est autorisé.

4 — En cas d'abstention, un membre est réputé ne pas avoir utilisé ses votes.

Article 16

Quorum

1 — Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des votes dans chacune des catégories.

2 — Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance et le jour suivant, le quorum est constitué le troisième jour et les jours suivants par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, à condition que ces membres détiennent la majorité du total des votes dans chacune des catégories.

3 — Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 15 est considéré comme présent.

Article 17

Décisions

1 — Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations par un vote à la majorité simple répartie, sauf disposition contraire du présent Accord.

2 — Quand un membre invoque les dispositions de l'article 15 et que ses votes sont utilisés à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

Article 18

Institution de comités

1 — Les comités suivants institués par l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel continuent d'exister:

- a) Comité de l'administration;
- b) Comité des opérations du stock régulateur;
- c) Comité des statistiques; et
- d) Comité des autres mesures.

Le Conseil peut aussi instituer d'autres comités par un vote spécial.

2 — Chaque comité est responsable devant le Conseil. Le Conseil, par un vote spécial, fixe la composition et le mandat de chaque comité.

Article 19

Groupe d'experts

1 — Le Conseil peut constituer un groupe d'experts choisis dans l'industrie et le commerce du caoutchouc des membres exportateurs et des membres importateurs.

2 — Si un tel groupe d'experts est constitué, il se met à la disposition du Conseil et de ses comités pour leur donner des avis et une assistance, en particulier en ce qui concerne les opérations du stock régulateur et les autres mesures visées à l'article 43.

3 — Le Conseil fixe la composition, les fonctions et les dispositions administratives d'un tel groupe d'experts.

CHAPITRE V

Privilèges et immunités

Article 20

Privilèges et immunités

1 — L'Organisation a la personnalité juridique. En particulier, mais sans préjudice des dispositions du paragraphe 4 de l'article 48, l'Organisation a la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

2 — L'Organisation entreprend, aussitôt que possible, de conclure avec le gouvernement du pays où son siège est situé (ci-après dénommé le Gouvernement hôte) un accord (ci-après dénommé Accord de siège) touchant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, du Directeur du stock régulateur, du personnel et des experts, ainsi que des délégations des membres, qui sont normalement nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

3 — En attendant la conclusion de l'Accord de siège, l'Organisation demande au gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans la mesure compatible avec sa législation, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel, et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

4 — L'Organisation peut aussi conclure, avec un ou plusieurs autres gouvernements, des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

5 — Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le gouvernement de ce pays conclut aussitôt que possible avec l'Organisation un Accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil.

6 — L'Accord de siège est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prend fin:

- a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation;
- b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du Gouvernement hôte; ou
- c) Si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI

Comptes et vérification des comptes

Article 21

Comptes financiers

1 — Aux fins du fonctionnement et de la gestion du présent Accord, deux comptes sont créés:

- a) Le Compte du stock régulateur; et
- b) Compte administratif.

2 — Toutes les recettes et dépenses suivantes découlant de la constitution, du fonctionnement et de l'entretien du stock régulateur sont portées au Compte du stock régulateur: contributions versées par les membres en vertu de l'article 27, produit des ventes des stocks composant le stock régulateur ou dépenses faites pour l'acquisition de ces stocks, intérêts sur les dépôts du Compte du stock régulateur, frais relatifs aux commissions sur les achats et les ventes, frais d'entreposage, de transport et de manutention, d'entretien et de rotation, et assurances. Le Conseil peut toutefois, par un

vote spécial, porter d'autres recettes ou dépenses imputables à des transactions ou opérations du stock régulateur au Compte du stock régulateur.

3 — Toutes les autres recettes et dépenses relatives au fonctionnement du présent Accord sont portées au Compte administratif. Ces autres dépenses sont normalement couvertes par les contributions des membres calculées conformément à l'article 24.

4 — L'Organisation ne répond par des dépenses des délégations ou des observateurs envoyés au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18.

Article 22

Mode de paiement

Les versements au Compte administratif et au Compte du stock régulateur sont faits en monnaies librement utilisables ou en monnaies qui sont convertibles sur les principaux marchés de change étrangers en monnaies librement utilisables, et ils ne sont pas assujettis à des restrictions de change.

Article 23

Vérification des comptes

1 — Chaque exercice, le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres.

2 — Un état du Compte administratif vérifié par des vérificateurs indépendants est mis à la disposition des membres aussitôt que possible, mais au plus tard quatre mois, après la clôture de chaque exercice. Un état du Compte du stock régulateur vérifié par des vérificateurs indépendants est mis à la disposition des membres soixante jours au minimum, mais au plus tard quatre mois, après la clôture de chaque exercice. Les états vérifiés du Compte administratif et du Compte du stock régulateur sont examinés pour approbation par le Conseil à sa session ordinaire suivante de la manière appropriée. Un résumé des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

CHAPITRE VII

Le Compte administratif

Article 24

Adoption du budget administratif et fixation des contributions

1 — A la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil adoptera le budget administratif pour la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur et la fin du premier exercice. Par la suite, pendant la seconde moitié de chaque exercice, le Conseil adopte le budget administratif pour l'exercice suivant. Le Conseil fixe la contribution de chaque membre à ce budget conformément au paragraphe 2 du présent article.

2 — Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour fixer les contributions, les voix de chaque membre sont comptées sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulterait.

3 — Le Conseil fixe la contribution initiale au budget administratif de tout gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et du laps de temps qui s'écoulera entre la date à laquelle il devient membre et la fin de l'exercice en cours. Les contributions assignées aux autres membres pour cet exercice restent toutefois inchangées.

Article 25

Versement des contributions au budget administratif

1 — Les contributions au premier budget administratif sont exigibles à une date fixée par le Conseil à sa première session. Les contributions aux budgets administratifs ultérieurs sont exigibles le 28 février de chaque exercice. La contribution initiale d'un gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent Accord, calculée conformément au paragraphe 3 de l'article 24, est exigible, pour l'exercice en cause, soixante jours après la date à laquelle il devient membre.

2 — Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les deux mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si un membre n'a pas versé sa contribution dans les deux mois qui suivent une telle demande du Directeur exécutif, ses droits de vote à l'Organisation sont suspendus à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si un membre n'a toujours pas versé sa contribution dans les quatre mois qui suivent une telle demande du Directeur exécutif, tous les droits que ledit membre a en vertu du présent Accord sont suspendus par le Conseil, à moins que celui-ci, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3 — Pour les contributions reçues en retard, le Conseil applique une majoration de retard calculée au taux d'intérêt préférentiel du pays hôte à compter de la date à laquelle elles étaient exigibles.

4 — Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 2 du présent article reste tenu, en particulier, de verser sa contribution et de s'acquitter de toutes les autres obligations financières qui lui incombent en vertu du présent Accord.

CHAPITRE VIII

Le stock régulateur

Article 26

Volume du stock régulateur

Aux fins du présent Accord, il est institué un stock régulateur international de 550 000 tonnes au total, y compris le total des stocks encore détenus en vertu de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel. Ce stock régulateur est le seul instrument d'intervention sur le marché pour la stabilisation des prix prévu dans le présent Accord. Il comprend:

- a) Le stock régulateur normal de 400 000 tonnes;
- b) Le stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes.

Article 27

Financement du stock régulateur

1 — Les membres s'engagent à financer le coût total du stock régulateur international de 550 000 tonnes institué en application de l'article 26, étant entendu que les parts au Compte du stock régulateur de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel des membres de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel qui sont devenus membres du présent Accord sont, avec l'assentiment desdits membres, reportées sur le Compte du stock régulateur du présent Accord conformément aux procédures fixées en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'article 41 de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel.

2 — Le financement du stock régulateur normal et du stock régulateur d'urgence est partagé également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Les contributions des membres au Compte du stock régulateur sont calculées d'après la part des voix qu'ils détiennent au Conseil, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article.

3 — S'agissant d'un membre importateur dont la part dans les importations nettes totales indiquée au tableau dressé par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 14 représente 0,1 % ou moins des importations nettes totales, la contribution au Compte du stock régulateur est calculée comme suit:

- a) Si sa part des importations nettes totales est inférieure ou égale à 0,1 % mais supérieure à 0,05 %, sa contribution est calculée d'après sa part effective dans les importations nettes totales;
- b) Si sa part des importations nettes totales est égale ou inférieure à 0,05 %, sa contribution est calculée sur la base d'une part des importations nettes totales égale à 0,05 %.

4 — Pendant toute période durant laquelle le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 ou de l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 60, l'engagement financier de chaque membre exportateur ou de chaque membre importateur à l'égard du Compte du stock régulateur ne devra pas dépasser au total la contribution dudit membre, calculée d'après le nombre de voix correspondant aux parts en pourcentage indiquées dans les tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 14, dans le total de 275 000 tonnes attribué à la catégorie des exportateurs et à la catégorie des importateurs respectivement. Les obligations financières incombant aux membres lorsque le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire seront réparties également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Quand l'engagement global d'une catégorie dépassera celui de l'autre catégorie, le plus élevé des deux arrangements globaux sera réduit de façon à correspondre à l'autre, les voix de chaque membre dans cet engagement global étant diminuées proportionnellement aux parts dans le total des voix telles qu'elles ressortent des tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 14. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe et du paragraphe 1 de l'article 28, la contribution d'un membre ne peut dépasser 125 % du montant de sa contribution totale calculée en fonction de sa part du commerce mondial telle qu'elle est indiquée à l'annexe A ou à l'annexe B du présent Accord.

5 — Les coûts totaux du stock régulateur normal et du stock régulateur d'urgence de 550 000 tonnes sont financés par les contributions en espèces versées par les membres au Compte du stock régulateur. Ces contributions peuvent, le cas échéant, être versées par les organismes appropriés des membres intéressés.

6 — Les coûts totaux du stock régulateur international de 550 000 tonnes sont payés par prélèvement sur le Compte du stock régulateur. Ces coûts comprennent notamment toutes les dépenses correspondant à l'acquisition et au fonctionnement du stock régulateur international de 550 000 tonnes. Si le coût estimatif indiqué à l'annexe C du présent Accord ne correspond pas exactement au coût total de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur, le Conseil se réunit et prend les dispositions nécessaires pour appeler les contributions requises afin de couvrir ce coût total conformément aux parts exprimées en pourcentage du total des voix.

Article 28

Versement des contributions au Compte du stock régulateur

1 — Il est versé au Compte du stock régulateur une contribution initiale en espèces équivalant à 70 millions de ringgit malaisiens. Cette somme, qui représente une réserve de fonds de roulement pour les opérations du stock régulateur, est répartie entre tous les membres en fonction de la part en pourcentage des voix qu'ils détiennent, compte tenu du paragraphe 3 de l'article 27 et est exigible dans un délai de 60 jours après la première session tenue par le Conseil après l'entrée en vigueur du présent Accord.

La contribution initiale d'un membre exigible en application du présent paragraphe est, avec l'assentiment dudit membre, versée en totalité ou en partie par virement de la part de ce membre dans les sommes en espèces se trouvant au Compte du stock régulateur de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel.

2 — Le Directeur exécutif peut à tout moment, et indépendamment des dispositions du paragraphe 1 du présent article, appeler des contributions à condition que le Directeur du stock régulateur ait certifié que le Compte du stock régulateur aura besoin de ces fonds dans les quatre mois à venir.

3 — En cas d'appel de contributions, le montant demandé doit être versé par les membres dans les soixante jours qui suivent la date de notification. A la demande d'un membre ou de membres totalisant 200 voix au Conseil, le Conseil se réunit en session extraordinaire et peut modifier ou ne pas approuver l'appel de contributions fondé sur une estimation des fonds nécessaires pour soutenir les opérations du stock régulateur dans les quatre mois à venir. Si le Conseil ne peut arriver à une décision, les contributions doivent être versées par les membres conformément à la notification du Directeur exécutif.

4 — Les contributions demandées pour le stock régulateur normal et pour le stock régulateur d'urgence sont évaluées au prix de déclenchement inférieur en vigueur au moment où ces contributions sont demandées.

5 — L'appel de contributions destinées au stock régulateur d'urgence est effectué comme suit:

- a) Quand il réexamine le stock régulateur à 300 000 tonnes comme il est prévu à l'article 31, le Conseil prend toutes les dispositions financières et autres qui peuvent être nécessaires pour la prompte mise en place du stock régulateur d'urgence, y compris un appel de fonds si besoin est;

- b) Quand il réexamine le stock régulateur à 400 000 tonnes comme il est prévu à l'article 31, le Conseil s'assure:

- i) Que tous les membres ont pris toutes les dispositions nécessaires pour le financement de leur part du stock régulateur d'urgence; et
- ii) Que l'intervention du stock régulateur d'urgence a été demandée et que celui-ci est entièrement prêt à intervenir conformément aux dispositions de l'article 30.

Article 29

Fourchette de prix

1 — Pour les opérations du stock régulateur, il est institué:

- a) Un prix de référence;
- b) Un prix d'intervention inférieur;
- c) Un prix d'intervention supérieur;
- d) Un prix de déclenchement inférieur;
- e) Un prix de déclenchement supérieur;
- f) Un prix indicatif inférieur; et
- g) Un prix indicatif supérieur.

2 — A l'entrée en vigueur du présent Accord, le prix de référence sera fixé initialement à 201,66 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme. Si le prix de référence applicable le 20 mars 1987 est révisé avant la fin de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, le prix de référence sera, à l'entrée en vigueur du présent Accord, ajusté au niveau qui était applicable à la date où l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel a pris fin.

3 — Il est institué un prix d'intervention supérieur et un prix d'intervention inférieur se situant respectivement à *plus* ou *moins* 15% du prix de référence, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

4 — Il est institué un prix de déclenchement supérieur et un prix de déclenchement inférieur se situant respectivement à *plus* ou *moins* 20% du prix de référence, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

5 — Les prix visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article sont arrondis au cent le plus proche.

6 — A l'entrée en vigueur du présent Accord, les prix indicatifs inférieur et supérieur seront fixés initialement à 150 et 270 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme, respectivement. Si les prix indicatifs applicables le 20 mars 1987 sont révisés avant la fin de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, les prix indicatifs seront, à l'entrée en vigueur du présent Accord, ajustés aux niveaux qui étaient applicables à la date où l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel a pris fin.

Article 30

Fonctionnement du stock régulateur

1 — Si, eu égard à la fourchette de prix définie à l'article 29, ou ultérieurement révisée conformément aux dispositions des articles 31 et 39, le prix indicatif du marché prévu à l'article 32:

- a) Est égal ou supérieur au prix de déclenchement supérieur, le Directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement supérieur en met-

tant en vente du caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicateur du marché descende au-dessous du prix de déclenchement supérieur;

- b) Est supérieur au prix d'intervention supérieur, le Directeur du stock régulateur peut vendre du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement supérieur;
- c) Se situe entre les prix d'intervention supérieur et inférieur ou est égal à l'un ou l'autre de ces deux prix, le Directeur du stock régulateur ne doit ni acheter ni vendre de caoutchouc naturel, sauf dans le cadre des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 35 concernant la rotation du stock;
- d) Est inférieur au prix d'intervention inférieur, le Directeur du stock régulateur peut acheter du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement inférieur;
- e) Est égal ou inférieur au prix de déclenchement inférieur, le Directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement inférieur en procédant à des offres d'achat de caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicateur du marché dépasse le prix de déclenchement inférieur.

2 — Quand les ventes ou les achats du stock régulateur atteignent le niveau de 400 000 tonnes, le Conseil, par un vote spécial, décide s'il faut faire intervenir le stock régulateur d'urgence:

- a) Au prix de déclenchement inférieur ou supérieur; ou
- b) A un prix se situant entre le prix de déclenchement inférieur et le prix indicatif inférieur, ou entre le prix de déclenchement supérieur et le prix indicatif supérieur.

3 — A moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement en application du paragraphe 2 du présent article, le Directeur du stock régulateur utilise le stock régulateur d'urgence pour défendre le prix indicatif inférieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau de deux cents de Malaisie/Singapour par kilogramme au-dessus du prix indicatif inférieur, et pour défendre le prix indicatif supérieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau de deux cents de Malaisie/Singapour par kilogramme au-dessous du prix indicatif supérieur.

4 — La totalité du caoutchouc naturel détenu par le stock régulateur, y compris le stock régulateur normal et le stock régulateur d'urgence, est utilisée pour empêcher que le prix indicateur du marché ne tombe au-dessous du prix indicatif inférieur ou ne s'élève au-dessus du prix indicatif supérieur.

5 — Le Directeur du stock régulateur effectue ses achats et ventes sur les marchés commerciaux établis aux prix en vigueur, et toutes ses transactions doivent porter sur du caoutchouc phisique pour livraison dont le terme ne doit pas dépasser trois mois civils.

6 — Pour faciliter le fonctionnement du stock régulateur, le Conseil met en place, dans les cas où cela est nécessaire, des bureaux locaux et des services du Bureau du Directeur du stock régulateur sur les marchés établis du caoutchouc et sur les emplacements d'entrepôts agréés.

7 — Le Directeur du stock régulateur prépare un rapport mensuel sur les transactions du stock régulateur et la position financière du compte du stock régulateur. Le rapport de chaque mois est mis à la disposition des membres trente jours après la fin de ce mois.

8 — Les renseignements sur les transactions du stock régulateur concernent notamment les quantités, les prix, les types, les qualités et les marchés pour toutes les opérations du stock régulateur, y compris les rotations effectuées. Les renseignements sur la position financière du Compte du stock régulateur concernent aussi les taux d'intérêt, conditions et modalités des dépôts, les monnaies utilisées dans les opérations et les autres informations pertinentes sur les questions visées au paragraphe 2 de l'article 21.

Article 31

Réexamen et révision de la fourchette de prix

A. Prix de référence

1 — Le prix de référence est revu et révisé en fonction des tendances du marché et/ou des variations nettes du stock régulateur, sous réserve des dispositions de la présente section du présent article. Le prix de référence est revu para le Conseil dix-huit mois après le dernier réexamen aux termes du paragraphe premier de l'article 32 de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, ou, si le présent Accord entre en vigueur après le 1^{er} mai 1988, à la première session tenue para le Conseil en vertu du présent Accord, et par la suite tous les quinze mois:

- a) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un réexamen est égale au prix d'intervention supérieur ou au prix d'intervention inférieur, ou si elle se situe entre ces deux prix, le prix de référence n'est pas révisé;
- b) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un réexamen est inférieure au prix d'intervention inférieur, le prix de référence est automatiquement révisé et réduit de 5 % par rapport à son niveau au moment du réexamen, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'appliquer au prix de référence un pourcentage de réduction plus élevé;
- c) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un réexamen est supérieure au prix d'intervention supérieur, le prix de référence est automatiquement révisé et relevé de 5 % par rapport à son niveau au moment du réexamen, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'appliquer au prix de référence un pourcentage de relèvement plus élevé.

2 — S'il s'est produit, depuis la dernière évaluation prévue par le paragraphe 2 de l'article 32 de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel ou par le présent paragraphe, une variation nette du stock régulateur égale à 100 000 tonnes, le Directeur exécutif convoque une session extraordinaire du Conseil pour évaluer la situation. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées qui peuvent comprendre:

- a) La suspension des opérations du stock régulateur;
- b) Un changement dans le rythme des achats ou des ventes du stock régulateur; et
- c) La révision du prix de référence.

3 — Si des achats ou des ventes du stock régulateur d'un montant net de 300 000 tonnes ont eu lieu depuis a) la dernière révision aux termes du paragraphe 3 de

l'article 32 de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, b) la dernière révision aux termes du présent paragraphe, ou c) la dernière révision aux termes du paragraphe 2 du présent article, la plus récente des trois dates correspondantes étant retenue, le prix de référence est diminué ou augmenté, selon le cas, de 3 % para rapport à son niveau du moment, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide de le diminuer ou de l'augmenter, selon le cas, d'un pourcentage plus élevé.

4 — Aucun ajustement du prix de référence, quelle qu'en soit la raison, ne doit être tel que les prix de déclenchement débordent le prix indicatif inférieur ou supérieur.

B. Prix indicatifs

5 — Le Conseil peut, para un vote spécial, réviser les prix indicatifs inférieur ou supérieur lors des réexamens prévus dans la présente section du présent article.

6 — Le Conseil veille à ce que toute révision des prix indicatifs soit compatible avec l'évolution des tendances et de la situation du marché. A cet égard, le Conseil prend en considération les tendances des prix, de la consommation, de l'offre, des coûts de production et des stocks de caoutchouc naturel, ainsi que la quantité de caoutchouc naturel détenue par le stock régulateur et la position financière du Compte du stock régulateur.

7 — Les prix indicatifs inférieur et supérieur sont revus:

- a) Trente mois après le dernier réexamen aux termes du paragraphe 7 a) de l'article 32 de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, ou, si le présent Accord entre en vigueur après le 1^{er} mai 1988, à la première session tenue par le Conseil en vertu du présent Accord, et par la suite tous les trente mois;
- b) Dans des circonstances exceptionnelles, à la demande d'un membre ou de membres totalisant 200 voix ou davantage au Conseil; et
- c) Lorsque le prix de référence a été révisé i) en baisse depuis la dernière révision du prix indicatif inférieur ou depuis l'entrée en vigueur de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel ou ii) en hausse depuis la dernière révision du prix indicatif supérieur, ou depuis l'entrée en vigueur de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, cette baisse ou cette hausse étant d'au moins 3 % conformément au paragraphe 3 du présent article et d'au moins 5 % conformément au paragraphe 1 du présent article, ou d'un montant au moins égal à ce pourcentage conformément aux paragraphes 1, 2 et/ou 3 du présent article, à condition que la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les soixante jours suivant la dernière révision du prix de référence soit, selon le cas, inférieure au prix d'intervention inférieur ou supérieure au prix d'intervention supérieur.

8 — Nonobstant les paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en hausse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un réexamen de la fourchette de prix prévu par le présent article est inférieure au prix de référence. De même, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en baisse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un réexamen de la fourchette de prix prévu par le présent article est supérieure au prix de référence.

Article 32

Prix indicateur du marché

1 — Il est institué un prix indicateur quotidien du marché, qui est une moyenne composite, pondérée — représentative du marché du caoutchouc naturel — des prix officiels quotidiens pour le mois courant sur les places de Kuala Lumpur, Londres, New York et Singapour. Initialement, le prix indicateur quotidien du marché est établi d'après les prix du RSS 1, du RSS 3 et du TSR 20, dont les coefficients de pondération doivent être égaux. Toutes les cotations sont converties en prix f.o.b. aux ports malaisiens/port de Singapour, exprimé en monnaie malaisienne/singapourienne.

2 — La composition par type/qualité, les coefficients de pondération et la méthode de calcul du prix indicateur quotidien du marché sont passés en revue et peuvent être révisés par le Conseil par un vote spécial, afin d'assurer que ce prix soit représentatif du marché du caoutchouc naturel.

3 — Le prix indicateur du marché est réputé supérieur, égal ou inférieur aux niveaux de prix spécifiés dans le présent Accord si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les cinq derniers jours de place est supérieure, égale ou inférieure à ces niveaux de prix.

Article 33

Composition des stocks constituant le stock régulateur

1 — A sa première session après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil désigne les qualités et types internationalement reconnus de feuilles de caoutchouc fumé et les caoutchoucs faisant l'objet de spécifications techniques qui peuvent entrer dans le stock régulateur, sous réserve que les critères suivants soient respectés:

- a) Les types et qualités inférieurs de caoutchouc naturel agréés pour inclusion dans le stock régulateur sont le RSS 3 et le TSR 20; et
- b) Tous les types et qualités agréés en application de l'alinéa a) du présent paragraphe qui représentent au moins 3 % du commerce international du caoutchouc naturel pendant l'année civile précédente sont désignés.

2 — Le Conseil peut, par un vote spécial, modifier ces critères et/ou les types/qualités retenus si cela est nécessaire pour assurer que la composition du stock régulateur reflète l'évolution de la situation du marché, que les objectifs du présent Accord en matière de stabilisation sont atteints et qu'il est tenu compte de la nécessité de maintenir à un niveau élevé la qualité commerciale des stocks composant le stock régulateur.

3 — Le Directeur du stock régulateur devrait veiller à ce que la composition du stock régulateur reflète la structure des exportations/importations de caoutchouc naturel, tout en répondant aux objectifs du présent Accord en matière de stabilisation.

4 — Le Conseil peut, par un vote spécial, charger le Directeur du stock régulateur de modifier la composition du stock régulateur si l'objectif de stabilisation des prix l'exige.

Article 34

Emplacement des stocks composant le stock régulateur

1 — L'emplacement des stocks composant le stock régulateur doit permettre des opérations commerciales

économiques et efficaces. En vertu de ce principe, les stocks doivent être situés sur le territoire des membres exportateurs et des membres importateurs, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Leur répartition entre les membres doit s'effectuer de manière à assurer la réalisation des objectifs de stabilisation visés par le présent Accord, tout en maintenant les coûts au niveau minimal.

2 — Pour maintenir des normes de qualité commerciale élevées, le stockage doit se faire uniquement dans les entrepôts agréés en fonction de critères arrêtés par le Conseil.

3 — Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil établit et approuve une liste d'entrepôts ainsi que les dispositions nécessaires pour leur utilisation. Le Conseil peut, si nécessaire, revoir la liste des entrepôts approuvés par le Conseil de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel et les critères établis par ledit Conseil, et les maintenir ou les réviser en conséquence.

4 — Le Conseil revoit aussi périodiquement l'emplacement des stocks composant le stock régulateur et peut, par un vote spécial, charger le Directeur du stock régulateur de modifier l'emplacement de ces stocks pour assurer des opérations commerciales économiques et efficaces.

Article 35

Rotation des stocks composant le stock régulateur

Le Directeur du stock régulateur veille à ce que tous les stocks composant le stock régulateur soient achetés et maintenus selon des normes de qualité commerciale élevées. Il renouvelle le caoutchouc naturel entreposé dans le stock régulateur de la manière nécessaire pour assurer le respect de ces normes, en prenant dûment en considération le coût de la rotation et ses répercussions sur la stabilité du marché. Le coût de la rotation est imputé sur le compte du stock régulateur.

Article 36

Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur

1 — Nonobstant les dispositions de l'article 30, le Conseil, s'il est en session, peut, par un vote spécial, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au Directeur du stock régulateur par ledit article ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent Accord.

2 — Si le Conseil n'est pas en session, le Directeur exécutif peut, après consultation avec le Président, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au Directeur du stock régulateur par l'article 30 ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent Accord.

3 — Immédiatement après une décision de limiter ou de suspendre les opérations du stock régulateur en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Directeur exécutif convoque une session du Conseil à l'effet d'examiner cette décision. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13, le Conseil se réunit dans les dix jours qui suivent la date de la limitation ou de la suspension et, par un vote spécial, confirme ou annule ladite limitation ou suspension. Si, au cours de cette session, le Conseil ne peut arriver à une décision, les opérations du stock régulateur reprennent sans aucune restriction imposée au titre du présent article.

4 — Aussi longtemps qu'une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur, décidée en application du présent article, reste en vigueur, le Conseil

revoit cette décision à des intervalles qui ne dépassent pas trois mois. Si, lors d'une session où il doit revoir la décision, le Conseil ne confirme pas, par un vote spécial, la limitation ou la suspension, ou s'il n'arrive pas à une décision, les opérations du stock régulateur reprennent sans limitation.

Article 37

Pénalisation pour non-acquittement des contributions au Compte du stock régulateur

1 — Si un membre ne s'est pas acquitté de son obligation de contribuer au compte du stock régulateur au dernier jour où sa contribution est exigible, il est réputé être en retard de paiement. Un membre en retard de soixante jours ou plus ne compte pas comme membre dans un vote sur les questions visées au paragraphe 2 du présent article.

2 — Les droits de vote et autres droits au Conseil d'un membre en retard de soixant jours ou plus dans ses versements aux termes du paragraphe 1 du présent article sont suspendus, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3 — Un membre en retard de paiement verse des intérêts calculés au taux préférentiel en vigueur dans le pays hôte à compter du dernier jour où ces paiements sont exigibles. L'arriéré couvert par les autres membres importateurs et membres exportateurs l'est à titre volontaire.

4 — Lorsqu'il a été mis fin au défaut de paiement à la satisfaction du Conseil, le membre en retard de soixant jours ou plus dans ses versements est rétabli dans ses droits de vote et autres droits. Si les sommes non versées ont été avancées par d'autres membres, ceux-ci sont remboursés intégralement.

Article 38

Ajustement des contributions au Compte du stock régulateur

1 — Quand il est procédé à la répartition des voix à la première session ordinaire de chaque exercice ou toutes les fois que la composition de l'Organisation change, le Conseil opère l'ajustement nécessaire de la contribution de chaque membre au Compte du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article. A cette fin, le Directeur exécutif calcule:

- a) La contribution nette en espèces de chaque membre, en retranchant les contributions remboursées à ce membre conformément au paragraphe 2 du présent article de la somme de toutes les contributions versées par ce membre depuis l'entrée en vigueur du présent Accord;
- b) Le montant total net des appels de contributions, en additionnant les appels de contributions consécutifs et en retranchant le total des remboursements effectués conformément au paragraphe 2 du présent article;
- c) La contribution nette révisée de chaque membre, en répartissant le montant total net des appels de contributions entre les membres en fonction de la part révisée de chaque membre dans le total des voix au Conseil en application de l'article 14, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 27 et étant entendu que la part de chaque membre dans le total des voix doit, aux fins du présent article, être calculée sans tenir compte de la suspension des droits de vote d'un membre ni de la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

Quand la contribution nette en espèces d'un membre dépasse sa contribution nette révisée, la différence lui est remboursée par prélèvement sur le Compte du stock régulateur déduction faite de tous intérêts de pénalisation éventuels. Quand la contribution nette révisée d'un membre dépasse sa contribution nette en espèces, il verse au Compte du stock régulateur la différence majorée de tous intérêts de pénalisation éventuels.

2 — Si le Conseil, eu égard aux paragraphes 2 et 3 de l'article 28, conclut qu'il y a des contributions nettes en espèces en sus des fonds nécessaires pour soutenir les opérations du stock régulateur dans les quatre mois à venir, le Conseil rembourse cet excédent de contributions nettes en espèces déduction faite des contributions initiales, à moins qu'il ne décide, par un vote spécial, de ne pas procéder à ce remboursement ou de rembourser un montant moindre. La part des membres dans le montant à rembourser est proportionnelle à leurs contributions nettes en espèces, déduction faite de tous intérêts de pénalisation éventuels. Les contributions qui restaient dues par des membres en retard de paiement sont réduites dans la proportion qui existe entre le montant à rembourser et la somme des contributions nettes en espèces.

3 — A la demande d'un membre, le montant du remboursement auquel il a droit peut être conservé dans le Compte du stock régulateur. Si un membre demande que le montant qui doit lui être remboursé soit conservé dans le Compte du stock régulateur, ce montant vient en déduction de toute contribution additionnelle demandée en application de l'article 28. Le crédit conservé dans le Compte du stock régulateur à la demande d'un membre porte un intérêt calculé au taux d'intérêt moyen appliqué aux fonds détenus sur le Compte du stock régulateur à partir du dernier jour où le montant devrait normalement être remboursé audit membre jusqu'au jour qui précède celui où il lui est effectivement rendu.

4 — Le Directeur exécutif notifie immédiatement aux membres les versements, ou les remboursements, qu'il faut effectuer par suite d'ajustements opérés conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Ces versements demandés aux membres, ou des remboursements en leur faveur, sont effectués dans les soixante jours de la date à laquelle le Directeur exécutif a envoyé la notification.

5 — Si l'encaisse disponible au Compte du stock régulateur dépasse la valeur totale des contributions nettes en espèces des membres, les fonds excédentaires sont distribués à la fin du présent Accord.

Article 39

Le stock régulateur et les modifications des taux de change

1 — Si le taux de change entre le ringgit malaisien/dollar singapourien et les monnaies des principaux membres exportateurs et importateurs de caoutchouc naturel subit une modification d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Directeur exécutif doit, conformément à l'article 36, ou des membres peuvent, conformément à l'article 13, convoquer une session extraordinaire du Conseil. Le Conseil se réunit dans les dix jours pour confirmer ou annuler les mesures déjà prises par le Directeur exécutif en application de l'article 36, et peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées, y compris la possibilité de

révisé la fourchette de prix, en application des principes énoncés à la première phrase des paragraphes 1 et 6 de l'article 31.

2 — Le Conseil, par un vote spécial, établit une procédure pour déterminer ce qu'est une modification importante de la parité de ces monnaies à la seule fin d'assurer la convocation en temps voulu du Conseil.

3 — S'il existe entre le ringgit malaisien et le dollar singapourien une divergence d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Conseil se réunit pour examiner la situation et peut envisager l'adoption d'une seule monnaie.

Article 40

Procédures de liquidation du Compte du stock régulateur

1 — A la fin du présent Accord, le Directeur du stock régulateur établit en état estimatif de toutes les dépenses découlant de la liquidation, ou du transfert à un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, des avoirs du Compte du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article, et réserve le montant correspondant dans un compte distincte. Si ces soldes sont insuffisants, le Directeur du stock régulateur vend une quantité suffisante de caoutchouc naturel du stock régulateur pour se procurer le montant additionnel nécessaire.

2 — La part de chaque membre dans le Compte du stock régulateur est calculée comme suit:

- a) La valeur du stock régulateur est la valeur de la quantité totale de caoutchouc naturel de chaque type/qualité qu'il détient, calculée d'après le plus faible des prix courants des types/qualités respectifs sur les places visées à l'article 32 pendant les trente jours de place précédant la date à laquelle le présent Accord prend fin;
- b) La valeur du Compte du stock régulateur est la valeur du stock régulateur majorée des avoirs en espèces du Compte du stock régulateur à la date à laquelle le présent Accord prend fin et déduction faite du montant réservé en application du paragraphe 1 du présent article;
- c) La contribution nette en espèces de chaque membre est la somme des contributions qu'il a versées pendant toute la durée du présent Accord, déduction faite de tous les remboursements qu'il a reçus en application de l'article 38; les intérêts de pénalisation payés conformément au paragraphe 3 de l'article 37 ne constituent pas une contribution au Compte du stock régulateur;
- d) Si la valeur du Compte du stock régulateur est supérieure ou inférieure au montant total des contributions nettes en espèces, l'excédent est réparti entre les membres proportionnellement à leur part des contributions nettes pondérée par un coefficient temps en application du présent Accord. Tout déficit est réparti entre les membres proportionnellement au nombre moyen de voix détenu par chacun pendant la période où il a été membre. Pour fixer la part des déficits à la charge de chaque membre, les voix de chaque membre sont calculées sans qu'il soit tenu compte de la suspension de ses droits de vote ou de toute redistribution des voix en résultant;
- e) La part de chaque membre dans le Compte du stock régulateur correspond à sa contribution nette en espèces, diminuée ou majorée de sa

part dans les déficits ou les excédents du Compte du stock régulateur, déduction faite de ses obligations éventuelles au titre d'intérêts exigibles impayés.

3 — Si le présent Accord doit être immédiatement remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, le Conseil, par un vote spécial, adopte les procédures propres à assurer le transfert effectif au nouvel accord, selon ce qu'exigera ledit accord, des parts dans le Compte du stock régulateur des membres qui ont l'intention de participer au nouvel accord. Tout membre qui ne veut pas participer au nouvel accord a droit au remboursement de sa part:

- a) Par un prélèvement sur l'encaisse disponible proportionnel à sa part en pourcentage dans le montant total des contributions nettes en espèces au Compte du stock régulateur, dans les trois mois; et
- b) Par prélèvement sur le produit net de l'écoulement des stocks constituant le stock régulateur, au moyen de ventes méthodiques ou au moyen d'un transfert au nouvel accord international sur le caoutchouc naturel aux prix courants du marché, l'opération devant être terminée dans un délai de douze mois;

à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'augmenter les paiements visés à l'alinéa a) du présent paragraphe.

4 — Si le présente Accord prend fin sans être remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel prévoyant un stock régulateur, le Conseil, par un vote spécial, adopte des procédures devant régir l'écoulement méthodique du stock régulateur dans le délai maximal spécifié au paragraphe 6 de l'article 66, sous réserve des prescriptions suivantes:

- a) Il n'est procédé à aucun autre achat de caoutchouc naturel;
- b) L'Organisation n'engage pas de nouvelles dépenses à l'exception de celles qui sont nécessaires pour écouler le stock régulateur.

5 — Sous réserve du droit qu'ont les membres de choisir de se faire rembourser leur part sous forme de caoutchouc naturel conformément au paragraphe 6 du présent article, tout montant en espèces restant éventuellement au Compte du stock régulateur est immédiatement distribué aux membres en proportion de leur part telle qu'elle est définie au paragraphe 2 du présent article.

6 — Au lieu de se faire rembourser en espèces la totalité ou une fraction de sa part, chaque membre peut choisir de prendre sa part dans les avoirs du Compte du stock régulateur sous forme de caoutchouc naturel, sous réserve des procédures adoptées par le Conseil.

7 — Le Conseil adopte des procédures appropriées pour l'ajustement et le remboursement des parts des membres dans le Compte du stock régulateur. Cet ajustement tient compte:

- a) De tout écart pouvant exister entre le prix du caoutchouc naturel spécifié à l'alinéa a) du paragraphe 2 du présent article et les prix auxquels une partie ou la totalité du stock régulateur est vendue en application des procédures d'écoulement du stock régulateur; et
- b) De la différence entre le montant estimatif et le montant effectif des dépenses de liquidation.

8 — Le Conseil se réunit dans les trente jours suivant la fin des transactions du Compte du stock régulateur pour procéder à la liquidation définitive des comptes des membres dans les trente jours suivants.

CHAPITRE IX

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

Article 41

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

Quand le Fonds commun pour les produits de base commencera à fonctionner, le Conseil tirera pleinement parti des facilités offertes par cet organisme, en conformité des principes énoncés dans l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base. Le Conseil négociera à cette fin avec le Fonds commun des conditions et modalités mutuellement acceptables pour un accord d'association à signer avec de Fonds commun.

CHAPITRE X

Approvisionnement et accès aux marchés et autres mesures

Article 42

Approvisionnement et accès aux marchés

1 — Les membres exportateurs, dans toute la mesure possible, s'engagent à mettre en œuvre des politiques et des programmes permettant de maintenir un approvisionnement régulier des consommateurs en caoutchouc naturel.

2 — Les membres importateurs, dans toute la mesure possible, s'engagent à mettre en œuvre des politiques permettant de maintenir l'accès à leurs marchés pour le caoutchouc naturel.

Article 43

Autres mesures

1 — En vue d'atteindre les objectifs du présent Accord, le Conseil définit et propose des mesures et techniques appropriées tendant à promouvoir:

- a) Le développement de l'économie du caoutchouc naturel par les membres producteurs grâce à l'accroissement et à l'amélioration de la production, de la productivité et de la commercialisation, augmentant ainsi les recettes d'exportation des membres producteurs tout en améliorant la sécurité de l'offre. A cet effet, le Comité des autres mesures procède à des analyses économiques et techniques afin de définir:
 - i) Des programmes et projets de recherche-développement relative au caoutchouc naturel présentant un intérêt pour les membres exportateurs et les membres importateurs, y compris une recherche scientifique dans des domaines spécifiques;
 - ii) Des programmes et projets de nature à améliorer la productivité de l'industrie du caoutchouc naturel;

- iii) Des moyens d'améliorer la qualité des approvisionnements de caoutchouc naturel et d'uniformiser la spécification des qualités et la présentation du caoutchouc naturel; et
- iv) Des méthodes permettant d'améliorer le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut;

b) La mise au point d'utilisations finales du caoutchouc naturel. A cet effet, le Comité des autres mesures procède à des analyses économiques et techniques appropriés afin de définir des programmes et projets qui aboutissent à un accroissement de l'usage du caoutchouc naturel et à de nouvelles utilisations.

2 — Le Conseil examine les incidences financières de ces mesures et techniques et s'efforce de promouvoir et de faciliter l'apport de ressources financières suffisantes, de la manière appropriée, par des sources telles que les institutions financières internationales et le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base quand il sera mis en place.

3 — Le Conseil peut faire des recommandations, s'il y a lieu, aux membres, aux institutions internationales et autres organisations en vue de promouvoir la mise en œuvre de mesures spécifiques en application du présent article.

4 — Le Comité des autres mesures revoit périodiquement l'application des mesures que le Conseil décide de promouvoir et de recommander, et fait rapport à ce sujet au Conseil.

CHAPITRE XI

Consultations au sujet des politiques intérieures

Article 44

Consultations

Le Conseil procède à des consultations, quand un membre le demande, au sujet des politiques gouvernementales concernant le caoutchouc naturel qui ont des incidences directes sur l'offre ou sur la demande. Le Conseil peut soumettre ses recommandations aux membres pour examen.

CHAPITRE XII

Statistiques, études et information

Article 45

Statistiques et information

1 — Le Conseil rassemble, classe et, au besoin, publie les statistiques sur le caoutchouc naturel et les domaines connexes qui sont nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

2 — Les membres doivent communiquer rapidement de façon aussi complète que possible au Conseil les données disponibles par types et qualités spécifiques concernant la production, la consommation et le commerce international du caoutchouc naturel.

3 — Le Conseil peut aussi demander aux membres de fournir d'autres informations disponibles, y compris des renseignements sur des domaines connexes, qui peu-

vent être nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

4 — Les membres doivent fournir, dans un délai raisonnable, toutes les statistiques et informations susmentionnées dans toute la mesure possible compatible avec leur législation nationale et par les moyens qui leur conviennent le mieux.

5 — Le Conseil établit des relations étroites avec les organismes internationaux appropriés, dont le Groupe international d'étude du caoutchouc, et avec les bourses de commerce pour veiller à ce que des données récentes et fiables soient disponibles sur la production, la consommation, les stocks, le commerce international et les prix du caoutchouc naturel et sur d'autres facteurs qui influencent la demande et l'offre de caoutchouc naturel.

6 — Le Conseil veille à ce qu'aucune des informations publiées ne porte atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, traitent ou commercialisent le caoutchouc naturel ou des produits apparentés.

Article 46

Evaluation annuelle, estimations et études

1 — Le Conseil établit une évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc naturel et des domaines connexes, compte tenu des renseignements communiqués par les membres et par tous les organismes intergouvernementaux et internationaux compétents.

2 — Au moins une fois par semestre, le Conseil procède en outre à une estimation de la production, de la consommation, des exportations et des importations de caoutchouc naturel, si possible par types et qualités spécifiques, pour le semestre suivant. Il communique ces estimations aux membres.

3 — Le Conseil établit, ou prend les dispositions voulues pour établir, des études sur les tendances de la production, de la consommation, du commerce, de la commercialisation et des prix du caoutchouc naturel, ainsi que sur les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du caoutchouc naturel.

Article 47

Examen annuel

1 — Le Conseil examine chaque année le fonctionnement du présent Accord eu égard aux objectifs énoncés à l'article premier. Il informe les membres des résultats de l'examen.

2 — Le Conseil peut ensuite formuler des recommandations à l'intention des membres et ultérieurement prendre des mesures dans les limites de sa compétence pour améliorer l'efficacité du fonctionnement du présent Accord.

CHAPITRE XIII

Dispositions diverses

Article 48

Obligations générales et responsabilités des membres

1 — Pendant la durée du présent Accord, les membres mettront tout en œuvre et coopéreront pour favoriser la réalisation des objectifs du présent Accord et ne prendront aucune mesure allant à l'encontre desdits objectifs.

2 — Les membres chercheront en particulier à améliorer la situation de l'économie du caoutchouc naturel et à encourager la production et l'emploi de ce produit de manière à promouvoir la croissance et la modernisation de l'économie du caoutchouc naturel dans l'intérêt mutuel des producteurs et des consommateurs.

3 — Les membres acceptent de se considérer liés par toutes les décisions que le Conseil prendra en application du présent Accord et ne prendront pas de mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

4 — La responsabilité des membres découlant du fonctionnement du présent Accord, que ce soit envers l'Organisation ou envers des tierces parties, est limitée à leurs seules obligations concernant les contributions au budget administratif et au financement du stock régulateur en application et en conformité des chapitres VII et VIII du présent Accord, ainsi qu'à toutes obligations pouvant être assumées par le Conseil en vertu de l'article 41.

Article 49

Obstacles au commerce

1 — Le Conseil détermine, d'après l'évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc visée à l'article 46, les obstacles à l'expansion du commerce du caoutchouc naturel sous forme brute, semi-transformée ou modifiée.

2 — Le Conseil peut, aux fins du présent article, recommander aux membres de rechercher dans les organismes internationaux appropriés des mesures concrètes mutuellement acceptables destinées à supprimer progressivement ces obstacles et, si possible, à les éliminer complètement. Il examine périodiquement les résultats de ces recommandations.

Article 50

Transport et structure du marché du caoutchouc naturel

Le Conseil devrait encourager et faciliter la promotion de taux de fret raisonnables et équitables et l'amélioration du système de transport, de façon à assurer des approvisionnements réguliers aux marchés et à permettre des économies sur le coût des produits commercialisés.

Article 51

Mesures différenciées et correctives

Les membres en développement importateurs, et ceux de pays les moins avancés qui sont membres, dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord, peuvent s'adresser au Conseil pour des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre de telles mesures appropriées conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section III de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Article 52

Dispense

1 — Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil

peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2 — Quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Conseil précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs de cette dispense.

Article 53

Normes de travail équitables

Les membres déclarent qu'ils s'efforceront d'appliquer des normes de travail propres à améliorer le niveau de vie de la main-d'oeuvre dans leur secteur du caoutchouc naturel.

CHAPITRE XIV

Plaintes et différends

Article 54

Plaintes

1 — Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent Accord lui impose est, à la demande du membre auteur de la plainte, déferée au Conseil, qui statue après consultation des membres intéressés.

2 — La décision par laquelle le Conseil estime qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose spécifie la nature du manquement.

3 — Toutes les fois qu'il conclut, que ce soit ou non à la suite d'une plainte, qu'un membre a enfreint le présent Accord, le Conseil peut, par un vote spécial et sans préjudice des autres mesures expressément prévues dans d'autres articles du présent Accord:

- a) Suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et, s'il le juge nécessaire, suspendre tous autres droits du membre en question, y compris le droit d'exercer une fonction au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18 ainsi que le droit d'être admis comme membre de ces comités, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté des ces obligations; ou
- b) Prendre la décision prévue à l'article 64, si le manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord.

Article 55

Différends

1 — Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé entre les membres en cause est, à la demande de tout membre partie au différend, déferé au Conseil pour décision.

2 — Quand un différend est déferé au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, une majorité des membres détenant au moins le tiers du total de voix peut demander au Conseil de prendre, après examen de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'opinion, sur la question en litige, d'une commission consultative,

constituée ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 du présent article.

3:

a) A moins que le Conseil, para un vote spécial, n'en décide autrement, la commission consultative est composé de cinq personnes se répartissant comme suit:

- i) Deux personnes, désignées par les membres exportateurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;
- ii) Deux personnes de qualifications analogues, désignées par les membres importateurs; et
- iii) Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes désignées conformément aux sous-alinéas i) et ii) du présent alinéa ou, en cas de désaccord entre elles, par le Président du Conseil;

b) Des ressortissants de membres et de non-membres peuvent siéger à la commission consultative;

c) Les membres de la commission consultative siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement;

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.

4 — L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil qui, après avoir pris en considération toutes les données pertinentes, statue par un vote spécial.

CHAPITRE XV

Clauses finales

Article 56

Signature

Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invité à la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel, 1985, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 1^{er} mai au 31 décembre 1987 inclus.

Article 57

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 58

Ratification, acceptation et approbation

1 — Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle.

2 — Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire le 1^{er} janvier 1989 au plus tard. Le Conseil pourra toutefois accorder des délais aux gouvernements signataires qui n'auront pu déposer leur instrument à cette date.

3 — Chaque gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation se déclare, au moment du dépôt, membre exportateur ou membre importateur.

Article 59

Notification d'application à titre provisoire

1 — Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut, à tout moment, notifier au dépositaire qu'il appliquera intégralement le présent Accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément l'article 60, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

2 — Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, un gouvernement peut stipuler, dans sa notification d'application à titre provisoire, qu'il appliquera le présent Accord seulement dans les limites de ses procédures constitutionnelles et/ou législatives. Le gouvernement qui fait une telle stipulation doit toutefois honorer toutes ses obligations financières relatives au Compte administratif. La qualité de membre provisoire reconnue au gouvernement qui fait une telle notification ne l'est que pour les douze mois suivant l'entrée en vigueur provisoire du présent Accord. S'il s'avère nécessaire de procéder à un appel de fonds destinés au Compte du stock régulateur pendant les douze mois en question, le Conseil prend une décision quant au statut d'un gouvernement ayant la qualité de membre provisoire en vertu du présent paragraphe.

Article 60

Entrée en vigueur

1 — Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 23 octobre 1987, ou à toute date ultérieure, si, à cette date, des gouvernements totalisent au moins 80% des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord, et des gouvernements totalisant au moins 80% des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou ont assumé dans son intégralité leur engagement financier à l'égard du présent Accord.

2 — Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le 23 octobre 1987, ou à une date quelconque avant le 1^{er} janvier 1989, si des gouvernements totalisant au moins 75% des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord, et des gouvernements totalisant au moins 75% des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou ont notifié au dépositaire en vertu du paragraphe 1 de l'article 59 qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire et qu'ils assumeront dans son intégralité leur engagement financier à l'égard du présent Accord.

Le présent Accord restera en vigueur à titre provisoire pendant douze mois au maximum, à moins qu'il n'entre en vigueur à titre définitif en vertu du paragraphe 1 du présent article ou que le Conseil n'en décide autrement en application du paragraphe 4 du présent article.

3 — Si le présent Accord n'entre pas en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 du présent article au 1^{er} janvier 1989, le Secrétaire général de

l'Organisation de Nations Unies invitera, aussitôt qu'il le jugera possible après cette date, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, à se réunir en vue de recommander s'ils devraient ou non prendre les dispositions nécessaires pour mettre le présent Accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Si aucune conclusion n'est arrêtée à cette réunion, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pourra convoquer ultérieurement d'autres réunions semblables, s'il le juge approprié.

4 — Si les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article pour l'entrée en vigueur du présent Accord à titre définitif ne sont pas remplies pendant la période de douze mois civils durant laquelle l'Accord était en vigueur à titre provisoire en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Conseil, au plus tard un mois avant la fin de la période de douze mois susmentionnée, examinera l'avenir du présent Accord et, sous réserve du paragraphe 1 du présent article, décidera, para un vote spécial:

- a) De mettre le présent Accord en vigueur à titre définitif entre les membres du moment, en totalité ou en partie;
- b) De maintenir le présent Accord en vigueur à titre provisoire entre les membres du moment, en totalité ou en partie, pour une année de plus; ou
- c) De renégocier le présent Accord.

Si le Conseil n'arrive à aucune décision, le présent Accord prendra fin à l'expiration de la période de douze mois. Le Conseil informera le dépositaire de toute décision prise en vertu du présent paragraphe.

5 — Si un gouvernement dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur pour ledit gouvernement à la date de ce dépôt.

6 — Le Directeur exécutif de l'Organisation convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 61

Adhésion

1 — Les gouvernements de tous les États peuvent adhérer au présent Accord. L'adhésion est soumise aux conditions que le Conseil détermine et qui comprennent, entre autres, un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion, le nombre de voix attribuées et les obligations financières. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui sont dans l'impossibilité de déposer leur instrument d'adhésion dans le délai fixé.

2 — L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire. L'instrument d'adhésion doit stipuler que le gouvernement accepte toutes les conditions fixées par le Conseil.

Article 62

Amendements

1 — Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres des amendements au présent Accord.

2 — Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent notifier au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3 — Tout amendement prend effet 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres exportateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres exportateurs, et de membres constituant au moins les deux tiers de membres importateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres importateurs.

4 — Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour que l'amendement prenne effet ont été satisfaites et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant que l'amendement prenne effet.

5 — Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement prend effet cesse d'être partie contractante au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pas pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6 — Si les conditions requises pour que l'amendement prenne effet ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 63

Retrait

1 — Tout membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci en notifiant son retrait au dépositaire. Ledit membre informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2 — Un an après que sa notification a été reçue par le dépositaire, ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord.

Article 64

Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et qu'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord un an après la date de la décision du Conseil.

Article 65

Liquidation des comptes des membres qui se retirent ou sont exclus ou des membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1 — Conformément au présent article, le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui

cesse d'être partie contractante au présent Accord en raison:

- a) De la non-acceptation d'un amendement au présent Accord en application de l'article 62;
- b) Du retrait du présent Accord en application de l'article 63; ou
- c) De l'exclusion du présent Accord en application de l'article 64.

2 — Le Conseil garde toute contribution versée au Compte administratif par un membre qui cesse d'être partie contractante au présent Accord.

3 — Le Conseil rembourse, conformément à l'article 40, la part que détient dans le Compte du stock régulateur un membre qui cesse d'être partie contractante par suite de non-acceptation d'un amendement au présent Accord, de retrait ou d'exclusion, déduction faite de la part dudit membre dans d'éventuels excédents:

- a) Le remboursement à un membre qui cesse d'être partie contractante en raison de la non-acceptation d'un amendement au présent Accord est effectué un an après que l'amendement en cause est entré en vigueur;
- b) Le remboursement à un membre qui se retire est effectué dans un délai de 60 jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord, à moins que par suite de ce retrait le Conseil décide de mettre fin au présent Accord, en application du paragraphe 5 de l'article 66, avant le remboursement, auquel cas les dispositions de l'article 40 et du paragraphe 6 de l'article 66 sont applicables;
- c) Le remboursement à un membre qui est exclu est effectué dans un délai de 60 jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord.

4 — Si le Compte du stock régulateur ne peut effectuer le remboursement en espèces exigibles en application de l'alinéa a), b) ou c) du paragraphe 3 du présent article sans que la viabilité du Compte du stock régulateur en soit compromise ou sans qu'il soit nécessaire de procéder à un appel de contributions supplémentaires auprès des membres pour couvrir le montant à rembourser, le remboursement est différé jusqu'à ce que la quantité nécessaire de caoutchouc naturel du stock régulateur puisse être vendue à un prix égal ou supérieur au prix d'intervention supérieur. Si, avant la fin de la période d'une année stipulée à l'article 63, le Conseil informe un membre qui se retire que le remboursement devra être différé conformément au présent paragraphe, la période d'une année entre la notification de l'intention de retrait et le retrait effectif peut, si le membre qui se retire le désire, être prolongée jusqu'à ce que le Conseil informe ce membre que le remboursement de sa part peut être effectué dans les 60 jours.

5 — Un membre qui a reçu en remboursement un montant approprié en application du présent article n'aura droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation. Il ne pourra lui être imputé non plus aucun déficit éventuel de l'Organisation après que le remboursement aura été effectué.

Article 66

Durée, prorogation et fin du présent Accord

1 — Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur, à moins qu'il ne soit prorogé en application du paragraphe 3 du présent article ou qu'il n'y soit mis fin en application du paragraphe 4 ou du paragraphe 5 du présent article.

2 — Avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, le Conseil peut, par un vote spécial, décider de renégocier le présent Accord.

3 — Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent Accord pour une période ou des périodes ne dépassant pas deux ans au total, à partir de la date d'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article.

4 — Si un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation conformément au paragraphe 3 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

5 — Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix.

6 — Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas trois ans pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes, et à la cession des avoirs en conformité des dispositions de l'article 40 et sous réserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, et il a, pendant ladite période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

7 — Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise en application du présent article.

Article 67

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures sous le présent Accord aux dates indiquées.

Fait à Genève, le 20 mars mil neuf cent quatre-vingt-sept, les textes du présent Accord en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe faisant également foi.

ANNEXE A

Pays exportateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 60, dans le total des exportations nettes des pays

	Pourcentages (a)
Birmanie	0.381
Bolivie	0.063
Cameroun	0.494
Côte d'Ivoire	0.887
Ghana	0.009
Guatemala	0.273
Indonésie	27.363
Libérie	2.304
Malaisie	44 361

	Pourcentages (a)
Nigérie	0.827
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0.107
Philippines	0.241
Sri Lanka	3.842
Thaïlande	17.253
Viet Nam	1.141
Zaïre	0.454
Total	100.000

(a) Les parts sont exprimés en pourcentage du total des exportations nettes de caoutchouc naturel pendant la période quinquennale 1981-1985.

ANNEXE B

Pays et groupes de pays importateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 60, dans le total des importations nettes des pays

	Pourcentages (a)
Argentine	0.936
Australie	1.146
Autriche	0.872
Brésil	1.732
Bulgarie	0.521
Canada	3.344
Chine	6.996
Communauté économique européenne	25.771
Allemagne, République fédérale d'....	6.480
Belgique-Luxembourg	1.209
Danemark	0.123
Espagne	3.251
France	5.257
Grèce	0.299
Irlande	0.168
Italie	4.130
Pays-Bas	0.442
Portugal	0.343
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4.069
Costa Rica	0.076
Egypte	0.274
États-Unis d'Amérique	24.420
Finlande	0.267
Inde	1.092
Iraq	0.077
Jamaïque	0.023
Japon	17.540
Madagascar	0.000
Malte	0.000
Maroc	0.195
Mexique	1.782
Norvège	0.110
Nouvelle-Zélande	0.222
Panama	0.030
Pologne	1.735
Roumanie	1.472
Suède	0.422
Suisse	0.095
Tchécoslovaquie	1.604
Union des Républiques socialistes soviétiques	6.821
Venezuela	0.425
Total	100.000

(a) Les parts sont exprimées en pourcentage du total des importations nettes de caoutchouc naturel pendant la période triennale 1983-1985.

ANNEXE C

Coût estimatif du stock régulateur, calculé par le Président de la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel, 1985

D'après le coût effectif de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur existant d'environ 360 000 tonnes de 1982 à mars 1987, le coût de l'acquisition et du fonctionnement d'un stock régulateur de 550 000 tonnes pourrait se calculer en multipliant ce chiffre par le prix de déclenchement inférieur (161 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme) et en ajoutant au résultat un montant équivalant à 30% de ce prix.

ACORDO INTERNACIONAL SOBRE A BORRACHA NATURAL DE 1987

PREÂMBULO

As Partes Contratantes,

Recordando a declaração e o programa de acção relativo à instauração de uma nova ordem económica internacional ⁽¹⁾;

Reconhecendo em especial a importância das Resoluções n.ºs 93 (IV), 124 (V) e 155 (VI) relativas ao programa integrado para os produtos de base que a conferência das Nações Unidas sobre o Comércio e o Desenvolvimento adoptou nas suas 4.ª, 5.ª e 6.ª sessões;

Reconhecendo a importância da borracha natural para a economia dos membros, especialmente para as exportações, no caso dos membros exportadores, e para o abastecimento dos membros importadores;

Reconhecendo, além disso, que a estabilização dos preços da borracha natural servirá os interesses dos produtores, dos consumidores e dos mercados da borracha natural, e que um acordo internacional sobre a borracha natural pode contribuir grandemente para o crescimento e o desenvolvimento da indústria da borracha natural no interesse tanto de produtores como de consumidores,

acordam no seguinte:

CAPÍTULO I

Objectivos

Artigo 1.º

Objectivos

Os objectivos do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1987, a seguir denominado «o presente Acordo», com vista a atingir os objectivos pertinentes adoptados pela Conferência das Nações Unidas sobre o Comércio e o Desenvolvimento nas Suas Resoluções

⁽¹⁾ Resoluções n.ºs 3201 (S-VI) e 3202 (S-VI) da Assembleia Geral, de 1 de Maio de 1974.

n.ºs 93 (IV) e 124 (V), relativas ao programa integrado para os produtos de base, são, entre outros, os seguintes:

- a) Assegurar um crescimento equilibrado da oferta e da procura de borracha natural, contribuindo, assim, para atenuar as graves dificuldades que poderiam criar os excedentes ou a escassez de borracha natural;
- b) Assegurar a estabilidade do comércio de borracha natural, evitando as flutuações excessivas dos preços da borracha natural, que prejudicam os interesses a longo prazo tanto dos produtores como dos consumidores, e estabelecendo esses preços sem alterar as tendências do mercado a longo prazo, no interesse dos produtores e dos consumidores;
- c) Ajudar a estabilizar as receitas que os membros exportadores obtêm da exportação de borracha natural e aumentar essas receitas por um aumento das quantidades de borracha natural exportadas a preços equitativos e remuneradores, contribuindo, assim, para dar os encorajamentos necessários a um aumento dinâmico da produção e dos recursos que permitam um crescimento económico e um progresso social acelerados;
- d) Procurar assegurar abastecimentos suficientes em borracha natural para responder, a preços equitativos e razoáveis, às necessidades dos membros importadores e reforçar a segurança e a regularidade destes abastecimentos;
- e) Tomar, no caso de excedente ou escassez de borracha natural, as medidas possíveis para atenuar as dificuldades económicas que os membros poderiam encontrar;
- f) Procurar desenvolver o comércio internacional da borracha natural e dos produtos transformados dela derivados e melhorar o seu acesso ao mercado;
- g) Melhorar a competitividade da borracha natural, encorajando a investigação e o desenvolvimento sobre os problemas deste produto;
- h) Encorajar o desenvolvimento efectivo da economia da borracha natural, procurando facilitar e promover melhoramentos no tratamento, na comercialização e na distribuição da borracha natural em estado bruto;
- i) Favorecer a cooperação internacional e as consultas no domínio da borracha natural sobre as questões que exerçam influência na oferta e na procura e facilitar a promoção e a coordenação dos programas de investigação, dos programas de assistência e de outros programas relacionados com este produto.

CAPÍTULO II

Definições

Artigo 2.º

Definições

Para os fins do presente acordo:

- 1) Por «borracha natural» deve entender-se o elastómero não vulcanizado, em forma sólida ou líquida, proveniente da *Hevea brasiliensis* ou de qualquer outra planta que o Conselho indique para os fins do presente Acordo;

- 2) Por «Parte Contratante» entende-se um governo ou um organismo intergovernamental referido no artigo 5.º que tenha aceiteado o presente acordo a título provisório ou definitivo;
- 3) Por «membro» deve entender-se qualquer Parte Contratante definida no n.º 2) do presente artigo;
- 4) Por «membro exportador» deve entender-se um membro que exporte borracha natural e que, ele próprio, se tenha declarado membro exportador, sob reserva do consentimento do Conselho;
- 5) Por «membro importador» deve entender-se um membro que importe borracha natural e que, ele próprio, se tenha declarado membro importador, sob reserva do consentimento do Conselho;
- 6) Por «Organização» deve entender-se a Organização Internacional da Borracha Natural, referida no artigo 3.º;
- 7) Por «Conselho» deve entender-se o Conselho Internacional da Borracha Natural, referido no artigo 6.º;
- 8) Por «votação especial» deve entender-se uma votação que exija, pelo menos, dois terços dos sufrágios expressos pelos membros exportadores presentes e votantes e, pelo menos, dois terços dos sufrágios expressos pelos membros importadores presentes e votantes, contados separadamente, desde que estes sufrágios sejam expressos por metade, pelo menos, dos membros presentes e votantes de cada categoria;
- 9) Por «exportações de borracha natural» deve entender-se a borracha natural que deixa o território aduaneiro de um membro e por «importações de borracha natural» a borracha natural que entra no território aduaneiro de um membro, entendendo-se que, para os fins das presentes definições, o território aduaneiro de um membro que se compõe de dois ou vários territórios aduaneiros se considera como sendo constituído pelos seus territórios aduaneiros combinados;
- 10) Por «votação por maioria simples repartida» deve entender-se uma votação que exija mais de metade do total dos sufrágios expressos pelos membros exportadores presentes e votantes e mais de metade do total dos sufrágios expressos pelos membros importadores presentes e votantes, contados separadamente;
- 11) Por «moedas livremente utilizáveis» deve entender-se o marco alemão, o dólar dos Estados Unidos, o franco francês, a libra esterlina e o iene japonês;
- 12) Por «ano financeiro» deve entender-se o período que decorre entre 1 de Janeiro e 31 de Dezembro, inclusive;
- 13) Por «entrada em vigor» deve entender-se a data na qual o presente Acordo entra em vigor a título provisório ou definitivo, em conformidade com o artigo 60.º;
- 14) Por «tonelada» deve entender-se uma tonelada métrica, isto é, 1000 kg;
- 15) Por «cent de Malásia/Singapura» deve entender-se a média do sen malaio e do cent de Singapura às taxas de câmbio do momento;

- 16) Por «contribuição líquida de um membro ponderada por um coeficiente 'tempo'» deve entender-se o montante líquido das suas contribuições em espécie, ponderado pelo número de dias durante os quais as partes que constituem o montante líquido das contribuições em espécie estiveram à disposição do depósito regulador. Para calcular o número de dias não deve ser tomado em consideração o dia em que as contribuições foram recebidas pela Organização, o dia em que foi efectuado o reembolso ou o dia em que cessar o presente Acordo.

CAPÍTULO III

Organização e administração

Artigo 3.º

Instituição, sede e estrutura da Organização Internacional da Borracha Natural

1 — A Organização Internacional da Borracha Natural, instituída pelo Acordo Internacional sobre a Borracha Natural de 1979, continuará a sua acção de assegurar a execução das disposições do presente Acordo e de controlar o seu funcionamento.

2 — A Organização exerce as suas funções por meio do Conselho Internacional da Borracha Natural, do seu director executivo e do seu pessoal, bem como de outros órgãos previstos no presente Acordo.

3 — A Organização terá a sua sede em Kuala Lumpur, salvo decisão contrária do Conselho, adoptada em votação especial e sob reserva do disposto no n.º 4 do presente artigo.

4 — A sede da Organização deverá situar-se sempre no território de um membro.

Artigo 4.º

Membros da Organização

1 — São instituídas duas categorias de membros:

- a) Os exportadores;
- b) Os importadores.

2 — O Conselho fixará as condições que regem a passagem de um membro de uma categoria a outra tal como são definidas o n.º 1 do presente artigo, tomando em devida consideração as disposições dos artigos 24.º e 27.º Um membro que satisfaça estas condições poderá mudar de categoria, sob reserva de o Conselho dar o seu acordo em votação especial.

3 — Cada Parte Contratante constitui um único membro da Organização.

Artigo 5.º

Participação de organismos intergovernamentais

1 — Qualquer menção de «governo» ou «governos» no presente Acordo entende-se ser também válida para a Comunidade Económica Europeia e para qualquer organismo intergovernamental que tenha responsabilidades na negociação, na conclusão e na aplicação de acordos internacionais, em especial de acordos sobre produtos de base. Em consequência, qualquer menção,

no presente Acordo, da assinatura, ratificação, aceitação ou aprovação, ou da notificação da aplicação do Acordo a título provisório, ou da adesão, é, no caso destes organismos intergovernamentais, considerada válida também para a assinatura, a ratificação, a aceitação ou aprovação, ou para a notificação da aplicação do Acordo a título provisório, ou para a adesão, por estes organismos intergovernamentais.

2 — No caso de votação sobre questões no âmbito da sua competência, os citados organismos intergovernamentais exercerão o seu direito de voto, com um número de votos igual ao número total de votos atribuídos, em conformidade com o artigo 14.º, aos seus Estados membros. Em tais casos, os Estados membros de tais organismos intergovernamentais não exercerão o seu direito de voto individual.

CAPÍTULO IV

O Conselho Internacional da Borracha Natural

Artigo 6.º

Composição do Conselho Internacional da Borracha Natural

1 — A autoridade máxima da Organização é o Conselho Internacional da Borracha Natural, que é composto por todos os membros da Organização.

2 — Cada membro será representado no Conselho por um único representante e pode designar suplentes e conselheiros para assistir às sessões do Conselho.

3 — Um suplente tem poderes para agir e para votar em nome do representante na sua ausência ou em circunstâncias excepcionais.

Artigo 7.º

Poderes e funções do Conselho

1 — O Conselho exerce todos os poderes e desempenha, ou vela pelo seu cumprimento, todas as funções necessárias à aplicação das disposições do presente Acordo, mas não terá poderes, nem poderá considerar ter sido autorizado pelos membros, para chamar a si qualquer obrigação que ultrapasse o âmbito do presente Acordo. Em especial, não terá capacidade para contrair empréstimos, sem, contudo, limitar a aplicação do disposto no artigo 41.º, nem poderá celebrar qualquer contrato comercial sobre borracha natural, excepto nos casos previstos expressamente no n.º 5 do artigo 30.º Ao exercer a sua capacidade de celebrar contratos, o Conselho assegurará que as disposições do n.º 4 do artigo 48.º sejam levadas, por escrito, ao conhecimento das outras Partes Contratantes; contudo, o incumprimento desta condição não poderá, por si, invalidar estes contratos, nem poderá ser considerado uma renúncia à limitação de responsabilidade dos membros referida no citado artigo.

2 — O Conselho, por votação especial, adoptará os regulamentos necessários à aplicação das disposições do presente Acordo que sejam compatíveis com estas disposições. Estes regulamentos englobam o seu regulamento interno e o dos *comités* instituídos em aplicação do artigo 18.º, as regras de gestão e de funcionamento do depósito regulador, o regulamento financeiro da Organização e o estatuto do pessoal.

3 — Para efeitos do n.º 2 do presente artigo, o Conselho analisará, na sua primeira sessão após a entrada

em vigor do presente Acordo, os regulamentos estabelecidos pelo Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979 e adoptá-los-á, com as modificações que julgar necessárias. Na dependência da sua adopção, serão aplicados os regulamentos estabelecidos pelo Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979.

4 — O Conselho organizará os arquivos de que necessitar para desempenhar as funções que o presente Acordo lhe confere.

5 — O Conselho publicará um relatório anual sobre as actividades da Organização e quaisquer outras informações julgadas apropriadas.

Artigo 8.º

Delegação de poderes

1 — O Conselho pode, por votação especial, delegar em qualquer *comité* instituído em aplicação do artigo 18.º todos ou parte dos seus poderes, cujo exercício não exija, em virtude das disposições do presente Acordo, um voto especial do Conselho. Não obstante esta delegação, o Conselho pode, a qualquer momento, examinar uma questão remetida a um dos seus *comités* e tomar uma decisão sobre esse assunto.

2 — O Conselho poderá, por votação especial, anular qualquer delegação de poderes a um *comité*.

Artigo 9.º

Cooperação com outros organismos

1 — O Conselho pode, conforme entender, tomar todas as disposições apropriadas para fins de consulta ou de cooperação com a Organização das Nações Unidas, os seus órgãos e as suas instituições especializadas, bem como com outros organismos intergovernamentais.

2 — O Conselho pode também adoptar disposições com vista a manter contactos com organismos internacionais não governamentais apropriados.

Artigo 10.º

Admissão de observadores

O Conselho pode convidar qualquer governo não membro ou qualquer dos organismos referidos no artigo 10.º a assistir, na qualidade de observador, a qualquer das sessões do Conselho ou de qualquer dos *comités* instituídos em aplicação do artigo 19.º

Artigo 11.º

Presidente e vice-presidente

1 — O Conselho elegerá um presidente e um vice-presidente pelo período de um ano.

2 — O presidente e o vice-presidente serão eleitos um de entre os representantes dos membros exportadores, o outro de entre os dos membros importadores. A presidência e a vice-presidência serão atribuídas alternadamente a cada uma das duas categorias de membros por um ano, entendendo-se, no entanto, que esta alternância não impede a reeleição, em circunstâncias excepcionais, do presidente ou do vice-presidente, ou de ambos, se o Conselho o decidir por votação especial.

3 — No caso de ausência temporária, o presidente será substituído pelo vice-presidente. No caso de ausência temporária simultânea do presidente e do vice-

-presidente, ou no caso de ausência permanente de um ou de outro, os dois, o Conselho poderá eleger novos titulares dessas funções, temporários ou permanentes, conforme o caso, de entre os representantes dos membros exportadores e ou de entre os representantes dos membros importadores, conforme se revelar conveniente.

4 — Nem o presidente nem qualquer outro membro da mesa que presidir a uma reunião tem o direito de exercer o voto na citada reunião. Contudo, o direito de voto do membro que representa será exercido em conformidade com o disposto no n.º 3 do artigo 6.º ou dos n.ºs 2 e 3 do artigo 15.º

Artigo 12.º

Director executivo, director do depósito regulador e outros membros do pessoal

1 — O Conselho nomeia, por votação especial, um director executivo e um director de depósito regulador.

2 — As condições de nomeação do director executivo e do director do depósito regulador são fixadas pelo Conselho.

3 — O director executivo é o mais alto funcionário da Organização; é responsável perante o Conselho pela gestão e pelo funcionamento do presente Acordo, em conformidade com suas disposições e com as decisões do Conselho.

4 — O director do depósito regulador é responsável perante o director executivo e o Conselho pela execução das tarefas que lhe incumbem em virtude do presente Acordo, bem como pela execução de qualquer outra tarefa que o Conselho lhe possa confiar. O director do depósito regulador será responsável pela gestão diária do depósito regulador e manterá o director executivo ao corrente das operações gerais do depósito regulador, de modo que o director executivo possa estar seguro de responder eficazmente aos objectivos do presente Acordo.

5 — O pessoal será nomeado pelo director executivo, em conformidade com as regras fixadas pelo Conselho e será responsável perante o director executivo.

6 — Nem o director executivo nem os outros membros do pessoal, incluindo o director do depósito regulador, podem ter interesses financeiros na indústria ou no comércio da borracha nem em actividades comerciais conexas.

7 — O director executivo, o director do depósito regulador e os outros membros do pessoal não solicitarão nem aceitarão, no exercício das suas funções, instruções de nenhum membro nem de nenhuma autoridade exterior ao Conselho ou de qualquer dos *comités* instituídos em aplicação do artigo 18.º e abster-se-ão da prática de qualquer acto incompatível com a sua situação de funcionários internacionais e serão responsáveis apenas perante o Conselho.

Cada membro da Organização deve respeitar o carácter exclusivamente internacional das funções do director executivo, do director do depósito regulador e dos outros membros do pessoal e não procurar influenciá-los no exercício das suas funções.

Artigo 13.º

Sessões

1 — Em regra, o Conselho reúne-se em sessão ordinária uma vez por semestre. Para fins de revisão do

leque de preços o Conselho reúne-se no espaço de duas semanas, após cada período de 15 ou 30 meses mencionado no artigo 31.º

2 — Além das sessões realizadas nas circunstâncias expressamente previstas no presente Acordo, o Conselho reúne-se igualmente em sessão extraordinária por sua própria iniciativa ou a pedido:

- a) Do presidente do Conselho;
- b) Do director executivo;
- c) Da maioria dos membros exportadores;
- d) Da maioria dos membros importadores;
- e) De um membro exportador ou dos membros exportadores que detenham pelo menos 200 votos;
- f) De um membro importador ou dos membros importadores que detenham pelo menos 200 votos.

3 — As sessões realizar-se-ão na sede da Organização, a menos que o Conselho, por votação especial, decida de outra forma. Se, a convite de um membro, o Conselho se reunir em local diferente do da sede da Organização, este membro tomará a seu cargo os custos suplementares que de tal facto resultarem para o Conselho.

4 — O director executivo anunciará as sessões aos membros e transmitir-lhes-á a ordem do dia, após consulta ao presidente do Conselho, com, pelo menos, 30 dias de antecedência, salvo por motivo de urgência, em que o pré-aviso será de, pelo menos, 10 dias.

Artigo 14.º

Atribuição dos votos

1 — Ao grupo dos membros exportadores serão atribuídos 1000 votos no seu conjunto e ao grupo dos membros importadores serão atribuídos igualmente 1000 votos no seu conjunto.

2 — Cada membro exportador receberá um voto inicial de entre os 1000 votos a atribuir, entendendo-se, no entanto, que um membro exportador cujas exportações líquidas sejam inferiores a 10 000 t por ano não receberá voto inicial. O remanescente dos votos será distribuído entre os membros exportadores na proporção mais próxima possível do volume das respectivas exportações líquidas de borracha natural durante o período de cinco anos civis a contar do início do sexto ano civil anterior à atribuição dos votos.

3 — Os votos dos membros importadores serão distribuídos na proporção mais próxima possível à média das importações líquidas respectivas de borracha natural durante o período de três anos civis a contar do início do quarto ano civil anterior à atribuição dos votos, entendendo-se, todavia, que cada membro importador receberá um voto, mesmo que a sua quota proporcional de importações líquidas não seja suficientemente grande para o justificar.

4 — O Conselho, para cumprimento dos n.ºs 2 e 3 do presente artigo, e 2 e 3 do artigo 27.º, relativos às contribuições dos membros importadores, e do artigo 38.º, organizará, na sua primeira sessão, um quadro das exportações líquidas dos membros exportadores e um quadro das importações líquidas dos membros importadores. Estes quadros serão revistos anualmente em conformidade com o presente artigo.

5 — Não há fraccionamento de votos.

6 — O Conselho atribuirá, na primeira sessão após a entrada em vigor do presente Acordo, os votos para esse ano, que se manterão em vigor até à primeira sessão regular do ano seguinte, sob reserva das disposições do n.º 7 do presente artigo. Posteriormente o Conselho atribuirá os votos no início da primeira sessão regular de cada ano. Tal atribuição manter-se-á em vigor até à primeira sessão regular do ano seguinte, sob reserva das disposições do n.º 7 do presente artigo.

7 — Se a composição da Organização for alterada ou se o direito de voto de um membro for suspenso ou restabelecido em aplicação de uma disposição do presente Acordo, o Conselho procederá a uma nova atribuição de votos no interior da ou das categorias de membros em causa, em conformidade com as disposições do presente artigo.

8 — Se, pelo facto da exclusão de um membro em aplicação do artigo 64.º ou da retirada de um membro em aplicação do artigo 63.º ou do artigo 62.º, a parte do comércio total detida pelos membros que restarem de uma ou outra categoria se encontrar reduzida a menos de 80 %, o Conselho reunir-se-á e pronunciar-se-á sobre as condições, as modalidades e o futuro do presente Acordo, incluindo, em especial, sobre a necessidade de manter as operações efectivas do depósito regulador sem impor um excessivo encargo financeiro aos restantes membros.

Artigo 15.º

Processo de votação

1 — Para a votação, cada membro disporá do número de votos que possui no Conselho e não poderá dividir os seus votos.

2 — Qualquer membro exportador poderá, por notificação escrita dirigida ao presidente do Conselho, autorizar qualquer outro membro exportador e qualquer membro importador poderá autorizar qualquer outro membro importador a representar os seus interesses e a exercer o seu direito de voto em qualquer sessão ou reunião do Conselho.

3 — Um membro autorizado por outro membro a utilizar os votos que aquele detém utilizará esses votos de acordo com as instruções do referido membro.

4 — Considera-se que, em caso de abstenção, um membro não utilizou os seus votos.

Artigo 16.º

Quórum

1 — O quórum exigido para qualquer sessão do Conselho é constituído pela presença da maioria dos membros exportadores e da maioria dos membros importantes, sob reserva de que os membros presentes atinjam pelo menos dois terços do total de votos em cada uma das categorias.

2 — Se o quórum definido no n.º 1 do presente artigo não for atingido no dia fixado para a reunião e no dia seguinte, será o quórum constituído no terceiro dia e nos dias seguintes pela presença da maioria dos membros exportadores e da maioria dos membros importadores, sob condição de que esses membros possuam a maioria do total de votos em cada uma das categorias.

3 — Qualquer membro representado em conformidade com o n.º 2 do artigo 15.º será considerado presente.

Artigo 17.º

Decisões

1 — O Conselho tomará todas as suas decisões e formulará todas as suas recomendações em votação por maioria simples repartida, salvo disposição em contrário do presente Acordo.

2 — Se um membro invocar as disposições do artigo 15.º e se os seus votos forem utilizados numa reunião do Conselho, esse membro será, para cumprimento do n.º 1 do presente artigo, considerado presente e votante.

Artigo 18.º

Instituição de comités

1 — Manter-se-ão os seguintes *comités*, instituídos pelo Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979:

- a) *Comité* da administração;
- b) *Comité* de operações do depósito regulador;
- c) *Comité* de estatística;
- d) *Comité* de outras medidas.

O Conselho poderá, por votação especial, instituir outros *comités*.

2 — Cada *comité* é responsável perante o Conselho. Este fixará, por votação especial, a composição e o mandato de cada *comité*.

Artigo 19.º

Grupo de peritos

1 — O Conselho constituirá um grupo de peritos, escolhidos na indústria e no comércio da borracha, dos membros exportadores e dos membros importadores.

2 — Qualquer grupo de peritos colocar-se-á à disposição do Conselho e dos seus *comités* para fornecer pareceres e prestar assistência, em especial no que diz respeito às operações do depósito regulador e às restantes medidas referidas no artigo 43.º

3 — A composição, as funções e as disposições administrativas de qualquer grupo de peritos serão fixadas pelo Conselho.

CAPÍTULO V

Privilégios e imunidades

Artigo 20.º

Privilégios e imunidades

1 — A Organização tem personalidade jurídica. Tem, em especial, sem prejuízo do disposto no n.º 4 do artigo 48.º, capacidade de contrair, de adquirir e de alienar bens móveis e imóveis e de estar em juízo.

2 — A Organização tentará, logo que possível, estabelecer com o governo, seguidamente denominado «governo anfitrião», do país onde se fixar a sua sede um acordo, seguidamente denominado «acordo de sede», relativo ao estatuto e aos privilégios e imunidades da Organização, do seu director executivo e do director do depósito regulador, bem como do restante pessoal e peritos e das delegações dos membros, que sejam, em termos razoáveis, necessários ao exercício das suas funções.

3 — Na pendência da conclusão do acordo de sede, a Organização solicitará ao governo anfitrião a exoneração, na medida em que isso for compatível com a sua legislação interna, dos impostos sobre os emolumentos pagos pela Organização ao seu pessoal e os haveres, rendimentos e outros bens da Organização.

4 — A Organização poderá ainda concluir com um ou vários outros governos acordos, que deverão ser aprovados pelo Conselho, relativos aos privilégios e imunidades que se revelem necessários à correcta aplicação do presente Acordo.

5 — Se a sede da Organização for transferida para outro país, o governo deste último concluirá com a Organização, logo que possível, um acordo de sede, que deverá ser aprovado pelo Conselho.

6 — O acordo de sede é independente do presente Acordo. No entanto, caducará:

- a) Por consentimento mútuo do governo anfitrião e da Organização;
- b) Se a sede da Organização for transferida para fora do território do governo anfitrião;
- c) Se a Organização deixar de existir.

CAPÍTULO VI

Contas e verificação das contas

Artigo 21.º

Contas financeiras

1 — Serão criadas duas contas com vista ao funcionamento e à gestão do presente Acordo:

- a) A conta do depósito regulador;
- b) A conta administrativa.

2 — Todas as receitas e despesas seguintes, decorrentes da constituição, funcionamento e manutenção do depósito regulador, serão movimentadas na conta do depósito regulador: contribuições pagas pelos membros nos termos do artigo 27.º, receitas das vendas ou encargos de aquisição para o depósito regulador, juros dos depósitos da conta do depósito regulador e encargos relativos às comissões de compra e venda, à armazenagem, ao transporte e manuseamento, à manutenção e rotação e aos seguros. O Conselho pode, todavia, por votação especial, movimentar na conta do depósito regulador outras receitas ou despesas imputáveis a transacções ou operações do depósito regulador.

3 — Todas as outras receitas e despesas relativas ao funcionamento do presente Acordo serão movimentadas através da conta administrativa. Estas despesas são normalmente cobertas pelas contribuições dos membros, calculadas em conformidade com o artigo 24.º

4 — A Organização não suportará as despesas das delegações ou dos observadores enviados ao Conselho ou a qualquer dos *comités* instituídos em aplicação do artigo 18.º

Artigo 22.º

Modo de pagamento

Os depósitos na conta administrativa e na conta do depósito regulador serão efectuados em moedas livremente utilizáveis ou em moedas convertíveis nos principais mercados de câmbio estrangeiros em moedas livremente utilizáveis e não estarão sujeitos a restrições de câmbio.

Artigo 23.º**Verificação das contas**

1 — O Conselho nomeará revisores de contas encarregados de verificar os seus livros em cada ano financeiro.

2 — Logo que possível, mas, o mais tardar, até quatro meses após o encerramento de cada ano financeiro, será colocado à disposição dos membros um parecer, emitido por revisores independentes, sobre a conta administrativa. A conta do depósito regulador, verificada por revisores independentes, será colocada à disposição dos membros logo que possível, nunca antes de passados 60 dias e, o mais tarde, quatro meses após o encerramento de cada ano financeiro. Os pareceres de verificação da conta administrativa e da conta do depósito regulador serão examinados para aprovação do Conselho na sessão ordinária seguinte. Em seguida será publicado um resumo das contas e do balanço verificados.

CAPÍTULO VII**Conta administrativa****Artigo 24.º****Aprovação do orçamento administrativo e fixação de contribuições**

1 — O Conselho, na primeira sessão após a entrada em vigor do presente Acordo, aprovará o orçamento administrativo para o período compreendido entre a data de entrada em vigor e o final do primeiro ano financeiro. Nos anos seguintes o Conselho aprovará, durante o 2.º semestre de cada ano financeiro, o orçamento administrativo para o ano financeiro seguinte. O Conselho fixará a contribuição de cada membro para o orçamento, em conformidade com o n.º 2 do presente artigo.

2 — A contribuição, para cada exercício, de cada membro é proporcional à relação existente, no momento da adopção do orçamento administrativo desse exercício, entre o número de votos deste membro e o número total de votos do conjunto dos membros. Para a fixação das contribuições, os votos de cada membro serão contados sem tomar em consideração a suspensão dos direitos de voto de um membro nem a nova atribuição de votos que daí resultar.

3 — O Conselho fixará a contribuição inicial para o orçamento administrativo de qualquer governo que venha a tornar-se membro após a entrada em vigor do presente Acordo em função do número de votos que lhe forem atribuídos e do período decorrente desde a data em que se tornou membro até ao final do ano financeiro em curso; todavia, as contribuições a cargo dos outros membros permanecerão inalteradas para esse ano financeiro.

Artigo 25.º**Depósito das contribuições no orçamento administrativo**

1 — As contribuições para o primeiro orçamento administrativo serão exigíveis em data a fixar pelo Conselho na sua primeira sessão. As contribuições para os orçamentos administrativos posteriores serão exigíveis no dia 28 de Fevereiro de cada ano financeiro. A contribuição de um governo que venha a tornar-se mem-

bro após a entrada em vigor do presente Acordo, calculada em conformidade com o n.º 3 do artigo 24.º, será exigível, para o exercício em causa, 60 dias depois da data em que se tornou membro.

2 — Se um membro não depositar integralmente a sua contribuição para o orçamento administrativo nos dois meses seguintes à data em que é exigível em virtude do n.º 1 do presente artigo, o director executivo solicitar-lhe-á que efectue o pagamento o mais cedo possível. Se um membro não depositar a sua contribuição nos dois meses seguintes ao pedido do director executivo, os seus direitos de voto na Organização serão suspensos, a menos que o Conselho, por voto especial, decida de outra forma. Se esse membro ainda não tiver depositado a sua contribuição nos quatro meses seguintes ao pedido do director executivo, todos os direitos que o presente Acordo conferir ao referido membro serão suspensos pelo Conselho, salvo se este, por votação especial, decidir de outra forma.

3 — O Conselho imporá uma penalização, à taxa de juro preferencial do país anfitrião, desde o dia em que essas contribuições eram devidas.

4 — Um membro cujos direitos foram suspensos em aplicação do n.º 2 do presente artigo continua obrigado, em especial, a depositar a sua contribuição e a satisfazer todas as outras obrigações financeiras que lhe incumbem em virtude do presente Acordo.

CAPÍTULO VIII**Depósito regulador****Artigo 26.º****Volume do depósito regulador**

É instituído, para cumprimento do presente Acordo, um depósito regulador internacional, num total de 550 000 t, incluindo o total de existências ainda detidas sob o Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979. Este depósito é o único instrumento previsto no presente Acordo de intervenção no mercado para a estabilização dos preços. Inclui:

- a) O depósito regulador normal de 400 000 t;
- b) O depósito regulador de urgência de 150 000 t.

Artigo 27.º**Financiamento do depósito regulador**

1 — Os membros tomam a responsabilidade de financiar o custo total do depósito regulador internacional de 550 000 t criado em aplicação do artigo 26.º, devendo entender-se que as quotas na conta do depósito regulador do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979 dos membros do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979 que se tornem membros do presente Acordo serão transferidas, com o consentimento de cada membro, para a conta do depósito regulador, em aplicação deste Acordo, em conformidade com as disposições do n.º 3 do artigo 41.º do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979.

2 — O financiamento do depósito regulador normal e do depósito regulador de urgência será igualmente dividido entre a categoria dos membros exportadores e a categoria dos membros importadores. As contribui-

ções dos membros para a conta do depósito regulador serão calculadas segundo o número de votos que detêm no Conselho, sob reserva das disposições dos n.ºs 3 e 4 do presente artigo.

3 — Se se tratar de um membro importador cuja parte nas importações líquidas totais indicada no quadro elaborado pelo Conselho em conformidade com o n.º 4 do artigo 14.º represente 0,1 % ou menos das importações líquidas totais, a contribuição para a conta do depósito regulador é calculada da seguinte maneira:

- a) Se a quota das importações líquidas totais for inferior ou igual a 0,1 %, mas superior a 0,05 %, a sua contribuição será calculada segundo a sua quota efectiva nas importações líquidas totais;
- b) Se a quota das importações líquidas totais for igual ou inferior a 0,05 %, a sua contribuição será calculada com base numa quota das importações líquidas totais igual a 0,05 %.

4 — Durante qualquer período em que o presente Acordo esteja em vigor, a título provisório, em aplicação dos n.ºs 2 ou 4, alínea b), do artigo 60.º, a responsabilidade financeira de cada membro exportador ou de cada membro importador em relação à conta do depósito regulador não deverá ultrapassar, no total, a contribuição do referido membro, calculada segundo o número de votos correspondente às quotas em percentagens indicadas nos quadros elaborados pelo Conselho em conformidade com o n.º 4 do artigo 14.º, no total de 275 000 t, atribuído à categoria dos exportadores e à categoria dos importadores, respectivamente. As obrigações financeiras que incumbem aos membros logo que o presente Acordo esteja em vigor, a título provisório, serão igualmente repartidas entre a categoria dos membros exportadores e a categoria dos membros importadores. Quando a responsabilidade global de uma categoria ultrapassar a da outra categoria, a mais elevada das responsabilidades globais será reduzida, de modo a corresponder à outra, sendo os votos de cada membro neste compromisso global diminuídos proporcionalmente às quotas no total dos votos, tal como decorre dos quadros elaborados pelo Conselho em conformidade com o n.º 4 do artigo 14.º Apesar do disposto no presente número e no n.º 1 do artigo 28.º, a contribuição de um membro não pode exceder 125 % do montante da sua contribuição total, calculada com base na sua quota no comércio mundial, tal como consta dos anexos A ou B ao presente Acordo.

5 — Os encargos totais do depósito regulador normal e do depósito regulador de urgência de 550 000 t serão suportados pelas contribuições em espécie depositadas pelos membros na conta do depósito regulador. Estas contribuições poderão, se necessário, ser depositadas pelos organismos apropriados dos membros interessados.

6 — Os encargos totais do depósito regulador internacional de 550 000 t serão suportados por saques a efectuar na conta do depósito regulador. Estes encargos englobarão, designadamente, todas as despesas correspondentes à aquisição e funcionamento do depósito regulador internacional de 550 000 t. Se a estimativa do encargo indicado no anexo C do presente Acordo não corresponder exactamente ao custo total da aquisição e do funcionamento do depósito regulador, o Conselho reunir-se-á e adoptará as disposições necessárias

para reclamar as contribuições exigidas, a fim de satisfazer esse custo total, em conformidade com as quotas expressas em percentagem do total dos votos.

Artigo 28.º

Depósito das contribuições na conta do depósito regulador

1 — Será depositada na conta do depósito regulador uma contribuição inicial em espécie equivalente a 70 milhões de *ringgits* malaaios. Este montante, que representa uma reserva de capital de financiamento para as operações do depósito regulador, será dividido entre os membros segundo a quota percentual de votos que detêm, tendo em atenção o n.º 3 do artigo 27.º, e deverá ser depositado até 60 dias após a primeira sessão do Conselho depois da entrada em vigor do presente Acordo. A contribuição inicial de um membro exigida em conformidade com o disposto neste número será, com o consentimento desse membro, depositada, na sua totalidade ou em parte, através de transferência de quota desse membro existente nos depósitos em espécie administrados pela conta do depósito regulador do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979.

2 — O director executivo pode, a qualquer momento, independentemente das disposições do n.º 1 do presente artigo, solicitar o pagamento de contribuições, sob condição de que o director do depósito regulador certifique que as importâncias em questão são necessárias ao financiamento da conta do depósito regulador durante os quatro meses mais próximos.

3 — No caso de pedido de contribuições, o montante reclamado deve ser depositado pelos membros nos 60 dias seguintes à data da notificação. O Conselho, a pedido de um membro ou dos membros que totalizem 200 votos no Conselho, reunir-se-á em sessão extraordinária e poderá alterar ou recusar o pedido de contribuição com base numa avaliação da necessidade de fundos para apoiar as operações do depósito regulador durante os quatro meses mais próximos. Se o Conselho não puder tomar uma decisão, as contribuições deverão ser depositadas pelos membros em conformidade com a notificação do director executivo.

4 — As contribuições pedidas para o depósito regulador normal e para o depósito regulador de urgência serão avaliadas ao preço de desencadeamento inferior em vigor no momento de pedido das contribuições.

5 — O pedido de contribuições destinadas ao depósito regulador de urgência será efectuado da seguinte maneira:

- a) Quando reexaminar o depósito regulador ao nível de 300 000 t, conforme o previsto no artigo 31.º, o Conselho adoptará todas as disposições financeiras e outras que sejam necessárias para o rápido estabelecimento do depósito regulador de urgência, incluindo, se necessário, o pedido de fundos;
- b) Quando reexaminar o depósito regulador ao nível de 400 000 t, conforme o previsto no artigo 31.º, o Conselho certificar-se-á:
 - i) De que todos os membros fizeram o necessário para o financiamento da sua quota do depósito regulador de urgência;
 - ii) De que foi pedida a intervenção do depósito regulador de urgência e que este se encontra em condições de intervir, em conformidade com as disposições do artigo 30.º

Artigo 29.º

Leque de preços

1 — Para as operações do depósito regulador são instituídos:

- a) Um preço de referência;
- b) Um preço de intervenção inferior;
- c) Um preço de intervenção superior;
- d) Um preço de desencadeamento inferior;
- e) Um preço de desencadeamento superior;
- f) Um preço indicativo inferior;
- g) Um preço indicativo superior.

2 — O preço de referência será, com a entrada em vigor do presente Acordo, inicialmente fixado em 201,66 cents de Malásia/Singapura por quilograma. Se o preço de referência aplicado em 20 de Março de 1987 for revisto antes do termo do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979, será ajustado na altura da entrada em vigor do presente Acordo ao nível aplicado à data do termo do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979.

3 — São instituídos um preço de intervenção superior e um preço de intervenção inferior, que se situam aproximadamente 15% acima ou abaixo, respectivamente, do preço de referência, salvo se o Conselho, por votação especial, decidir de outra forma.

4 — São instituídos um preço de desencadeamento superior e um preço de desencadeamento inferior, que se situam aproximadamente 20% acima ou abaixo, respectivamente, do preço de referência, salvo se o Conselho, por votação especial, decidir de outra forma.

5 — Os preços referidos nos n.ºs 3 e 4 do presente artigo serão arredondados ao cent mais próximo.

6 — Os preços indicativos serão, com a entrada em vigor do presente Acordo, inicialmente fixados em 150 e 270 cents de Malásia/Singapura por quilograma, respectivamente. Se os preços indicativos aplicados em 20 de Março de 1987 forem revistos antes do termo do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979, serão ajustados na altura da entrada em vigor do presente Acordo ao nível aplicado à data do termo do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979.

Artigo 30.º

Funcionamento do depósito regulador

1 — Se, tendo em atenção o leque de preços definido no artigo 29.º ou posteriormente revisto em conformidade com as disposições dos artigos 31.º e 39.º, o preço indicador do mercado previsto no artigo 32.º:

- a) For igual ou superior ao preço de desencadeamento superior, o director do depósito regulador defenderá o preço de desencadeamento superior lançando no mercado borracha natural até que o preço indicador do mercado se situe abaixo do preço de desencadeamento superior;
- b) For superior ao preço de intervenção superior, o director do depósito regulador lançará no mercado borracha natural para defender o preço de desencadeamento superior;
- c) Se situar entre os preços de intervenção superior e inferior ou for igual a um ou a outro destes preços, o director do depósito regulador não deve comprar nem vender borracha natu-

ral, salvo no âmbito das responsabilidades que lhe incumbem em virtude do artigo 35.º, relativo à rotação do depósito;

- d) For inferior ao preço de intervenção inferior, o director do depósito regulador poderá comprar borracha natural para defender o preço de desencadeamento inferior;
- e) For igual ou inferior ao preço de desencadeamento inferior, o director do depósito regulador defenderá o preço de desencadeamento inferior apresentando propostas de compra de borracha natural até que o preço indicador do mercado ultrapasse o preço de desencadeamento inferior.

2 — Quando as vendas ou as compras do depósito regulador atingirem o nível de 400 000 t, o Conselho, por voto especial, decidirá da necessidade de fazer intervir o depósito regulador de urgência:

- a) Ao preço de desencadeamento inferior ou superior;
- b) A um preço situado entre o preço de desencadeamento inferior e o preço indicativo inferior ou entre o preço de desencadeamento superior e o preço indicativo superior.

3 — O director do depósito regulador utilizará, salvo se o Conselho, por votação especial, tomar decisão diferente em aplicação do n.º 2 do presente artigo, o depósito regulador de urgência para defender o preço indicativo inferior, fazendo intervir o depósito regulador de urgência quando o preço indicador do mercado se situar a um nível de dois cents de Malásia/Singapura por quilograma acima do preço indicativo inferior, e para defender o preço indicativo superior, fazendo intervir o depósito regulador de urgência quando o preço indicador do mercado se situar a um nível de dois cents de Malásia/Singapura por quilograma abaixo do preço indicativo superior.

4 — A totalidade da borracha natural contida no depósito regulador, incluindo o depósito regulador normal e o depósito regulador de urgência, será utilizada para impedir que o preço indicador do mercado venha a situar-se abaixo do preço indicativo inferior ou acima do preço indicativo superior.

5 — O director do depósito regulador efectuará as compras e vendas nos mercados comerciais estabelecidos aos preços em vigor e todas as transacções deverão incidir sobre borracha efectivamente entregue, não devendo o prazo de entrega ultrapassar três meses civis.

6 — O Conselho, para facilitar o funcionamento do depósito regulador, estabelecerá, quando necessário, escritórios locais e serviços de escritório do director do depósito regulador nos mercados estabelecidos da borracha e nos locais de entreposto aprovados.

7 — O director do depósito regulador elaborará um relatório mensal sobre as transacções e a posição financeira da conta do depósito regulador. O relatório de cada mês será posto à disposição dos membros 30 dias após o final do mês em causa.

8 — As informações sobre as transacções do depósito regulador dizem respeito, designadamente, às quantidades, preços, tipos, qualidades e mercados para todas as operações do depósito regulador, incluindo as rotações efectuadas. As informações sobre a posição financeira da conta do depósito regulador dirão também respeito às taxas de juro, às condições e modali-

dades de depósito, às moedas utilizadas nas operações e a outras informações pertinentes sobre as questões referidas no n.º 2 do artigo 21.º

Artigo 31.º

Análise e revisão do leque de preços

A. Preço de referência

1 — O preço de referência será revisto em função das tendências do mercado e ou das variações líquidas do depósito regulador, nos termos do disposto na parte A do presente artigo. O preço de referência será revisto pelo Conselho 18 meses após a última revisão, em aplicação do n.º 1 do artigo 32.º do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979, ou, se o presente Acordo entrar em vigor após 1 de Maio de 1988, na primeira sessão do Conselho na vigência do presente Acordo e, posteriormente, de 15 em 15 meses:

- a) O preço de referência não será revisto se a média dos preços indicadores diários do mercado para o semestre que precede um exame for igual ao preço de intervenção superior ou ao preço de intervenção inferior ou se situar entre estes dois preços;
- b) Se a média dos preços indicadores diários do mercado para o semestre que precede um exame for inferior ao preço de intervenção inferior, o preço de referência será automaticamente revisto e reduzido de 5% em relação ao seu nível no momento do exame, salvo se o Conselho, em votação especial, decidir aplicar ao preço de referência uma percentagem de redução mais elevada;
- c) Se a média dos preços indicadores diários do mercado para o semestre que precede um exame for superior ao preço de intervenção superior, o preço de referência será automaticamente revisto e aumentado de 5% em relação ao seu nível no momento do exame, salvo se o Conselho, em votação especial, decidir aplicar ao preço de referência uma percentagem de aumento mais elevada.

2 — Se, após a última avaliação prevista no n.º 2 do artigo 32.º do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979 ou pelo presente n.º 2, se verificar uma variação líquida do depósito regulador igual a 100 000 t, o director executivo convocará uma sessão extraordinária do Conselho para avaliar a situação. O Conselho poderá, por votação especial, decidir tomar as medidas apropriadas, que podem incluir:

- a) A suspensão das operações do depósito regulador;
- b) Uma alteração no ritmo das compras ou das vendas do depósito regulador;
- c) A revisão do preço de referência.

3 — Se compras ou vendas do depósito regulador de um montante líquido de 300 000 t tiverem ocorrido desde: a) a última revisão nos termos do n.º 3 do artigo 32.º do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979; b) a última revisão nos termos do presente n.º 3, ou c) a última revisão nos termos do n.º 2 do presente artigo, sendo considerada a mais recente das três datas correspondentes, o preço de referência será diminuído ou aumentado, conforme o caso, de 3%

em relação ao seu nível do momento, salvo se o Conselho, por votação especial, decidir diminuir ou aumentar, conforme o caso, numa percentagem mais elevada.

4 — Nenhum ajustamento do preço de referência, seja qual for o motivo, deve ser tal que os preços de desencadeamento se estabeleçam aquém ou além, respectivamente, do preço indicativo inferior ou superior.

B. Preços indicativos

5 — O Conselho poderá, em votação especial, rever os preços indicativos inferior ou superior por ocasião dos exames previstos nesta secção do presente artigo.

6 — O Conselho velará por que qualquer revisão dos preços indicativos seja compatível com a evolução das tendências e das situações do mercado. Com essa finalidade, o Conselho tomará em consideração as tendências dos preços, do consumo, da oferta, dos custos de produção e dos depósitos de borracha natural, bem como a quantidade de borracha natural contida no depósito regulador e a posição financeira da conta do depósito regulador.

7 — Os preços indicativos inferior e superior serão revistos:

- a) Trinta meses após a última revisão em aplicação da alínea a) do n.º 7 do artigo 32.º do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979 ou, se o presente Acordo entrar em vigor após 1 de Maio de 1988, na primeira sessão do Conselho na vigência do presente Acordo e, posteriormente, de 30 em 30 meses;
- b) Em circunstâncias excepcionais, a pedido de um membro ou de membros que totalizem 200 votos, ou mais, no Conselho;
- c) Quando o preço de referência for revisto:
 - i) para um nível inferior após a última revisão do preço indicativo inferior ou após a entrada em vigor do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979, ou ii) para um nível superior após a última revisão do preço indicativo superior ou após a entrada em vigor do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979, sendo esta diminuição ou este aumento de, pelo menos, 3%, em conformidade com o n.º 3 do presente artigo, e de, pelo menos, 5%, em conformidade com o n.º 1 do presente artigo, ou de um montante pelo menos igual a esta percentagem, em conformidade com os n.ºs 1, 2 e ou 3 do presente artigo, sob condição de a média dos preços indicadores diários do mercado para os 60 dias seguintes à última revisão do preço de referência ser, conforme o caso, inferior ao preço de intervenção inferior ou superior ao preço de intervenção superior.

8 — Apesar dos n.ºs 5, 6 e 7 do presente artigo, o preço indicativo inferior ou superior não será revisto no sentido do aumento se a média dos preços indicadores diários do mercado para o semestre que antecede uma análise do leque de preços pelo presente artigo for inferior ao preço de referência. De igual modo, o preço indicativo inferior ou superior não será revisto no sentido da baixa se a média dos preços indicadores diários do mercado para o semestre que antecede uma análise do leque de preços previsto pelo presente artigo for superior aos preços de referência.

Artigo 32.º

Preço indicador do mercado

1 — Será instituído um preço indicador diário do mercado, que é uma média composta, ponderada — representativa do mercado da borracha natural —, dos preços oficiais diários para o mês em curso nas praças de Kuala Lumpur, Londres, Nova Iorque e Singapura. Inicialmente, o preço indicador diário do mercado será estabelecido segundo os preços de RSS 1, RSS 3 e TSR 20, cujos coeficientes de ponderação devem ser iguais. Todas as cotações serão convertidas em preço *FOB* nos portos malaio/porto de Singapura, expresso em moeda malaia/de Singapura.

2 — A composição por tipo/qualidade, os coeficientes de ponderação e o método de cálculo do preço indicador diário do mercado serão analisados e poderão ser revistos pelo Conselho, por votação especial, a fim de assegurar que este preço seja representativo do mercado da borracha natural.

3 — O preço indicador do mercado será considerado superior, igual ou inferior aos níveis de preços do presente Acordo se a média dos preços indicadores diários do mercado para os últimos cinco dias de mercado for superior, igual ou inferior a esses níveis de preços.

Artigo 33.º

Composição dos depósitos que constituem o depósito regulador

1 — O Conselho, na sua primeira sessão após a entrada em vigor do presente Acordo, designará as qualidades e os tipos internacionalmente reconhecidos de folhas de borracha fumada e das borrachas que sejam objecto de especificações técnicas que poderão fazer parte do depósito regulador, sob reserva do respeito pelos critérios seguintes:

- a) Os mais baixos tipos e qualidades de borracha natural aprovados para inclusão no depósito regulador são as RSS 3 e TSR 20;
- b) São designados todas as qualidades e todos os tipos aprovados em aplicação da alínea a) do presente número que representem pelo menos 3% do comércio internacional de borracha natural durante o ano civil anterior.

2 — O Conselho poderá, por votação especial, alterar estes critérios e ou tipos/qualidades, se for necessário para assegurar que a composição do depósito regulador seja reflexo da situação do mercado, que os objectivos do presente Acordo em matéria de estabilização sejam atingidos e que seja tomada em consideração a necessidade de manter a nível elevado a qualidade comercial dos depósitos que constituem o depósito regulador.

3 — O director do depósito regulador deverá velar por que a composição do depósito regulador seja reflexo da estrutura das exportações e importações de borracha natural, ao mesmo tempo que responde aos objectivos do presente Acordo em matéria de estabilização.

4 — O Conselho poderá, por votação especial, encarregar o director do depósito regulador de alterar a composição do depósito regulador, se o objectivo de estabilização dos preços o exigir.

Artigo 34.º

Localização dos depósitos que constituem o depósito regulador

1 — A localização dos depósitos que constituem o depósito regulador deve permitir operações comerciais económicas e eficazes. Em virtude deste princípio, os depósitos deverão estar situados no território dos membros exportadores e dos membros importadores. A sua distribuição entre os membros deve ser efectuada de maneira a assegurar a realização dos objectivos de estabilização referidos no presente Acordo, ao mesmo tempo que mantém os encargos a um nível mínimo.

2 — Para que possam ser mantidas elevadas normas de qualidade comercial, a constituição de depósitos deve ser feita unicamente em entrepostos aprovados em função de critérios adoptados pelo Conselho.

3 — O Conselho, após a entrada em vigor do presente Acordo, estabelecerá e aprovará uma lista de entrepostos, bem como as disposições necessárias para a sua utilização. Se necessário, o Conselho pode rever a lista de entrepostos aprovada pelo Conselho do Acordo Internacional sobre Borracha Natural de 1979, bem como os critérios fixados pelo referido Conselho, e mantê-los ou revê-los em conformidade.

4 — O Conselho deverá também periodicamente rever a localização dos depósitos que constituem o depósito regulador e poderá, por votação especial, encarregar o director do depósito regulador de alterar a localização destes depósitos para assegurar operações comerciais económicas e eficazes.

Artigo 35.º

Rotação dos depósitos que constituem o depósito regulador

Ao director do depósito regulador cumpre velar por que todas as existências que compõem o depósito regulador sejam compradas e mantidas em conformidade com elevadas normas de qualidade comercial. Cumpre-lhe ainda renovar a borracha natural armazenada no depósito regulador, de forma a assegurar o respeito por aquelas normas, tendo na devida consideração o custo da rotação e as suas repercussões na estabilidade do mercado. Os encargos da rotação serão imputados à conta do depósito regulador.

Artigo 36.º

Limite ou suspensão das operações do depósito regulador

1 — Não obstante as disposições do artigo 30.º, o Conselho, se se encontrar em sessão, poderá, por votação especial, limitar ou suspender as operações do depósito regulador, se considerar que o respeito pelas obrigações impostas pelo citado artigo ao director do depósito regulador não permite atingir os objectivos do presente Acordo.

2 — Se o Conselho não estiver em sessão, o director executivo poderá, após consulta do presidente, limitar ou suspender as operações do depósito regulador, se considerar que o respeito pelas obrigações impostas pelo artigo 30.º ao director do depósito regulador não permitem atingir os objectivos do presente Acordo.

3 — Imediatamente após uma decisão de, em conformidade com o n.º 2 do presente artigo, limitar ou suspender as operações do depósito regulador, o direc-

tor executivo convocará uma sessão do Conselho, a fim de examinar essa decisão. O Conselho, não obstante as disposições do n.º 4 do artigo 13.º, reunir-se-á nos 10 dias seguintes à tomada de decisão e, por votação especial, confirmará ou anulará a referida limitação. Se durante esta sessão do Conselho não se chegar a qualquer decisão, as operações do depósito regulador prosseguirão sem ser limitadas por qualquer restrição imposta a título do presente artigo.

4 — Enquanto estiver em vigor qualquer limitação ou suspensão das operações do depósito regulador decididas em conformidade com o presente artigo, o Conselho deverá rever a sua decisão com periodicidade não superior a três meses. Se, durante uma sessão realizada para rever a decisão, o Conselho, por votação especial, não confirmar a continuação da limitação ou suspensão, ou se não chegar a qualquer decisão, as operações do depósito regulador prosseguirão sem ser limitadas por qualquer restrição.

Artigo 37.º

Penalização pelo não pagamento das contribuições à conta do depósito regulador

1 — Se um membro não cumprir a sua obrigação de contribuir para a conta do depósito regulador até ao último dia em que a sua contribuição é exigível, será considerado em mora quanto aos seus pagamentos. Um membro com atraso de 60 dias ou mais não será considerado membro para efeitos de votação sobre as questões referidas no n.º 2 do presente artigo.

2 — Os direitos de voto e outros direitos no Conselho de um membro com atraso nos seus pagamentos de 60 dias ou mais nos termos do n.º 1 do presente artigo serão suspensos, salvo se o Conselho, por votação especial, decidir de outra forma.

3 — Um membro em mora dos seus pagamentos suportará juros, calculados à taxa preferencial em vigor no país anfitrião, a contar do dia em que esses pagamentos forem exigíveis. A cobertura do débito em atraso por parte dos restantes membros importadores e exportadores efectuar-se-á a título voluntário.

4 — Quando estiver sanada a falta de pagamento, serão restabelecidos os direitos de voto e outros direitos do membro em mora de 60 dias ou mais nos seus pagamentos. Se as quantias não pagas tiverem sido avançadas por outros membros, estes serão integralmente reembolsados.

Artigo 38.º

Ajustamento das contribuições para a conta do depósito regulador

1 — Quando se proceder a nova atribuição de votos na primeira sessão ordinária de cada ano financeiro, ou sempre que a composição da organização for alterada, o Conselho efectuará o ajustamento necessário da contribuição de cada membro para a conta do depósito regulador em conformidade com as disposições do presente artigo. Com este fim, o director executivo calculará:

a) A contribuição líquida em espécie de cada membro diminuindo as contribuições reembolsadas a este membro, em conformidade com o n.º 2 do presente artigo, da soma de todas as contribuições pagas por este membro desde a entrada em vigor do presente Acordo;

b) O montante total líquido das transferências somando as consecutivas parcelas transferidas, às quais será subtraído o montante total dos reembolsos efectuados nos termos do n.º 2 do presente artigo;

c) A contribuição líquida revista de cada membro dividindo o montante total líquido das transferências pelos membros em função da quota revista de cada membro no total de votos no Conselho, em aplicação do artigo 14.º, sob reserva do n.º 3 do artigo 27.º, considerando-se que a quota de cada membro no total dos votos deve, para os fins deste artigo, ser calculada sem ter em conta a suspensão dos direitos de voto de qualquer membro nem a nova atribuição dos votos que daí resultar.

Quando a contribuição líquida em espécie de um membro ultrapassar a sua contribuição líquida revista, ser-lhe-á reembolsada a diferença, após dedução de quaisquer juros de mora relativos a eventuais penalizações pendentes, a partir da conta do depósito regulador. Quando a contribuição líquida revista de um membro ultrapassar a sua contribuição líquida em espécie, este deverá repor a diferença, adicionada de quaisquer juros de mora relativos a eventuais penalizações pendentes, na conta do depósito regulador.

2 — Se o conselho, tendo em atenção os n.ºs 2 e 3 do artigo 28.º, concluir pela existência de contribuições líquidas em espécie superiores aos fundos necessários para apoiar as operações do depósito regulador durante os quatro meses mais próximos, procederá ao reembolso das contribuições líquidas excedentárias, deduzindo as contribuições iniciais, salvo se, por votação especial, decidir não efectuar o reembolso ou reembolsar um montante inferior. A quota dos membros no montante a reembolsar será proporcional às suas contribuições líquidas em espécie, após dedução de quaisquer juros de mora relativos a eventuais penalizações pendentes. A responsabilidade de contribuição dos membros em mora de pagamento será reduzida em proporção idêntica à existente entre o reembolso e as contribuições líquidas em espécie totais.

3 — A pedido de um membro, poderá o montante do reembolso a que este tiver direito ser guardado na conta do depósito regulador. Se isso se verificar, será este montante deduzido de qualquer contribuição complementar solicitada em aplicação do artigo 28.º O montante guardado na conta do depósito regulador a pedido de um membro vencerá juros à taxa média de juros vencidos pelos depósitos que constituem o depósito regulador, a começar no último dia em que esse montante deveria ser normalmente reembolsado ao membro até ao dia anterior ao reembolso efectivo.

4 — O director executivo notificará imediatamente aos membros os pagamentos ou reembolsos a satisfazer na sequência das operações de ajuste efectuadas em conformidade com os n.ºs 1 e 2 do presente artigo. Estes pagamentos reclamados aos membros ou os reembolsos em seu favor serão efectuados nos 60 dias seguintes à data em que o director executivo enviou a notificação.

5 — Se a reserva disponível na conta do depósito regulador ultrapassar o valor das contribuições líquidas totais em espécie dos membros, os fundos excedentários são distribuídos no final da vigência do presente Acordo.

Artigo 39.º

O depósito regulador e as alterações das taxas de câmbio

1 — Se a taxa de câmbio entre o *ringgit* malaio/dólar de Singapura e as moedas dos principais membros exportadores e importadores de borracha natural sofrer alteração de amplitude tal que tenha incidências significativas nas operações do depósito regulador, o director executivo deve, em conformidade com o artigo 36.º, ou alguns membros podem, em conformidade com o artigo 13.º, convocar uma sessão extraordinária do Conselho. O Conselho reunir-se-á dentro de 10 dias para confirmar ou anular as medidas já tomadas pelo director executivo em aplicação do artigo 36.º e pode, por votação especial, decidir adoptar as medidas apropriadas, incluindo a possibilidade de rever o leque de preços em aplicação dos princípios enunciados na primeira frase dos n.ºs 1 e 6 do artigo 31.º

2 — O Conselho estabelecerá, por votação especial, um processo para determinar o que se deve considerar uma alteração significativa da paridade daquelas moedas, para o objectivo exclusivo de assegurar em tempo oportuno a convocação do Conselho.

3 — Se entre o *ringgit* malaio e o dólar de Singapura existir uma diferença de amplitude tal que tenha incidências significativas nas operações do depósito regulador, o Conselho reunir-se-á para analisar a situação e poderá considerar a adopção de uma moeda única.

Artigo 40.º

Procedimento de liquidação da conta do depósito regulador

1 — O director do depósito regulador fará, para cumprimento do presente Acordo, uma previsão de todas as despesas decorrentes da liquidação ou da transferência para um novo acordo internacional sobre borracha natural do activo da conta do depósito regulador em conformidade com as disposições do presente artigo e reservará o correspondente montante numa conta distinta. Se esses saldos forem insuficientes, o director do depósito regulador lançará no mercado uma quantidade de borracha natural do depósito regulador suficiente para realizar o montante adicional necessário.

2 — A parte de cada membro na conta do depósito regulador será calculada da seguinte maneira:

- a) O valor do depósito regulador será o valor da quantidade total de borracha natural que contiver de cada tipo/qualidade, calculado ao mais baixo preço dos respectivos tipos/qualidades praticado nos mercados referidos no artigo 32.º durante os 30 dias de mercado que antecederem a data da cessação do presente Acordo;
- b) O valor da conta do depósito regulador será o valor do depósito regulador, acrescido do activo em espécie da conta do depósito regulador na data da cessação do presente Acordo e feita a dedução do montante reservado em aplicação do n.º 1 do presente artigo;
- c) A contribuição líquida em espécie de cada membro será a soma das contribuições por ele pagas durante a vigência do presente Acordo, feitas as deduções de todos os reembolsos que recebeu em aplicação do artigo 38.º; os juros de mora de pagamento, decorrentes de uma penalização, pagos em conformidade com o n.º 3 do artigo 37.º não constituem uma contribuição para a conta do depósito regulador;

d) Se o valor da conta do depósito regulador for superior ou inferior ao montante total das contribuições líquidas em espécie, o excedente será distribuído entre os membros proporcionalmente à sua quota das contribuições líquidas ponderadas pelo coeficiente «tempo», em aplicação do presente Acordo. Qualquer défice será distribuído entre os membros proporcionalmente à média dos votos atribuídos a cada um durante o período em que foi membro da Organização. Ao avaliar a quota de défice a ser suportada por cada membro, os votos de cada membro serão calculados sem ter em conta a suspensão dos direitos de voto de qualquer membro ou qualquer nova atribuição de votos daí resultante;

e) A quota de cada membro na conta do depósito regulador corresponderá à sua contribuição líquida em espécie, diminuída ou acrescida da sua quota nos défices ou excedentes da conta do depósito regulador, feita a dedução das suas eventuais obrigações a título de empréstimos não reembolsáveis efectuados pelo Conselho em seu nome.

3 — Se o presente Acordo dever ser imediatamente substituído por um novo acordo internacional sobre borracha natural, o Conselho adoptará, por votação especial, os procedimentos apropriados para assegurar a transferência efectiva para o novo acordo, conforme o exigido pelo referido acordo, das quotas na conta do depósito regulador dos membros que tiveram intenção de participar no novo acordo. Os membros que não desejarem participar no novo acordo terão direito ao reembolso da sua quota:

- a) Por saque sobre a reserva disponível proporcional à sua quota em percentagem no montante total das contribuições líquidas em espécie para a conta do depósito regulador, num prazo de três meses;
- b) Por saque sobre o produto líquido do escoamento das existências que constituem o depósito regulador, através de vendas ordenadas ou de uma transferência para o novo acordo internacional sobre borracha natural aos preços correntes de mercado, devendo a operação estar terminada dentro de um prazo de 12 meses, salvo se o Conselho, por votação especial, decidir aumentar os pagamentos referidos na alínea a) do presente número.

4 — Se o presente Acordo terminar sem ser substituído por um novo acordo internacional sobre borracha natural que preveja um depósito regulador, o Conselho, por votação especial, adoptará procedimentos com vista a determinar o escoamento ordenado do depósito regulador no prazo máximo especificado no n.º 7 do artigo 66.º, sob reserva das prescrições seguintes:

- a) Não se procederá a qualquer outra compra de borracha natural;
- b) A Organização não efectuará novas despesas, à excepção das que forem necessárias para escoar as existências do depósito regulador.

5 — Qualquer montante em espécie que eventualmente reste na conta do depósito regulador será, sob reserva do direito que os membros têm de escolher o

reembolso da sua quota sob a forma de borracha natural, em conformidade com o n.º 6 do presente artigo, imediatamente distribuído pelos membros na proporção da sua quota, tal como é definida no n.º 2 do presente artigo.

6 — Cada membro pode, em vez de aceitar o reembolso em espécie da totalidade ou de uma fracção da sua quota, decidir cobrar a sua parte do activo da conta do depósito regulador sob a forma de borracha natural, sob reserva dos procedimentos adoptados pelo Conselho.

7 — O Conselho adoptará os procedimentos apropriados para o ajustamento e o reembolso das quotas dos membros na conta do depósito regulador. Este ajustamento terá em consideração:

- a) Qualquer diferença que possa existir entre o preço da borracha natural especificado no n.º 2, alínea a), do presente artigo e os preços a que uma parte ou a totalidade do depósito regulador for vendida em aplicação dos procedimentos de escoamento do depósito regulador;
- b) A diferença entre o montante da previsão e o montante efectivo das despesas de liquidação.

8 — O Conselho reunir-se-á nos 30 dias seguintes ao final das transacções da conta do depósito regulador, a fim de proceder à liquidação definitiva das contas dos membros nos 30 dias seguintes.

CAPÍTULO IX

Relações com o Fundo Comum para Produtos de Base

Artigo 41.º

Relações com o Fundo Comum para Produtos de Base

Quando o Fundo Comum para os Produtos de Base começar a funcionar, o Conselho aproveitará na sua plenitude as facilidades oferecidas por este organismo, em conformidade com os princípios enunciados no acordo que criou o Fundo Comum para os Produtos de Base.

O Conselho negociará com esta finalidade com o Fundo Comum condições e modalidades mutuamente aceitáveis com vista a um acordo de associação a assinar com o Fundo Comum.

CAPÍTULO X

Abastecimentos, acesso ao mercado e outras medidas

Artigo 42.º

Abastecimento e acesso ao mercado

1 — Os membros exportadores tomarão a responsabilidade de, na medida do possível, pôr em prática políticas e programas que assegurem aos consumidores abastecimentos regulares em borracha natural.

2 — Os membros importadores tomarão a responsabilidade de, na medida do possível, pôr em prática políticas que assegurem o acesso da borracha natural aos seus mercados.

Artigo 43.º

Outras medidas

1 — O Conselho definirá e proporá, com vista a atingir os objectivos do presente acordo, medidas e técnicas apropriadas tendentes a promover:

- a) O desenvolvimento da economia da borracha natural pelos membros produtores, graças ao aumento e ao melhoramento da produção, da produtividade e da comercialização, aumentando, assim, as receitas de exportação dos membros produtores, ao mesmo tempo que melhora a segurança dos abastecimentos. O comité de outras medidas procederá, com essa finalidade, a análises económicas e técnicas, a fim de definir:
 - i) Programas e projectos de investigação e desenvolvimento sobre a borracha natural que apresentem interesse para os membros exportadores e importadores, incluindo actividades de investigação científica em domínios específicos;
 - ii) Programas e projectos de natureza a melhorar a produtividade da indústria de borracha natural;
 - iii) Os meios para melhorar a qualidade dos abastecimentos de borracha natural e para uniformizar a especificação das qualidades e a apresentação da borracha natural;
 - iv) Métodos que permitam melhorar o tratamento, a comercialização e a distribuição de borracha natural em estado bruto;

- b) O desenvolvimento de utilizações finais de borracha natural. O comité de outras medidas procederá, com essa finalidade, a análises económicas e técnicas apropriadas, a fim de definir programas e projectos que conduzam a novas e ampliadas utilizações da borracha natural.

2 — O Conselho examinará as incidências financeiras destas medidas e técnicas e esforçar-se-á por promover e facilitar a aquisição de recursos financeiros adequados, conforme for conveniente, originário de fontes como as instituições financeiras internacionais e a segunda conta do Fundo Comum para os Produtos de Base, quando este for criado.

3 — O Conselho poderá, conforme for conveniente, formular recomendações aos membros, às instituições internacionais e outros organismos com vista a promover a adopção de medidas específicas em aplicação do presente artigo.

4 — O comité de outras medidas fará uma revisão periódica de aplicação das medidas que o Conselho decidir promover e recomendar e apresentará a este propósito um relatório ao Conselho.

CAPÍTULO XI

Consultas sobre políticas internas

Artigo 44.º

Consultas

O Conselho, a pedido de um membro, procederá a consultas sobre as políticas governamentais relativas à

borracha natural que tiverem incidência directa na oferta ou na procura. O Conselho pode submeter as suas recomendações aos membros para análise.

CAPÍTULO XII

Estatísticas, estudos e informação

Artigo 45.º

Estatísticas e informação

1 — O Conselho reunirá, ordenará e, se necessário, procederá à publicação das estatísticas sobre borracha natural e domínios conexos necessários ao bom funcionamento do presente Acordo.

2 — Os membros devem transmitir ao Conselho, rapidamente e de forma o mais completa possível, os dados disponíveis relativos à produção, ao consumo e ao comércio internacional de borracha natural, distribuindo-os por qualidades e tipos específicos.

3 — O Conselho poderá ainda solicitar aos membros outras informações disponíveis, incluindo esclarecimentos sobre domínios conexos julgados necessários ao bom funcionamento do presente Acordo.

4 — Os membros fornecem em prazo razoável todas as supracitadas estatísticas e informações, com o mais largo âmbito possível que seja compatível com a sua legislação nacional e pelos meios que julgarem mais convenientes.

5 — O Conselho estabelecerá estreitas relações com os organismos internacionais apropriados, com o grupo internacional de estudo da borracha e com as bolsas de comércio, a fim de velar por que estejam disponíveis dados recentes e credíveis sobre a produção, o consumo, as existências, o comércio internacional e os preços da borracha natural e sobre outros factores que exercem influência sobre a procura e a oferta de borracha natural.

6 — O Conselho velerá por que nenhuma das informações publicadas possa prejudicar o sigilo das operações de particulares ou sociedades que produzem, transformam ou comercializam borracha natural ou seus derivados.

Artigo 46.º

Avaliação anual, previsões e estudos

1 — O Conselho deverá estabelecer uma avaliação anual da situação mundial da borracha natural e domínios conexos, tomando em consideração as informações transmitidas pelos membros e por todos os organismos intergovernamentais e internacionais competentes.

2 — O Conselho procederá, pelo menos uma vez por semestre, à elaboração da previsão da produção, do consumo, das exportações e das importações de borracha natural de tipos e qualidades específicas para o semestre seguinte, se possível, e transmitirá essa previsão aos membros.

3 — O Conselho elaborará ou adaptará todas as disposições necessárias para que sejam elaborados estudos sobre as tendências da produção, do consumo, do comércio, da comercialização e dos preços da borracha natural, bem como os problemas a curto e a longo prazo da economia mundial da borracha natural.

Artigo 47.º

Exame anual

1 — O Conselho analisará todos os anos o funcionamento do presente Acordo, tendo em atenção os objectivos enunciados no artigo 1.º, e manterá os membros informados do resultado da análise.

2 — O Conselho poderá em seguida formular recomendações aos membros e posteriormente tomar medidas, nos limites da sua competência, para melhorar a eficácia do funcionamento do presente Acordo.

CAPÍTULO XIII

Disposições diversas

Artigo 48.º

Obrigações gerais e responsabilidades dos membros

1 — Durante a vigência do presente Acordo, os membros adoptarão todas as disposições necessárias e estabelecerão entre si uma ampla cooperação com o fim de favorecer a realização dos objectivos do presente Acordo e abster-se-ão de tomar quaisquer medidas contrárias aos referidos objectivos.

2 — Os membros procurarão, em especial, melhorar a situação da economia da borracha natural e estimular a produção e a utilização deste produto, de forma a promover o crescimento e a modernização da economia da borracha natural, no interesse mútuo dos produtos e consumidores.

3 — Os membros considerar-se-ão abrangidos por todas as decisões que o Conselho tomar em aplicação do presente Acordo e não adoptarão medidas que tenham por efeito limitar ou pôr em causa essas decisões.

4 — A responsabilidade dos membros decorrente da aplicação do presente Acordo, seja em relação à Organização ou a terceiros, será limitada ao âmbito das suas obrigações relativamente a contribuições para o orçamento administrativo e para o financiamento do depósito regulador nos termos e em conformidade com os capítulos VII e VIII do presente Acordo e quaisquer obrigações que possam ser assumidas pelo Conselho nos termos do artigo 41.º

Artigo 49.º

Obstáculos ao comércio

1 — O Conselho determinará, conforme a avaliação anual da situação mundial da borracha referida no artigo 46.º, os obstáculos à expansão do comércio de borracha natural no estado bruto, semitransformado ou modificado.

2 — O Conselho poderá, para cumprimento do presente artigo, recomendar aos membros que procurem obter em organismos internacionais apropriados medidas concretas mutuamente aceitáveis destinadas a eliminar progressivamente esses obstáculos e, se possível, a eliminá-los completamente e procederá à análise periódica dos resultados dessas recomendações.

Artigo 50.º

Transportes e estrutura do mercado de borracha natural

O Conselho deverá estimular e facilitar a promoção de tarifas de frete razoáveis e equitativas e o melhora-

mento do sistema de transporte, de forma a assegurar os abastecimentos regulares dos mercados e permitir economias no custo dos produtos comercializados.

Artigo 51.º

Medidas diferenciadas e correctivas

Os membros importadores em desenvolvimento e os países membros menos desenvolvidos cujos interesses forem prejudicados por disposições adoptadas em aplicação do presente Acordo poderão dirigir-se ao Conselho no sentido de serem tomadas medidas diferentes e correctivas apropriadas. O Conselho tomará tais medidas apropriadas em conformidade com os n.ºs 3 e 4 da secção III da Resolução 93(IV) da Conferência das Nações Unidas para o Comércio e Desenvolvimento.

Artigo 52.º

Dispensas

1 — O Conselho, sempre que circunstâncias excepcionais ou razões de força maior que não forem expressamente previstas no presente Acordo o exigirem, poderá, por votação especial, dispensar um membro do cumprimento de uma obrigação prescrita no presente Acordo se as justificações fornecidas pelo referido membro forem convincentes quanto às razões que o impedem de cumprir essa obrigação.

2 — Sempre que for concedida uma dispensa a um membro em virtude do n.º 1 do presente artigo, o Conselho especificará as modalidades, as condições e os motivos desta dispensa.

Artigo 53.º

Normas de trabalho equitativas

Os membros declaram que se esforçarão por aplicar normas de trabalho adequadas ao melhoramento do nível de vida da mão-de-obra no sector da borracha natural.

CAPÍTULO XIV

Queixas e diferendos

Artigo 54.º

Queixas

1 — Qualquer queixa contra um membro por incumprimento das obrigações impostas pelo presente Acordo será, a pedido do membro requerente, submetida ao Conselho, que deliberará após consulta dos membros interessados.

2 — A decisão pela qual o Conselho concluir que um membro não cumpriu as obrigações impostas pelo presente Acordo especificará a natureza do incumprimento.

3 — O Conselho, cada vez que concluir, seja ou não na sequência de uma queixa, que um membro cometeu infracção ao presente Acordo, pode, por votação especial e sem prejuízo de outras medidas expressamente previstas noutros artigos deste Acordo:

- a) Suspender o direito de voto desse membro no Conselho e, se julgar necessário, suspender todos os outros direitos do membro em questão,

incluindo o direito de exercer funções no Conselho ou em qualquer dos *comités* instituídos em aplicação do artigo 18.º, bem como o direito de ser admitido como membro desses *comités* até que o membro cumpra as suas obrigações;

- b) Tomar a decisão prevista no artigo 64.º, se o incumprimento puser sérios obstáculos ao funcionamento do presente Acordo.

Artigo 55.º

Diferendos

1 — Qualquer diferendo relativo à interpretação ou aplicação do presente Acordo que não for solucionado entre os membros em causa será, a pedido de qualquer membro no diferendo, submetido ao Conselho para decisão.

2 — Quando um diferendo for submetido ao Conselho em virtude do n.º 1 do presente artigo, a maioria dos membros que detenham pelo menos um terço do total dos votos poderá solicitar ao Conselho que peça, após análise da questão e antes de tomar uma decisão, a opinião, sobre a questão em litígio, de uma comissão consultiva, constituída em conformidade com o n.º 3 do presente artigo.

3:

- a) A comissão consultiva será, salvo se o Conselho, em votação especial, decidir diferentemente, composta por cinco pessoas, assim escolhidas:

- i) Duas pessoas designadas pelos membros exportadores, uma das quais deve possuir grande experiência em questões semelhantes à que se encontra em litígio e a outra ser jurista com qualificação e experiência;
- ii) Duas pessoas de qualificações análogas designadas pelos membros importadores;
- iii) Um presidente escolhido por unanimidade pelas quatro pessoas designadas em conformidade com as alíneas i) e ii) do presente número ou pelo presidente do Conselho, no caso de desacordo entre essas pessoas;

- b) Poderão fazer parte da comissão consultiva nacionais de membros e não membros;
- c) Os membros farão parte da comissão consultiva a título pessoal e sem receber instruções de qualquer governo;
- d) As despesas da comissão consultiva serão suportadas pela Organização.

4 — O parecer fundamentado da comissão consultiva será submetido ao Conselho, o qual, depois de tomar em consideração todos os dados pertinentes, deliberará por votação especial.

CAPÍTULO XV

Cláusulas finais

Artigo 56.º

Assinatura

O presente Acordo estará aberto à assinatura dos governos convidados para a Conferência das Nações Uni-

das sobre Borracha Natural de 1985, na sede da Organização das Nações Unidas, de 1 de Maio a 31 de Dezembro de 1987, inclusive.

Artigo 57.º

Depositário

O Secretário-Geral das Nações Unidas é designado «depositário» do presente Acordo.

Artigo 58.º

Ratificação, aceitação e aprovação

1 — O presente Acordo está sujeito a ratificação, aceitação ou aprovação pelos governos signatários, em conformidade com os respectivos procedimentos constitucionais ou institucionais.

2 — Os instrumentos de ratificação, aprovação ou aceitação serão depositados junto do depositário o mais tardar em 1 de Janeiro de 1989. O Conselho poderá, todavia, conceder prazos aos governos signatários que não puderam depositar o respectivo instrumento até àquela data.

3 — Cada governo que depositar um instrumento de ratificação, de aceitação ou de aprovação declara-se, no momento do depósito, membro exportador ou membro importador.

Artigo 59.º

Notificação de aplicação a título provisório

1 — Um governo signatário que tiver a intenção de ratificar, aceitar ou aprovar o presente Acordo poderá, a qualquer momento, notificar o depositário de que aplicará integralmente o presente Acordo a título provisório, quer quando este último entrar em vigor em conformidade com o artigo 60.º, quer, se já estiver em vigor, numa data especificada.

2 — Um governo pode, não obstante as disposições do n.º 1 do presente artigo, estipular na sua notificação de aplicação a título provisório que aplicará o presente Acordo apenas nos limites dos seus procedimentos constitucionais e ou legislativos.

O governo que fizer uma tal estipulação deverá, todavia, cumprir todas as obrigações financeiras relativas à conta administrativa. A qualidade de membro provisório reconhecida ao governo que fizer uma tal declaração sê-lo-á apenas para os 12 meses seguintes à entrada em vigor provisória do presente Acordo. Se se tornar necessário recorrer à angariação de fundos destinados à conta do depósito regulador durante os 12 meses em questão, o Conselho poderá tomar uma decisão quanto ao estatuto de um governo que possua a qualidade de membro provisório em aplicação do presente número.

Artigo 60.º

Entrada em vigor

1 — O presente Acordo entrará em vigor a título definitivo em 23 de Outubro de 1987, ou em qualquer data posterior, se nessa data governos que totalizem pelo menos 80% das exportações líquidas indicadas no anexo A do presente Acordo e governos que totalizem pelo menos 80% das importações líquidas indicadas no anexo B do presente Acordo tiverem depositado os seus

instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão ou assumido integralmente os seus compromissos financeiros relativamente ao presente Acordo.

2 — O presente Acordo entrará em vigor a título provisório em 23 de Outubro de 1987, ou em qualquer data antes de 1 de Janeiro de 1989, se nessa data os governos que totalizem pelo menos 75% das exportações líquidas tal como indicado no anexo A do presente Acordo e governos que totalizem pelo menos 75% das importações líquidas tal como indicado no anexo B do presente Acordo tiverem depositado os seus instrumentos de ratificação, aceitação ou aprovação ou notificado o depositário, em conformidade com o n.º 1 do artigo 59.º, de que aplicarão o presente Acordo a título provisório e assumido integralmente os compromissos financeiros referentes ao presente Acordo. O Acordo manter-se-á em vigor a título provisório por um período máximo de 12 meses, salvo se entrar em vigor definitivamente, nos termos do n.º 1 deste artigo, ou se o Conselho adoptar decisão contrária, nos termos do n.º 4 deste artigo.

3 — Se o presente Acordo não entrar em vigor a título provisório, em aplicação do n.º 2 do presente artigo, em 1 de Janeiro de 1989, o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas convidará, logo que, após esta data, o julgue necessário, os governos que tiverem depositado os seus instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão, ou que tiverem notificado que aplicarão o presente Acordo a título provisório, para uma reunião com vista a adoptar uma recomendação para que os governos que estiverem em posição para o fazer tomem ou não as medidas necessárias para aplicar entre eles o presente Acordo, a título provisório ou definitivo, na globalidade ou em parte. Se nenhuma conclusão for adoptada nesta reunião, o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas poderá posteriormente convocar, se o julgar oportuno, outras reuniões semelhantes.

4 — Se as condições previstas no n.º 1 do presente artigo para a entrada em vigor definitiva do presente Acordo não forem preenchidas no período de 12 meses civis durante o qual o Acordo se encontrava em vigor a título provisório em aplicação do n.º 2 do presente artigo, o Conselho analisará, o mais tardar até um mês antes do final do supracitado período de 12 meses, o futuro deste Acordo e, por votação especial, de acordo com o n.º 1 do presente artigo, decidirá:

- a) Aplicar o presente Acordo a título definitivo entre os membros do momento, na globalidade ou em parte;
- b) Manter em vigor o presente Acordo a título provisório entre os membros do momento, na globalidade ou em parte, por um ano ou mais;
- c) Renegociar o presente Acordo.

Se o Conselho não chegar a qualquer conclusão, o presente Acordo caducará decorrido o período de 12 meses. O Conselho informará o destinatário de qualquer decisão tomada nos termos deste número.

5 — Se um governo depositar o seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão após a entrada em vigor do presente Acordo, este entrará em vigor para o referido governo na data do depósito.

6 — O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas convocará a primeira sessão do Conselho logo que possível após a entrada em vigor do presente Acordo.

Artigo 61.º

Adesão

1 — Este Acordo estará aberto à adesão do governo de qualquer Estado nas condições que o Conselho determinar e que incluem, entre outros, um prazo para o depósito dos instrumentos de adesão, o número de votos a atribuir e as obrigações financeiras. O Conselho poderá, no entanto, conceder uma prorrogação aos governos que não puderem depositar os seus instrumentos de adesão no prazo fixado.

2 — A adesão torna-se efectiva pelo depósito de um instrumento de adesão junto do depositário. Dos instrumentos de adesão constará que o governo aceita todas as condições impostas pelo Conselho.

Artigo 62.º

Alterações

1 — O Conselho poderá, por votação especial, recomendar aos membros alterações ao presente Acordo.

2 — O Conselho fixará a data em que os membros deverão notificar ao depositário que aceitam a emenda.

3 — Qualquer alteração entrará em vigor 90 dias após a recepção pelo depositário das notificações de aceitação de membros que constituam pelo menos dois terços dos membros exportadores e totalizem pelo menos 85 % dos votos dos membros exportadores e de membros que constituem pelo menos dois terços dos membros importadores e totalizem pelo menos 85 % dos votos dos membros importadores.

4 — Depois de o depositário informar o Conselho de que estão satisfeitas as condições exigidas para a entrada em vigor das alterações e apesar das disposições do n.º 2 do presente artigo relativas à data fixada pelo Conselho, qualquer membro poderá ainda notificar o depositário de que aceita as emendas, sob condição de tal notificação ser feita antes da respectiva entrada em vigor.

5 — Qualquer membro que não notificou a aceitação de uma alteração na data da sua entrada em vigor deixará de ser Parte Contratante no presente Acordo a partir dessa data, salvo se tiver provado perante o Conselho a impossibilidade de aceitar a emenda em tempo oportuno na sequência de dificuldades encontradas na aplicação dos seus procedimentos constitucionais ou institucionais e o Conselho decidir prolongar o prazo de aceitação para o referido membro. Este membro não ficará obrigado pela alteração enquanto não notificar que a aceita.

6 — Se as condições exigidas para a entrada em vigor da alteração não estiverem satisfeitas na data fixada pelo Conselho em conformidade com o n.º 2 do presente artigo, considerar-se-á a alteração retirada.

Artigo 63.º

Retirada

1 — Qualquer membro poderá, a qualquer momento, retirar-se do presente Acordo após a sua entrada em vigor notificando a sua retirada ao depositário. O referido membro informará simultaneamente o Conselho da decisão tomada.

2 — O referido membro deixará de ser Parte Contratante no presente Acordo um ano após a recepção da notificação pelo seu depositário.

Artigo 64.º

Exclusão

Se o Conselho concluir que um membro não cumpriu as obrigações impostas pelo presente Acordo e se, além disso, decidir que este incumprimento constitui sério entrave ao funcionamento do presente Acordo, poderá, por votação especial, excluir este membro do presente Acordo, e imediatamente notificará essa decisão ao depositário. O referido membro deixará de ser Parte Contratante no presente Acordo um ano após a data da decisão do Conselho.

Artigo 65.º

Liquidação das contas de membros que se retiram ou são excluídos ou de membros que não se encontram em posição para aceitar uma alteração.

1 — O Conselho procederá, em conformidade com o presente artigo, à liquidação das contas de um membro que deixar de ser Parte Contratante no presente Acordo em virtude:

- a) Da não aceitação de uma alteração ao presente Acordo em aplicação do artigo 62.º;
- b) Da retirada do presente Acordo em aplicação do artigo 63.º;
- c) Da exclusão do presente Acordo em aplicação do artigo 64.º

2 — O Conselho reterá qualquer contribuição paga à conta administrativa por um membro que deixar de ser Parte Contratante no presente Acordo.

3 — O Conselho reembolsará, em conformidade com o artigo 40.º, a quota que detiver na conta do depósito regulador um membro que deixar de ser Parte Contratante na sequência da não aceitação de uma alteração ao presente Acordo, de retirada ou exclusão, feita a dedução da quota do referido membro em eventuais excedentes:

- a) O reembolso a um membro que deixar de ser Parte Contratante por virtude da não aceitação de uma alteração ao presente Acordo será efectuado um ano após a entrada em vigor da alteração em questão;
- b) O reembolso a um membro que se retirar será efectuado no prazo de 60 dias seguintes ao de o referido membro deixar de ser Parte Contratante no presente Acordo, salvo se, na sequência dessa retirada, o Conselho decidir pôr termo ao presente Acordo, em aplicação do n.º 6 do artigo 66.º, antes do reembolso, circunstância em que se aplicarão as disposições do artigo 40.º e do n.º 7 do artigo 66.º;
- c) O reembolso a um membro que for excluído efectuar-se-á no prazo de 60 dias seguintes ao de o referido membro deixar de ser Parte Contratante no presente Acordo.

4 — Se a conta do depósito regulador não puder efectuar o reembolso em espécie exigível em aplicação do n.º 3, alíneas a), b) e c), do presente artigo sem que a viabilidade dessa conta se encontre ameaçada ou sem que se torne necessário proceder ao recurso de contribuições suplementares junto dos membros para cobrir o montante a reembolsar, o reembolso será adiado até que a quantidade necessária de borracha natural do depósito regulador possa ser vendida a um preço igual ou superior ao preço de intervenção superior. Se antes

do final do período de um ano estipulado no artigo 63.º, o Conselho informar um membro que se retira que o reembolso deverá ser adiado em conformidade com o presente número, o período de um ano entre a notificação de retirada e a retirada efectiva poderá, se o membro que se retira o desejar, ser prolongado até à data em que o Conselho informar este membro de que o reembolso da sua quota pode ser efectuado no prazo de 60 dias.

5 — Um membro que tenha recebido como reembolso um montante apropriado em aplicação do presente artigo não terá direito a qualquer parte do produto da liquidação da Organização. De igual modo não lhe poderá ser imputado qualquer eventual défice da Organização depois de o reembolso ter sido efectuado.

Artigo 66.º

Duração, prorrogação e termo do presente Acordo

1 — O presente Acordo manter-se-á em vigor por um período de cinco anos a contar da data da entrada em vigor, salvo se for prorrogado em aplicação do n.º 3 ou se caducar em aplicação dos n.ºs 4 ou 5 do presente artigo.

2 — O Conselho pode, antes de decorrido o prazo de cinco anos referido no n.º 1 do presente artigo, decidir, por votação especial, renegociar o Acordo.

3 — O Conselho pode, por votação especial, prolongar o presente Acordo por um período ou períodos que não excedam dois anos, na totalidade, a contar da data do termo do período de cinco anos previsto no n.º 1 do presente artigo.

4 — Se for negociado e entrar em vigor um novo acordo internacional sobre borracha natural durante a prorrogação do presente Acordo em conformidade com o n.º 3 do presente artigo, o presente Acordo, tal como for prorrogado, caducará no momento da entrada em vigor do novo acordo.

5 — O Conselho poderá, a qualquer momento, decidir, por votação especial, pôr termo ao presente Acordo, com efeito em data da sua escolha.

6 — O Conselho, não obstante a cessação do presente Acordo, continuará em funções, durante um período que não ultrapasse três anos, para proceder à liquidação da Organização, incluindo a liquidação das contas, e à cessação do activo em conformidade com as disposições do artigo 40.º, sob reserva das convenientes decisões a tomar por votação especial, e terá, durante o referido período, os poderes e funções necessários a esses objectivos.

7 — O Conselho notificará ao depositário qualquer decisão tomada em conformidade com o presente artigo.

Artigo 67.º

Reservas

Nenhuma reserva poderá ser colocada relativamente a qualquer disposição do presente Acordo.

Em fé do que os abaixo-assinados, devidamente autorizados pelo respectivo governo para esse fim, assinaram o presente Acordo nas datas indicadas.

Feito em Genebra aos 20 de Março de 1987, fazendo igualmente fé os textos do presente Acordo em árabe, chinês, espanhol, francês, inglês e russo.

ANEXO A

Países exportadores e suas quotas, calculadas para os fins do artigo 60.º, no total das exportações líquidas dos países

	Percentagens ⁽¹⁾
Bolívia	0,063
Birmânia	0,381
Camarões	0,494
Costa do Marfim	0,887
Filipinas	0,241
Gana	0,009
Guatemala	0,273
Indonésia	27,363
Libéria	2,304
Malásia	44,361
Nigéria	0,827
Papuásia-Nova Guiné	0,107
Sri Lanka	3,842
Tailândia	17,253
Vietname	1,141
Zaire	0,454
Total	100,000

ANEXO B

Países e grupos de países importadores e suas quotas, calculadas para os fins do artigo 60.º, no total das importações líquidas dos países.

	Percentagens ⁽²⁾
Argentina	0,936
Austrália	1,146
Áustria	0,872
Brasil	1,732
Bulgária	0,521
Canadá	3,344
China	6,996
Comunidade Económica Europeia	25,771
Alemanha, República Federal da	6,480
Bélgica/Luxemburgo	1,209
Dinamarca	0,123
Espanha	3,251
França	5,257
Grécia	0,299
Irlanda	0,168
Itália	4,130
Países Baixos	0,442
Portugal	0,343
Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte	4,069
Costa Rica	0,076
Checoslováquia	1,604
Egipto	0,274
Estados Unidos da América	24,420
Finlândia	0,267
Índia	1,092
Iraque	0,077
Jamaica	0,023
Japão	17,540
Madagáscar	0,000

⁽¹⁾ Trata-se das quotas, expressas em percentagens, do total das exportações líquidas de borracha natural durante o período quinquenal de 1981 a 1985.

⁽²⁾ Trata-se das quotas, expressas em percentagem, do total das importações líquidas de borracha natural durante o período trienal de 1983, 1984 e 1985.

	Percentagens ⁽¹⁾
Malta	0,000
Marrocos	0,195
México	1,782
Noruega	0,110
Nova Zelândia	0,222
Panamá	0,030
Polónia	1,735
Roménia	1,472
Suécia	0,422
Suíça	0,095
União das Repúblicas Socialistas Soviéticas	6,821
Venezuela	0,425
Total	100,000

ANEXO C

Estimativa do custo do depósito regulador, calculada pelo presidente da Conferência das Nações Unidas sobre Borracha Natural de 1985.

Baseado nos custos actuais de aquisição e de funcionamento do depósito regulador existente, de cerca de 360 000 t desde 1982 até Março de 1987, o custo de aquisição e funcionamento de um depósito regulador de 550 000 t poderia calcular-se multiplicando este número pelo preço de desencadeamento inferior (161 centimos de Malásia/Singapura por quilograma) e adicionando 30 % ao resultado obtido.

TRIBUNAL CONSTITUCIONAL**Acórdão n.º 1/91 — Processo n.º 377/90**

Acordam, em plenário, no Tribunal Constitucional:

I — O Presidente da República requereu ao Tribunal Constitucional, nos termos do artigo 278.º, n.ºs 1 e 3, da Constituição da República e dos artigos 51.º, n.º 1, e 57.º, n.º 1, da Lei n.º 28/82, de 15 de Novembro, a apreciação preventiva da Constitucionalidade das normas dos artigos 10.º, n.ºs 2, 3 e 4, e 11.º do Decreto n.º 293/V da Assembleia da República, que aprova o Estatuto Político-Administrativo da Região Autónoma da Madeira e lhe foi enviado para promulgação.

O pedido vem fundamentado nos seguintes termos:

O artigo 10.º, n.º 2, altera o regime constante do Estatuto Provisório da Região Autónoma da Madeira, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 318-D/76, de 30 de Abril (artigo 7.º, n.º 2), elevando de 3500 para 4000 e de 1750 para 2000 o número de recenseados, ou sua fracção, para eleger um deputado em cada um dos círculos eleitorais em que se divide a Região. Tal matéria foi objecto do Decreto da Assembleia da República n.º 99/V, cujo artigo 1.º foi declarado inconstitucional, em sede de fiscalização preventiva, por violação dos artigos 116.º, n.º 5, e 233.º, n.º 2, da Constituição da República pelo Acórdão n.º 183/88 do Tribunal Constitucional, de 3 de Agosto de 1988. Estava em causa quanto a tal preceito a violação do princípio da representação proporcional por aumento do número de círculos uninominais.

Desta feita, porém, o n.º 3 do artigo 10.º vem estipular que «cada círculo elege sempre, pelo menos, dois deputados». Procurou-se, desta forma, contornar a inconstitucionalidade oportunamente declarada de norma idêntica à que ora consta do n.º 2 do artigo 10.º

Todavia, quanto à aplicação das duas referidas disposições, continuam a poder suscitar-se dúvidas de constitucionalidade em face dos mesmos artigos 116.º, n.º 5, e 233.º, n.º 2, da Constituição da República. Com efeito, poderemos, com esta solução, estar ainda mais distantes do respeito do princípio da proporcionalidade na conversão de votos em mandatos. E isto na medida em que um número reduzido de eleitores passa a eleger sempre dois deputados. De facto, podem estar a criar-se discrepâncias significativas com círculos maiores que beneficiem de idêntica representação. Ora, é necessário, para que haja proporcionalidade, estabelecer uma razão sensivelmente uniforme entre o número de eleitores e o número de eleitos, aplicável às diversas circunscrições.

No n.º 4 do artigo 10.º estipula-se, por outro lado, que «haverá mais um círculo correspondendo aos cidadãos portugueses nascidos na Região e residentes fora dela em território nacional ou estrangeiro, o qual elegerá dois deputados». Neste caso, as dúvidas têm a ver com a consideração do critério do nascimento, e não da residência, para a elaboração de um recenseamento específico para a eleição da Assembleia Regional — além do recenseamento normal para a eleição de órgãos nacionais. Poderão estar neste ponto em causa princípios fundamentais do Estado democrático: como o da soberania popular e o da sua unidade e indivisibilidade (artigos 2.º e 3.º, n.º 1, da Constituição da República), e bem assim o da unidade do Estado, explicitado no artigo 6.º, n.º 1, da Constituição da República e presente no n.º 3 do artigo 228.º da lei fundamental.

As dúvidas que se colocam quanto ao artigo 10.º, n.º 4, do decreto da Assembleia da República são extensíveis ao artigo 11.º, onde se define quem tem capacidade eleitoral activa.

E diz-se, em conclusão:

Deste modo, suscita-se a dúvida de saber se os n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do decreto acima identificado se conforma com os artigos 116.º, n.º 5, e 233.º, n.º 2, da Constituição da República e se o n.º 4 do artigo 10.º e o artigo 11.º estão de acordo com os artigos 2.º, 3.º, n.º 1, e 6.º, n.º 1, e n.º 3 do artigo 228.º da Constituição da República.

A referência à norma do artigo 228.º, n.º 3, da Constituição, constitui lapso manifesto: querer-se-á antes aludir à norma do artigo 227.º, n.º 3, que articula a autonomia regional com a integridade da soberania do Estado.

Notificado o Presidente da Assembleia da República, nos termos e para os efeitos do artigo 54.º da Lei n.º 28/82, de 15 de Novembro, veio apenas oferecer o merecimento dos autos.

II — *As normas.*

As normas cuja apreciação se requer são as dos artigos 10.º, n.ºs 2, 3 e 4, e 11.º do Decreto n.º 293/V

⁽¹⁾ Trata-se das quotas, expressas em percentagem, do total das importações líquidas de borracha natural durante o período trienal de 1983, 1984 e 1985.

da Assembleia da República. Inscrevem-se no título II «Órgãos regionais», capítulo I «Assembleia Legislativa Regional», e dispõem assim:

Art. 10.º — 1 —

2 — Cada um dos círculos referidos no número anterior elege um deputado por cada 4000 eleitores recenseados ou fracção superior a 2000.

3 — Cada círculo elege sempre, pelo menos, dois deputados.

4 — Haverá ainda mais um círculo, compreendendo os cidadãos portugueses nascidos na Região e residentes fora dela, em território nacional ou estrangeiro, o qual elegerá dois deputados.

5 —

Art. 11.º — 1 — São eleitores nos círculos referidos no n.º 1 do artigo anterior os cidadãos portugueses inscritos no recenseamento eleitoral da respectiva área.

2 — São eleitores no círculo referido no n.º 4 do artigo anterior os cidadãos portugueses residentes na área desse círculo e que tenham nascido no território da região.

Analisar-se-á o sentido e alcance das normas transcritas, indagando da sua conformidade ou não à Constituição.

III — A fundamentação.

1 — Previamente, deverá levantar-se a questão de saber se o regime eleitoral regional pode integrar os estatutos das regiões autónomas ou se, ao contrário, ali se faz valer a reserva de lei comum da Assembleia da República [Constituição da República Portuguesa, artigo 167.º, alínea j)].

É que não só os estatutos têm uma natureza marcadamente organizatória, como a sua aprovação (e alteração) no Parlamento depende da iniciativa exclusiva das assembleias legislativas regionais (Constituição da República Portuguesa, artigo 228.º, n.ºs 1 e 4).

As normas sobre eleições regionais, regulando a escolha e composição dos órgãos próprios das regiões, apresentam uma vertente organizatória que afirma a sua conexão funcional com a matéria do Estatuto.

A eventual objecção à inclusão de normas sobre eleições em lei estatutária residirá na recusa da identidade da sua força jurídica e do seu regime de aprovação e alteração (cf. Gomes Canotilho e Vital Moreira, *Constituição da República Portuguesa Anotada*, 2.ª ed., 2.º vol., 1985, nota v ao artigo 228.º e nota III ao artigo 233.º; cf., ainda, Jorge Miranda, *Funções, Órgãos e Actos do Estado*, Lisboa, 1990, p. 302, e «Estatuto da Região Autónoma da Madeira e eleição da Assembleia Regional, anotação ao Acórdão n.º 183/89 do TC», in *O Direito*, ano 121, 1989, II, pp. 355 e segs.).

Porém, a afirmação da possibilidade de os estatutos integrarem normas versando matéria eleitoral não implica necessariamente uma identidade de força jurídica e de regime de aprovação e alteração. Mas a resposta a este problema já não tem aqui oportunidade.

2 — *A questão da constitucionalidade das normas do artigo 10.º, n.ºs 2 e 3, do Decreto n.º 293/V.*

No quadro das disposições estatutárias que regulam a eleição para a Assembleia Legislativa Regional, o artigo 10.º do Decreto n.º 293/V vem definir os círculos eleitorais e os critérios que determinam o número de deputados a eleger: a cada município corresponde um círculo, que elege um deputado por cada 4000 eleito-

res recenseados ou fracção superior a 2000 (n.ºs 1 e 2). Haverá sempre, pelo menos, dois deputados por cada círculo (n.º 3).

A determinação da norma do artigo 10.º, n.º 3, do Decreto n.º 293/V, de que «cada círculo elege sempre, pelo menos, dois deputados», não convoca, em primeira mão, ao contrário do que se pretende no pedido, o princípio da representação proporcional, mas um outro, o princípio da igualdade do sufrágio ou da igualdade eleitoral dos cidadãos.

Com efeito, o problema da igualdade do voto na repartição dos mandatos tem, em primeira linha, que ver com o princípio da igualdade, na sua dupla determinação de atribuição de igual peso numérico ao voto (*Zählwert*) e de igual valor quanto ao resultado (*Erfolgswert*), e não com o princípio da representação proporcional. E tanto é assim que, em sistemas jurídicos onde foi deferida ao legislador ordinário a tarefa de conformar os princípios básicos do direito eleitoral, tem a jurisprudência constitucional entendido que a igualdade de voto na repartição dos mandatos não depende em grau decisivo da adopção do sistema maioritário ou proporcional de representação, sendo compatível com qualquer dos dois (é o caso do direito constitucional alemão, conforme informa Konrad Hesse, *Grundzüge des Verfassungsrechts der Bundesrepublik Deutschland*, 16.ª ed., Heidelberg, 1988, p. 57, máxima nota 14, referindo a jurisprudência constitucional; cf., igualmente, Richter/Schuppert, *Casebook Verfassungsrecht*, Munique, 1987, pp. 451 e segs.).

A observância do princípio da igualdade do voto na repartição dos mandatos não coenvolve a adopção de um ou outro dos sistemas de representação.

Todavia, o legislador constitucional português optou pelo sistema de representação proporcional e ligou-o de tal modo à ideia de genuinidade da representação democrática que o erigiu em limite material de revisão da Constituição [Constituição da República Portuguesa, artigo 288.º, alínea h)].

Será, pois, no quadro do sistema de representação por que se optou que terá de ser aferido o grau de respeito pelo princípio da igualdade do sufrágio.

A divisa de Mirabeau, de que «o Parlamento deve ser um mapa reduzido do povo», é um forte elemento caracterizador da tradição do constitucionalismo republicano. Na Constituição Portuguesa de 1976, a ideia de representação no Parlamento como «espelho da sociedade política» (*Leibholz*) tem primazia na conformação do sistema eleitoral, determinando-lhe um figurino de representação proporcional e avultando mesmo sobre qualquer outra ideia, nomeadamente o desiderato de obtenção de maiorias estáveis.

Sobre o sistema eleitoral na Constituição, afirmam G. Canotilho e Vital Moreira: «de acordo com a CRP, o sistema eleitoral é um método para obter uma mais fiel representação do universo político-ideológico do País, e não um instrumento para fabricar maiorias parlamentares a todo o custo. O sistema proporcional há-de garantir duas coisas: a) que todas as correntes políticas minimamente significativas obtenham representação, fazendo eleger candidatos seus; b) que as várias correntes políticas obtenham representação em proporção da sua quota de votos, sem discrepâncias significativas» (*Constituição da República Portuguesa Anotada*, 2.ª ed., 2.º vol., Coimbra, 1985, p. 21).

O sistema de representação proporcional exige, por princípio, círculos eleitorais plurinominais. Onde o sufrágio for uninominal, o sistema de representação será necessariamente maioritário. A propósito afirmam G. Canotilho e Vital Moreira: «o sistema proporcional exige listas plurinominais, a fim de distribuir a pluralidade de deputados proporcionalmente aos votos de cada força concorrente. E não basta que cada círculo eleja mais do que um deputado; torna-se necessário que eleja um número de deputados suficientemente grande para ser divisível de modo a atribuir mandatos a todas as forças políticas que obtenham uma percentagem significativa de votos [...]» (*ob. cit.*, p. 162).

Por sua vez, o Tribunal Constitucional, no Acórdão n.º 183/88, (*Diário da República*, 1.ª série, n.º 190, de 18 de Agosto de 1988), considerou, mesmo face às especificidades das regiões autónomas, «a existência de círculos uninominais contrária ao princípio da representação proporcional fixado, em geral, no n.º 5 do artigo 116.º da Constituição e, em especial para as assembleias regionais, n.º 2 do artigo 233.º».

A norma do artigo 10.º, n.º 3, do Decreto n.º 293/V, ao determinar que «cada círculo elege sempre, pelo menos, dois deputados», não vem senão obviar à inconstitucionalidade decretada pelo Tribunal Constitucional — resultante da violação do princípio da representação proporcional —, que decorreria se se deixasse funcionar pura e simplesmente, sem qualquer correctivo, a regra da correspondência de votos a mandatos, constante do artigo 10.º, n.º 2, naqueles casos em que tal regra de correspondência implicasse a existência de apenas um mandato por círculo.

Assim, a questão que se põe é a do modo de funcionamento do princípio da igualdade do voto na repartição dos mandatos, no quadro de um sistema eleitoral estruturado com base no princípio da representação proporcional.

Sublinhe-se que a realização do desiderato da igualdade do voto na repartição dos mandatos obteria a sua melhor concretização com a existência de apenas um círculo eleitoral: num sistema de círculo eleitoral único maximizar-se-ia a proporcionalidade e a igualdade. À medida que se retalha o universo eleitoral em círculos de dimensões menores, vai-se distorcendo a proporcionalidade e diminuindo a igualdade de valor quanto ao resultado do voto.

A Constituição, porém, não impõe uma proporcionalidade absoluta.

A subdivisão do universo eleitoral numa pluralidade de círculos, só por si, não vai contra o princípio da proporcionalidade na conversão de votos em mandatos. Decerto que há que reconhecer que, se se levar longe de mais tal subdivisão — de tal modo que a cada círculo venha a corresponder um número demasiado escasso de mandatos, insusceptível de reflectir o universo de opções políticas dos cidadãos eleitores —, então será a própria ideia de representação proporcional a ser manifestamente desfigurada.

E se, nessa estratégia de pulverização, os círculos a que coubesse apenas um mandato — em virtude do funcionamento sem correctivos da regra da correspondência de votos a mandatos — viessem a ser, em homenagem à salvaguarda do sistema proporcional e à sua exigência de círculos plurinominais, beneficiados com a atribuição de mais mandatos, poder-se-ia mesmo deparar com um qualquer expediente de «engenharia

eleitoral», contrário ao princípio da igualdade do voto na repartição dos mandatos. Haveria aí uma sobrevalorização do voto nesses pequenos círculos.

No entanto, esse desvirtuamento da igualdade de valor quanto ao resultado do voto teria de ser patente, de tal modo que configurasse uma verdadeira «engenharia eleitoral». Nesse caso, poderia um juízo sobre a conformidade ao princípio constitucional da igualdade resultar num julgamento de inconstitucionalidade — e aí seria já o princípio da proporcionalidade na conversão de votos em mandatos a ser também posto em causa.

Mas a apreciação dos limites de organização do universo eleitoral haverá de ter em conta as especificidades desse universo, sendo também no plano da sua avaliação concreta que se concluirá ou não pela razoabilidade das soluções legislativas, ou seja, pela existência ou não de desfiguração do modelo constitucional-eleitoral.

Ora, se à luz dessas especificidades se não mostra *desfigurado* o sistema de representação proporcional pela existência de pequenos círculos a que caiba um número escasso de mandatos, então os círculos plurinominais deverão ser aí vistos como condição de salvaguarda do princípio da representação proporcional. E a igualdade do voto na repartição dos mandatos terá de ser aferida nos quadros desse sistema.

É que o sistema proporcional destina-se a garantir que o espectro de opções dos eleitores seja fielmente retratado no quadro dos mandatos resultantes. É inegável a adequação do princípio da representação proporcional à democracia partidária consagrada na Constituição e à dimensão pluralista que lhe vai ligada.

2.1 — Na situação em apreço concorrem especificidades, designadamente geográficas, que deverão de ser ponderadas num juízo de constitucionalidade.

Mesmo sem atribuir um valor determinante à possibilidade de «argumentação a partir do resultado» (*Folgenorientierung*), deve chamar-se a atenção para que, no caso vertente, atendendo ao último recenseamento eleitoral, se chegará à existência de apenas três círculos (Porto Moniz, Porto Santo e São Vicente) em que a uninominalidade haja de ser corrigida através do funcionamento da norma do artigo 10.º, n.º 3, do Decreto n.º 293/V.

Confronte-se, para tanto, o seguinte mapa:

Actualização do recenseamento eleitoral de 1990, relativo aos eleitores inscritos em Maio de 1990, nos concelhos da Região Autónoma da Madeira

Concelhos	Eleitores inscritos
Calheta	9 671
Câmara de Lobos	19 708
Funchal	90 421
Machico	16 480
Ponta do Sol	6 609
Porto Moniz	2 923
Porto Santo	3 364
Ribeira Brava	9 985
Santa Cruz	18 310
Santana	8 192
São Vicente	5 927
<i>Total</i>	191 590

Face ao número de eleitores recenseados, a aplicação das normas do artigo 10.º, n.ºs 2 e 3, do Decreto n.º 293/V levaria à seguinte distribuição de deputados: Calheta — 2; Câmara de Lobos — 5; Funchal — 23; Machico — 4; Ponta do Sol — 2; Porto Moniz — 2; Porto Santo — 2; Ribeira Brava — 2; Santa Cruz — 5; Santana — 2, e São Vicente — 2.

Observa-se, assim, que:

- a) A *ratio* média deputado-eleitor, no conjunto da Região, é de 1/3756;
- b) A *ratio* média, nos círculos beneficiados, é de 1/2963 em São Vicente, de 1/1682 em Porto Santo e de 1/1461, em Porto Moniz.

Mesmo ali, onde a disparidade entre a *ratio* média e a *ratio* dos círculos beneficiados é maior, não chega a atingir a relação de 1/3.

Sublinhe-se que o número total de eleitores dos círculos beneficiados é de 12 835, num total de 191 590 eleitores (menos de 7%).

Por outro lado, o aumento do número de deputados por aplicação da regra do artigo 10.º, n.º 3, é de apenas três num total de 51, sendo certo que um dos círculos — o de São Vicente — se aproxima de um número de eleitores capaz de eleger dois deputados sem o funcionamento daquela regra (6001 — 5927 = 74).

A sobre-representação do voto nos três círculos eleitorais beneficiados é, pois, insignificativa no conjunto do eleitorado da Região Autónoma da Madeira. E essa sobre-representação vem evitar a entorse à representação plural que resultaria de deixar sem expressão o resto eleitoral que não tivesse contribuído para a eleição do representante único (o que o Tribunal Constitucional não admitiu no Acórdão n.º 183/88). Aí não vai implicada uma constrição inconstitucional da igualdade eleitoral.

Deste modo, o legislador, ao editar as normas do artigo 10.º, n.ºs 2 e 3, não se afastou de uma solução de razoabilidade quanto ao respeito pelo princípio da igualdade do voto na repartição dos mandatos no quadro de um sistema de representação proporcional.

2.2 — A questão de constitucionalidade das normas em apreço poderá ainda colocar-se na perspectiva da sua ligação à norma do artigo 10.º, n.º 1, do Decreto n.º 293/V, indagando se do funcionamento daquelas normas no quadro de uma repartição do universo eleitoral em que a cada município corresponde um círculo não sai infringido o princípio da proporcionalidade na conversão de votos em mandatos, em si mesmo considerado.

É verdade que a regra da coincidência dos círculos eleitorais com os municípios, consagrada no artigo 10.º, n.º 1, não se inclui no âmbito do pedido de apreciação de inconstitucionalidade.

Mas do que se trata é ainda de avaliar, no quadro em que operam, as normas do artigo 10.º, n.ºs 2 e 3. O que é saber se o funcionamento dessas normas no âmbito da repartição do universo eleitoral determinado pelo artigo 10.º, n.º 1 — e conduzindo à existência de um considerável número de círculos a que é distribuído um escasso número de mandatos —, é susceptível de pôr em causa o princípio da representação proporcional.

As especificidades, designadamente geográficas — aquelas que estão na base da autonomia regional —, não deixam de interferir na configuração concreta dos

círculos eleitorais, justificando a coincidência destes com os municípios (um dos municípios, Porto Santo, é ele próprio uma ilha). É, aliás, uma coincidência com tradição no nosso regime eleitoral-democrático, quanto à eleição em causa, ao que não é estranho o carácter reduzido do espaço eleitoral.

A configuração do universo eleitoral nos termos em que determina a norma do artigo 10.º, n.º 1, do Decreto n.º 293/V não se afigura, pois, irrazoável nem constitucionalmente inadmissível.

E se o sistema eleitoral resultante das normas em apreço conduz à existência de sete círculos de escassa dimensão — com apenas dois deputados — num conjunto de 11 círculos, também é verdade que àqueles sete círculos correspondem 14 deputados, sendo os restantes 37 eleitos em círculos de média ou grande dimensão (tendo em conta que, em face da reduzida dimensão do universo eleitoral, os círculos a que correspondem quatro e cinco deputados hão-de ter-se por círculos médios).

No quadro de um sistema de repartição dos círculos eleitorais por municípios, a diminuição do número mínimo de eleitores necessários à eleição de cada deputado poderia constituir um modo de evitar a existência de círculos uninominais. Mas isso implicaria uma sobrecarga do número de deputados regionais quando, atento o universo eleitoral em causa, o divisor a que se refere a norma do artigo 10.º, n.º 2, se não afigura uma opção do legislador passível de censura constitucional.

A solução que é dada pelas normas do artigo 10.º, n.ºs 2 e 3, no quadro do n.º 1 do artigo 10.º, ainda se contém, pois, dentro de limites toleráveis, não resultando daí desfigurado o princípio da proporcionalidade da conversão de votos em mandatos de tal modo que resulte num julgamento de inconstitucionalidade.

3 — A questão da constitucionalidade das normas dos artigos 10.º, n.º 4, e 11.º do Decreto n.º 293/V.

Ao definir os círculos eleitorais para a eleição da Assembleia Legislativa da Região Autónoma da Madeira, o artigo 10.º do Decreto n.º 293/V dispõe assim:

1 — Cada município constitui um círculo eleitoral, designado pelo respectivo nome.

2 —

3 —

4 — Haverá ainda mais um círculo, compreendendo os cidadãos portugueses nascidos na Região e residentes fora dela, em território nacional ou estrangeiro, o qual elegerá dois deputados.

O artigo 11.º, n.º 2, define os sujeitos com capacidade eleitoral activa no círculo a que se refere o artigo 10.º, n.º 4. A identidade do problema fará com que as duas normas mereçam o mesmo juízo de constitucionalidade ou inconstitucionalidade.

Suscita-se, assim, a questão de saber se, face à Constituição da República, é possível ou não atribuir aos cidadãos não residentes na Região Autónoma da Madeira, mas aí nascidos, o direito de voto para a Assembleia Legislativa Regional. O que é saber se o Estatuto, sujeito que é à Constituição (artigo 3.º, n.º 3, da Constituição da República Portuguesa), pode ou não definir um círculo eleitoral de «fora da Madeira».

A consideração das normas em apreço orientar-se-á, desde logo, a um primeiro critério: o que é dado pelo recorte constitucional da autonomia das regiões e a determinação de suas linhas de influência.

Atende-se, pois, nas normas dos artigos 6.º e 227.º, n.º 3, da Constituição da República:

Art. 6.º — 1 — O Estado é unitário e respeita na sua organização os princípios da autonomia das autarquias locais e da descentralização democrática da Administração Pública.

2 — Os arquipélagos dos Açores e da Madeira constituem regiões autónomas dotadas de estatutos político-administrativos e de órgãos de governo próprio.

Art. 227.º

3 — A autonomia político-administrativa regional não afecta a integridade da soberania do Estado e exerce-se no quadro da Constituição.

Afirmam-se, ali, o princípio constitucional geral da unidade do Estado e a coexistência da autonomia regional com a integridade da soberania do Estado.

A Constituição garante a descentralização política das regiões, mas proíbe qualquer forma de pluralismo estadual, de autonomia constitucional. Como afirmam Gomes Canotilho e Vital Moreira, «as regiões [...] não possuem nenhum dos atributos e dos poderes inerentes à soberania do Estado [...]».

O problema que se põe é o de saber se a criação de um círculo eleitoral, nos termos do artigo 10.º, n.º 4, do Decreto n.º 293/V, com a atribuição do direito de voto a cidadãos não residentes na Madeira, em função do critério do nascimento na Região, é compatível com a cidadania, como *status* único de ligação dos indivíduos à República, se, com isso, se põe ou não em causa a estrutura unitária da comunidade política.

As normas em apreço supõem a existência de novas categorias jurídico-políticas, como as de «povo madeirense» ou «cidadão madeirense», dando lugar à atribuição de direitos políticos a um determinado conjunto de cidadãos em razão do seu nascimento na Região da Madeira. Assumem o entendimento de uma comunidade nacional «fragmentada», de todo incompatível com a estrutura constitucional do Estado, operam em sentido contrário ao que Rudolf Smend chama «efeito de integração».

As noções de «povo madeirense» ou de «cidadão madeirense» não se enquadram nos limites da autonomia, tal como é constitucionalmente definida.

As normas de competência atributivas de capacidade eleitoral activa aos cidadãos nascidos na Região Autónoma da Madeira, mas aí não residentes, configuram uma situação idêntica à que liga os cidadãos ao Estado. Trata-se, face à Constituição, de um espúrio vínculo de cidadania.

A propósito escreve Jorge Miranda: «admitir o voto de cidadãos não residentes equivaleria a criar uma qualidade pessoal, uma espécie de subcidadania regional, incompatível com a unidade da cidadania portuguesa (artigo 4.º) e com a unidade do Estado» (cf. «O direito eleitoral na Constituição», in *Estudos sobre a Constituição*, 2.º vol., Lisboa, 1978, p. 484).

A introdução no ordenamento jurídico de novas categorias, como a de «povo da Madeira» ou de «cidadão da Madeira», ultrapassa o recorte constitucional da autonomia, ao dotar as regiões de características de estadualidade que a Constituição lhes não reconhece.

3.1 — As normas em apreço são ainda estranhas à caracterização das regiões autónomas como pessoas colectivas *territoriais* de direito público *interno*. As re-

giões são entidades jurídicas *territoriais*, dentro do Estado, têm no seu território o limite dos seus poderes. «A colectividade que lhes serve de substrato pessoal é o conjunto dos cidadãos residentes [...]» (cf. Gomes Canotilho e Vital Moreira, *Constituição da República Portuguesa Anotada*, 2.ª ed., 2.º vol., Coimbra, 1985, p. 351).

A admissão de deputados eleitos para a Assembleia Regional por cidadãos residentes fora da Região Autónoma é incompatível com a sua natureza territorial.

É verdade que a Constituição não afirma expressamente o critério da residência na determinação do colégio eleitoral regional. Mas, como afirmam Gomes Canotilho e Vital Moreira, «não precisava de dizê-lo: a assembleia representa, a nível regional, os cidadãos da RA e, sendo esta uma pessoa colectiva territorial infra-estadual, os cidadãos da RA são os cidadãos aí residentes» (cf. *ob. cit.*, p. 375).

A interpretação do silêncio da Constituição, naquele plano, não poderá ser indiferente às normas constitucionais expressas sobre o colégio eleitoral das autarquias: os eleitores dos órgãos de poder local são os residentes na área de cada freguesia, concelho e região administrativa, que, tal como as regiões autónomas, são entidades jurídicas colectivas territoriais (cf. artigos 246.º, n.º 1, 251.º, 252.º e 260.º da Constituição).

O território é, pois, fundamento e ponto de referência da autonomia regional (artigo 227.º, n.º 1, da Constituição da República Portuguesa). As características de territorialidade e infra-estadualidade das regiões implicam que o território seja o quadro limite da actuação dos seus poderes.

A Comissão Constitucional já teve ocasião de se pronunciar sobre a questão em análise.

Fê-lo, primeiro, no parecer n.º 26/80, ao apreciar a constitucionalidade do decreto da Assembleia da República n.º 322/I, que continha o Estatuto Político-Administrativo da Região Autónoma da Madeira; depois, no parecer n.º 11/82, ao apreciar a constitucionalidade do Decreto-Lei n.º 267/80, de 8 de Agosto (Lei Eleitoral para a Assembleia Regional dos Açores).

Em ambos os casos, a Comissão considerou inconstitucionais normas de conteúdo similar às que aqui são objecto de apreciação, havendo por violados os princípios da unicidade da cidadania e da unidade do Estado (cf. pareceres da Comissão Constitucional n.ºs 26/80 e 11/82, in *Pareceres da Comissão Constitucional*, vol. 13.º, pp. 183 e segs., e vol. 19.º, pp. 57 e segs., respectivamente).

E no Acórdão n.º 136/90 do Tribunal Constitucional (*Diário da República*, 1.ª série, n.º 126, de 1 de Junho de 1990, p. 2425) pode ler-se:

[...] Na verdade, nos termos da Constituição vigente, as regiões autónomas são entidades públicas territoriais ou de base territorial, sendo a colectividade que lhes serve de substrato pessoal constituída por todos os cidadãos portugueses que aí residam, independentemente do seu lugar de nascimento. Não existe uma «subcidadania» regional determinada pelo lugar de origem (nascimento na respectiva região autónoma).

Sendo as regiões entes colectivos territoriais de direito interno e o seu substrato pessoal composto por residentes, só os residentes poderão participar no «con-

trato político» em que consiste a eleição para a Assembleia Legislativa Regional. Como salienta Böckenförde, a autorização democraticamente concedida aos órgãos políticos exige continuidade e assume a forma de garantia e responsabilidade, funda um sistema de imputação jurídica (cf. «Democrazia e rappresentanza», in *Quaderni costituzionali*, ano X, n.º 2, 1985, p. 249).

3.2 — As normas dos artigos 10.º, n.º 4, e 11.º, n.º 2, do Decreto n.º 293/V violam, pois, desde logo, as normas constantes dos artigos 4.º (unidade da cidadania), 6.º (forma unitária do Estado) e 227.º, n.º 1 e 3 (incidência territorial da autonomia, limitação da autonomia pela integridade da soberania do Estado), da Constituição da República.

Justifique-se, por último, a não consideração da norma do artigo 11.º, n.º 1, do Decreto n.º 293/V, que, por lapso manifesto, constitui também objecto do pedido: o enunciado desta norma é, evidentemente, estranho à questão de constitucionalidade ali suscitada.

IV — A decisão.

Nestes termos, o Tribunal decide:

- a) Não se pronunciar pela inconstitucionalidade das normas do artigo 10.º, n.ºs 2 e 3, do Decreto n.º 293/V da Assembleia da República;
- b) Pronunciar-se pela inconstitucionalidade das normas dos artigos 10.º, n.º 4, e 11.º, n.º 2, do mesmo decreto.

Lisboa, 22 de Janeiro de 1991. — *Maria da Assunção Esteves — Fernando Alves Correia — Messias Bento — Vítor Nunes de Almeida — Alberto Tavares da Costa — Armindo Ribeiro Mendes* [vencido, quanto à decisão da alínea a), nos termos da declaração de voto junta] — *Antero Alves Monteiro Dinis* [vencido, quanto à decisão da alínea a), pelas razões constantes da declaração de voto do Sr. Conselheiro Ribeiro Mendes] — *José de Sousa e Brito* [vencido, quanto à alínea a) da decisão, nos termos da declaração junta] — *António Vitorino* [vencido, quanto à alínea a) da decisão, nos termos da declaração de voto junta] — *Luís Nunes de Almeida* [vencido, quanto à alínea a) da decisão, nos termos da declaração de voto junta] — *Mário de Brito* [vencido, quanto à alínea a) da conclusão, nos termos da declaração de voto junta] — *José Manuel Cardoso da Costa*.

Declaração de voto

1 — Não pude acompanhar a posição que fez maioria no sentido de que os n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do Decreto da Assembleia da República n.º 293/V não estavam afectados de inconstitucionalidade material.

Procurarei indicar seguidamente as razões da minha discordância.

2 — O Presidente da República suscitou, na presente fiscalização preventiva de constitucionalidade, a dúvida sobre se a elevação dos números de recenseados necessários para eleger deputados regionais, visada por este decreto, não implicaria um desrespeito do princípio da conversão de votos em mandatos, nomeadamente por força da norma que garante que cada círculo, por menos populoso que seja, eleja sempre dois deputados. Pode ler-se no pedido por si subscrito que, de facto, «podem estar a criar-se discrepâncias significativas com círculos maiores que beneficiem de idêntica representação. Ora, é necessário, para que haja proporcionali-

dade, estabelecer uma razão sensivelmente uniforme entre o número de eleitores e o número de eleitos, aplicável às diversas circunstâncias».

Importa ver brevemente o modo como o presente decreto visa alterar a regulamentação vigente desde 1976, constante do Estatuto Provisório da Região Autónoma da Madeira, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 318-D/76, de 30 de Abril, diploma elaborado pelo Governo Provisório, ao abrigo da Lei Constitucional n.º 6/75, de 26 de Março, e ressalvado transitoriamente pelo artigo 302.º, n.º 3, da versão originária da Constituição da República de 1976 (a que corresponde hoje o artigo 279.º do texto resultante da segunda revisão constitucional).

3 — De harmonia com o artigo 6.º deste Estatuto Provisório, a Assembleia Regional (hoje Assembleia Legislativa Regional) é composta por deputados regionais, «eleitos mediante sufrágio universal, directo e secreto, de harmonia com o princípio da representação proporcional e por círculos eleitorais». Os círculos eleitorais correspondem a cada um dos concelhos compreendidos pela Região Autónoma, devendo ser designados pelo respectivo nome (artigo 7.º, n.º 1). Cada um desses círculos elegerá «um deputado por cada 3500 eleitores recenseados ou fracção superior a 1750» (artigo 7.º, n.º 2). Os deputados serão eleitos por listas apresentadas pelos partidos políticos, isoladamente ou em coligação, concorrentes em cada círculo eleitoral, sendo os resultados eleitorais apurados através da aplicação, dentro de cada círculo, do sistema de representação proporcional e do método da média mais alta de Hondt (artigo 12.º).

O Decreto n.º 293/V mantém nestes pontos substancialmente o sistema atrás descrito. Refere-se ao princípio da representação proporcional o seu artigo 9.º, o artigo 10.º dispõe que cada município constitui um círculo eleitoral, designado pelo respectivo nome, continuando o apuramento de resultados eleitorais a fazer-se através do sistema de representação proporcional e do método da média mais alta de Hondt. De inovador quanto ao sistema vigente — não falando agora da solução que foi considerada inconstitucional neste acórdão — só é possível indicar o seguinte:

Cada círculo eleitoral elege um deputado por cada 4000 eleitores recenseados ou fracção superior a 2000 (anteriormente, os números correspondentes eram 3500 e 1750);

Cada círculo elege sempre, pelo menos, dois deputados.

Considerando os dados de recenseamento eleitoral respeitantes ao ano de 1990, fornecidos pelo STAPE e referidos no acórdão, verifica-se que estão inscritos em toda a Região Autónoma 191 590 eleitores, sendo o círculo mais populoso do ponto de vista eleitoral o do Funchal (com 90 421 eleitores) e o menos populoso o de Porto Moniz (com 2923 eleitores). Se, por hipótese, tivesse havido eleições para a Assembleia Legislativa Regional da Madeira em 1990, o número de deputados deste órgão seria de 56 nos termos da legislação de 1976, número que se reduziria a 51 se já estivesse em vigor o regime jurídico constante do decreto em apreciação.

A repartição dos deputados seria diversa, consoante cada uma das regulamentações em confronto.

De harmonia com o Estatuto Provisório, o Funchal elegeria 26 deputados, ao passo que os círculos de Porto Moniz e de Porto Santo elegeriam apenas um

deputado cada (dois círculos uninominais). Haveria círculos com dois deputados (Ponta do Sol, Santana e São Vicente), com três (Calheta e Ribeira Brava), com cinco (Machico e Santa Cruz) e com seis deputados (Câmara de Lobos).

Aplicando a nova legislação, esta diversidade seria drasticamente reduzida. O círculo do Funchal elegeria menos três deputados (23, portanto), os círculos de Câmara de Lobos e Santa Cruz cinco deputados cada um, o círculo de Machico quatro deputados e os restantes sete círculos dois deputados cada um.

A comparação do resultado da aplicação de cada uma das soluções, a de 1976 e a constante do Decreto n.º 293/V, permite facilmente concluir que nos 11 círculos existentes apenas quatro mantêm o mesmo número de deputados, verificando-se uma redução de um deputado em quatro círculos, uma redução de três deputados no círculo do Funchal e um aumento de um deputado nos círculos menos populosos de Porto Moniz, de Porto Santo e de São Vicente, por força da «garantia» constante do n.º 3 do artigo 10.º em apreciação.

Cabe perguntar se é, de um ponto de vista constitucional, lícito ao legislador proceder à presente alteração, sendo certo que, em caso de resposta afirmativa, se estará perante uma mera concretização legítima dos poderes de conformação que cabem à Assembleia da República. Para responder a tal questão importará analisar quais os parâmetros constitucionais que vinculam o legislador ordinário nesta matéria eleitoral, devendo desde já sublinhar-se que a Constituição Portuguesa contém normas imperativas exigentes em tal matéria, diferentemente de outras constituições estrangeiras.

4 — A República Portuguesa é um Estado de direito democrático, baseado na soberania popular, no pluralismo de expressão e organização política democráticas (artigo 2.º da Constituição). A soberania popular reside no povo, que a exerce segundo as formas previstas na Constituição. «O povo exerce o poder político através do sufrágio universal, igual, directo, secreto e periódico e das demais formas previstas na Constituição». (Artigo 10.º, n.º 1, da Constituição.)

Os princípios gerais de direito eleitoral constam do artigo 116.º da lei fundamental. Depois de estabelecer que o sufrágio directo, secreto e periódico constitui a regra geral de designação dos titulares dos órgãos electivos da soberania, das regiões autónomas e do poder local, o n.º 5 do mesmo artigo 116.º estabelece a imposição de que a conversão dos votos em mandatos se faça de harmonia com o *princípio da representação proporcional*. Constitui limite material de revisão constitucional o *sistema de representação proporcional* [artigo 288.º, alínea h), segunda parte].

No que toca à Assembleia da República, a Constituição estabelece que os deputados são eleitos por *círculos eleitorais geograficamente definidos na lei*, a qual pode também determinar a existência de um círculo eleitoral nacional (artigo 152.º, n.º 1). O número de deputados por cada círculo, exceptuado o círculo nacional, quando exista, «é proporcional ao número de cidadãos eleitores nele inscritos» (artigo 152.º, n.º 2). Os deputados à Assembleia da República são eleitos segundo o sistema de representação proporcional e o método da média mais alta de Hondt (artigo 155.º, n.º 1), não podendo a lei estabelecer limites à conversão dos votos em mandatos por exigência de uma percentagem de votos nacional mínima (artigo 155.º, n.º 2 — princípio da proibição de cláusulas-barreiras).

Relativamente às regiões autónomas, as assembleias legislativas regionais são eleitas «por sufrágio universal, directo e secreto, de harmonia com o princípio da representação proporcional». Diferentemente do que sucede quanto à Assembleia da República, o legislador ordinário não está constitucionalmente vinculado à aplicação do método da média mais alta de Hondt.

No título VII da Constituição, dedicado ao poder local, estabelece-se que a organização das autarquias locais compreende uma assembleia eleita dotada de poderes deliberativos, a par de um órgão colegial executivo perante aquela responsável. Essa assembleia terá de ser eleita «por sufrágio universal, directo e secreto dos cidadãos residentes, segundo o sistema da representação proporcional» (artigo 241.º, n.º 2). Quando forem criadas regiões administrativas, as futuras assembleias regionais serão constituídas «por membros eleitos directamente pelos cidadãos recenseados na área da respectiva região e por membros, em número inferior ao daqueles, eleitos pelo sistema de representação proporcional e pelo método da média mais alta de Hondt, pelo colégio eleitoral constituído pelos membros das assembleias municipais da mesma área designados por eleição directa» (artigo 260.º).

Das normas indicadas pode concluir-se que a Constituição vigente acolheu o *sistema da representação proporcional* (abreviadamente, RP) relativamente a diferentes assembleias políticas ou autárquicas, utilizando em sinonímia as expressões *princípio* e *sistema* de representação proporcional [vejam-se, além das normas referidas, as dos artigos 145.º, alínea h), e 166.º, alínea g)], resultando a proibição de cláusulas-barreiras nas eleições de outras assembleias, que não a da República, do artigo 117.º da Constituição (princípio da representatividade eleitoral dos diferentes partidos). Pode, por isso, afirmar-se, com Gomes Canotilho e Vital Moreira, que o princípio democrático tem uma *dimensão representativa* «assente no sufrágio universal, igual, directo, secreto e periódico (artigo 10.º), num sistema eleitoral informado pelo princípio proporcional (artigo 116.º, n.º 5) e no pluralismo partidário (artigo 51.º)» (*Constituição da República Portuguesa*, 2.º vol., 2.ª ed., Coimbra, 1985, p. 17). Segundo os mesmos comentadores, «o elemento essencial do sistema eleitoral democrático é o *princípio da proporcionalidade* na eleição das assembleias representativas e demais órgãos colegiais directamente eleitos», princípio esse que se reduz, afinal, «a garantir que ao menos nos órgãos representativos esteja configurada a diversidade de representações e orientações político-ideológicas que estruturam politicamente a sociedade» (*ob. cit.*, 2.º vol., pp. 20 e 21). A nossa Constituição parte do princípio de que «o sistema eleitoral é um método para obter uma mais *fiel representação* do universo político ideológico do País, e não um instrumento para fabricar maiorias parlamentares a todo o custo. O sistema proporcional há-de garantir duas coisas: a) que todas as correntes políticas minimamente significativas obtenham representação, fazendo eleger candidatos seus; b) que as várias correntes políticas obtenham representação em proporção da sua quota de votos, sem discrepâncias significativas» (G. Canotilho e Vital Moreira, *ob. cit.*, 2.º vol., p. 21).

5 — Vejamos, pois, se foram acolhidos pelo legislador do novo Estatuto os preceitos constitucionais acima analisados no presente caso.

Começemos pela divisão dos círculos eleitorais e pela atribuição de deputados a cada círculo.

Neste plano impõe dizer-se desde logo que a coincidência dos círculos eleitorais com os municípios não é uma imposição constitucional, tratando-se da solução que o Estatuto Provisório de 1976 criou a *título transitório* para a Região Autónoma da Madeira, diferentemente do que sucede quanto aos Açores (em que os círculos coincidem com cada uma das nove ilhas do arquipélago). Nada fazia prever que tal Estatuto vigorasse durante mais de 13 anos, *o que ficou a dever-se à rejeição por inconstitucionalidade de uma versão de Estatuto definitivo em 1980 e à caducidade de uma proposta de lei por força da dissolução da Assembleia da República em 1985*.

O Presidente da República não impugnou a constitucionalidade da norma do n.º 1 do artigo 10.º deste decreto da Assembleia da República, que estabelece a mesma solução de fazer coincidir os círculos eleitorais com os municípios existentes nas ilhas da Madeira e de Porto Santo. Nada há em si de constitucionalmente ilegítimo no acolhimento de tal solução. Impõe, porém, afirmar-se que tal solução *não pode acarretar uma desfiguração da RP*, nomeadamente no caso de se pretender que a Assembleia Legislativa Regional tenha um número de deputados da ordem da meia centena.

A tese que fez maioria considera que o princípio da autonomia regional pode justificar certas entorses ao princípio da igualdade do sufrágio, isto é, ao princípio de que a cada cidadão deve caber um voto de igual peso (*one person, one vote*), sustentando ainda a mesma tese que a Constituição não impõe uma proporcionalidade estrita e rigorosa na determinação dos círculos e na repartição dos mandatos. A necessidade de que os eleitores residentes na ilha de Porto Santo se agrupassem num círculo seria uma exigência decorrente das «características geográficas, económicas, sociais e culturais» que estão na base das aspirações autonomistas das populações insulares que fundamentam o sistema constitucional da autonomia regional (artigo 227.º da Constituição).

Sem negar que a insularidade acarrete determinadas consequências no plano da concretização legislativa da autonomia regional, não pode concluir-se dessa circunstância que, por exemplo, o concelho de Porto Moniz, aquele que menos eleitores recenseados tem na ilha da Madeira, haja também de constituir um círculo eleitoral que eleja dois deputados regionais num universo de 51 deputados.

A solução do decreto em apreciação conduz às seguintes consequências: se a Região Autónoma da Madeira constituísse um círculo único, o quociente da divisão do número de eleitores recenseados pelos mandatos de deputados regionais atingiria o valor de 3756. Através da criação de 11 círculos, verifica-se que os valores da divisão do número dos recenseados pelos mandatos conferidos a cada círculo atinge o seu valor mais alto no caso da Ribeira Brava (4992) e o seu valor mais baixo no caso do círculo de Porto Moniz (1461). Quer dizer, no caso em análise, a relação de proporcionalidade de eleitores recenseados por referência ao número de mandatos do círculo de Porto Moniz e do da Ribeira Brava cifra-se no número de 3,41. A um eleitor de Porto Moniz correspondem quase três eleitores e meio na Ribeira Brava, atendendo ao «peso numérico» dos respectivos votos...

Cabe às jurisdições constitucionais fazer respeitar o princípio da igualdade do sufrágio, como sucedeu com o Supremo Tribunal Federal Norte-Americano nas cé-

lebres decisões *Reynolds v. Simse Westburry v. Sanders*, de 1964, em que se estabeleceu claramente o princípio de que a Constituição da União impõe uma igualdade entre o número de eleitores de cada circunscrição para efeitos de eleição dos representantes no Congresso, não podendo a oscilação admissível ultrapassar margens estreitas. No caso das eleições de Chiba, o Supremo Tribunal Japonês considerou inconstitucional uma eleição em que em certa circunscrição a distorção da relação de eleitores atingia o valor de cinco para um, sendo certo que a lei eleitoral só admitia primitivamente distorções máximas de dois para um (decisão de 14 de Abril de 1976, podendo ver-se extractos dessa decisão em W. F. Murphy e Joseph Tanenhaus, *Comparative Constitutional Law-Cases and Commentaries*, Nova Iorque, 1977, pp. 566-571). Também o Conselho Constitucional Francês foi chamado recentemente a fiscalizar o modo como o legislador tinha recortado as circunscrições eleitorais na Nova Caledónia, considerando constitucionalmente ilegítimas variações do tipo das aqui encontradas.

Sem se ignorar as distorções que a existência de deputados de «contingente» provoca em certos sistemas políticos que acolhem a RP (como é o caso da vizinha Espanha), crê-se que o *princípio de igualdade eleitoral dos cidadãos* (artigo 10.º, n.º 1, da Constituição) *implica a ilegitimidade constitucional das soluções que provocam oscilações da gravidade das acima detectadas nos casos dos círculos da Ribeira Brava e de Porto Moniz*, em relação aos quais não podem encontrar-se justificações defensáveis, do tipo das acolhidas na posição que fez vencimento quanto aos Açores na extinta Comissão Constitucional (veja-se o parecer n.º 11/82, in *Pareceres da Comissão Constitucional*, 19.º vol., 1984, Lisboa, pp. 57 e segs., e os votos de vencido do então relator e do ora signatário quanto à solução legislativa constante da Lei Eleitoral para os Açores).

6 — Mas a solução constante dos n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do Decreto n.º 293/V é patentemente inconstitucional na sua globalidade, em virtude do peso relativo de *círculos exíguos* (de dois deputados) no conjunto de círculos, circunstância que acarreta a desfiguração da RP.

Já no parecer n.º 29/78 da extinta Comissão Constitucional, a propósito de uma versão da Lei Eleitoral para a Assembleia da República, esse órgão entendia que, no caso de eleição da Assembleia da República, o «limite substantivo inultrapassável» era o que resultava da imposição «de não frustrar a regra da proporcionalidade, elevada a limite material de revisão constitucional». A Comissão Constitucional afirmava de seguida que tal regra «ficaria frustrada, por exemplo, se o País fosse dividido em círculos com um número insignificante de deputados» (in *Pareceres da Comissão Constitucional*, 7.º vol., Lisboa, 1980, p. 60).

Também na doutrina, Gomes Canotilho e Vital Moreira — a propósito do caso paradigmático da Assembleia da República — referem que a liberdade legislativa na criação dos círculos eleitorais está longe de ser total. É que, por um lado, a divisão dos círculos eleitorais não pode ser arbitrária, devendo basear-se em critérios objectivos, tomando em conta, em especial, a divisão administrativa do território; e, por outro lado, «o sistema de representação proporcional, que é um princípio fundamental de direito eleitoral [cf. artigos 116.º, n.º 5, e 290.º, alínea h)], implica que os círculos eleitorais têm de ter uma dimensão mínima que não

defraude aquele sistema» (*ob. cit.*, 2.º vol., p. 156). No dizer dos mesmos constitucionalistas, tais limites «são tanto mais importantes quanto é certo que a manipulação do número e da divisão dos círculos eleitorais tem sido, em Portugal e no estrangeiro, um dos mais privilegiados instrumentos de manipulação política, especialmente no sentido de fabricar maiorias artificiais» (*ibid.*).

Uma outra exigência da RP é a de *que não haja círculos uninominais*, exigência que foi afirmada por este Tribunal no seu Acórdão n.º 183/88 (in *Diário da República*, 1.ª série, n.º 190, de 18 de Agosto de 1988).

Ora, se é certo que a solução em apreciação eliminou os círculos uninominais [que seriam, por força dos números, de 4000 e 2000 eleitores estabelecidos no n.º 2 do artigo 10.º deste decreto, os de Porto Moniz, de Porto Santo e de São Vicente (cf. citado Acórdão n.º 183/88)], *a verdade é que uniformizou sete círculos, pela atribuição a cada um de dois deputados*, não obstante os respectivos eleitores recenseados em 1990 oscilarem entre um máximo de 9985 no círculo da Ribeira Brava e um mínimo de 2923 no de Porto Moniz.

É bem conhecido, porém, que os sistemas de RP resultam profundamente desvirtuados nos casos em que «os mandatos são atribuídos segundo uma fórmula de RP em muitos círculos de tamanho pequeno» (Dieter Nohlen, *Two Incompatible Principles of Representation*, in A. Lijphart e B. Grofman, *Choosing an Electoral System — Issues and Alternatives*, Nova Iorque, 1984, p. 83). Nesses casos, de facto, o limiar efectivo de representação é muito alto, o que acarreta um grau considerável de desproporcionalidade ao sistema globalmente considerado, podendo torná-lo misto de sistema maioritário — sistema de RP. Como escreve James Hogan, «o ponto decisivo na RP é a dimensão das circunscrições (*constituencies*): quanto maiores as circunscrições, isto é, quanto maior o número de membros que elegem, tanto mais acentuadamente se aproximará o resultado da proporcionalidade. Por outro lado, quanto menor for a circunscrição, isto é, quanto menos membros atribuir, mais radical será o afastamento da proporcionalidade ... O sistema da proporcionalidade, na medida em que se conformar com o princípio da proporcionalidade, irá em direcção da multiplicação [de partidos]» (transcrito em Douglas W. Rae, *The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven e Londres, 1971, p. 115; veja-se nesta obra a representação gráfica e numérica das relações de proporcionalidade quanto aos mandatos atribuídos às diferentes circunscrições nas pp. 116 e segs.).

De harmonia com o Estatuto Provisório, se tivesse havido eleições em 1990, os deputados regionais eleitos em círculos diminutos (de um ou dois membros) representariam apenas 14% do total (oito em 56). Se tivesse entrado em vigor a solução considerada inconstitucional pelo Acórdão n.º 183/88, tal percentagem teria sido de 22%. Com a solução em apreciação, mais de um quarto dos deputados teriam sido eleitos em círculos de dois lugares (14 em 51, ou seja, 27,4%).

Parece óbvio que a existência de um círculo único na Região garantiria uma proporcionalidade máxima. Mas está longe de tratar-se da única solução defensável. Acontece, porém, que basta transpor as percentagens verificadas no último acto eleitoral para a Assembleia Legislativa Regional (o realizado em 9 de Outubro de 1988; veja-se o mapa oficial da eleição, publicado

no *Diário da República*, 1.ª série, n.º 250, de 28 de Outubro de 1988) para os eleitores inscritos em 1990 para se verificar que a nova solução legislativa em apreciação acentuaria a distorção já existente; se então o partido maioritário, com 62,36% dos votos validamente expressos, obteve 41 mandatos num total de 55 (isto é, 74,5%), o mesmo partido obteria em 1990, com os dados actuais do recenseamento, 42 mandatos num total de 56 (75%) se fosse aplicada a solução da legislação de 1976 e 39 mandatos num total de 51 (isto é, 76,47%) com a solução constante do decreto da Assembleia da República. Em contrapartida, o segundo partido mais votado, com 16,79% dos votos, veria diminuir a sua percentagem de mandatos no total, tal como o partido menos votado, que ainda conseguiu eleger deputados regionais em 1988.

Importa acentuar ainda que as considerações feitas não partem do princípio da conformidade constitucional da solução em matéria eleitoral do Estatuto Provisório de 1976, como é óbvio. *Mas servem para demonstrar que a nova solução agrava a desproporcionalidade do sistema em vigor*, sendo claramente desconforme com as imposições da lei fundamental (artigos 116.º, n.º 5, e 233.º, n.º 2).

Por último e no que toca à invocada distinção do sistema de RP por este decreto, remete-se para a argumentação expendida nos diferentes votos de vencido, em especial nos dos Ex.ªs Conselheiros Luís Nunes de Almeida, António Vitorino e Sousa Brito. — *Armindo Ribeiro Mendes*.

Declaração de voto

Vencido, quanto à alínea *a*) da conclusão, por entender que os n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º violam os princípios da proporcionalidade (artigos 116.º, n.º 5, e 233.º, n.º 2, da Constituição) e da igualdade (artigo 10.º, n.º 1, da Constituição) do sufrágio.

1 — A Constituição não impõe uma regra de integral proporcionalidade, sem restrições nem excepções. A integral adopção de uma regra da proporcionalidade levaria a atribuir a cada candidatura o número de mandatos proporcional aos votos recebidos em todo o território eleitoral. Ora, a exigência de que «a conversão dos votos em mandatos» (artigo 116.º, n.º 5), nomeadamente dos órgãos electivos das regiões autónomas [artigos 116.º, n.º 1, 233.º, n.º 2, e 288.º, alínea *h*)], se faça «de harmonia com o princípio da representação proporcional» (artigos 116.º, n.º 5, e 233.º, n.º 2) obriga apenas positivamente a que apenas o sistema eleitoral resultante, deste ponto de vista da conversão de votos em mandatos, tenha as características de um «sistema proporcional» [artigos 116.º, n.º 5, e 288.º, alínea *h*)].

A proporcionalidade é uma consequência constitucional da igualdade do sufrágio, e esta configura um aspecto do direito ao sufrágio. A transferência, na primeira revisão, da menção da igualdade do sufrágio do n.º 2 do artigo 48.º da versão originária da Constituição para o n.º 1 do artigo 10.º não significou um enfraquecimento deste direito político fundamental, mas um reforço da ligação do direito ao sufrágio igual ao próprio princípio democrático. Todos os cidadãos são iguais, e essa igualdade exprime-se na igual ponderação da sua vontade na formação da vontade política. O princípio proporcional visa garantir o igual peso de

cada voto e assim realizar a igualdade democrática dos cidadãos: não só contam igualmente, mas também influem igualmente. A igualdade do valor da contribuição de cada voto para o resultado eleitoral (do valor do resultado do voto) garante maximamente a igualdade do poder político que cada eleitor exerce ao votar. Sendo a igualdade quanto à influência no resultado das eleições uma dimensão constitucional do direito fundamental ao sufrágio enunciado no artigo 49.º, está, nos termos do artigo 17.º, sujeita ao regime do artigo 18.º, todos da Constituição. Por consequência, quaisquer restrições legais «devem limitar-se ao necessário para salvaguardar outros direitos ou interesses constitucionalmente protegidos» (n.º 2 do artigo 18.º); além de necessariamente gerais e abstractas e não retroativas, tais restrições «não podem diminuir a extensão e o alcance do conteúdo essencial» (n.º 3 do mesmo artigo) do direito a sufrágio igual. Assim, o princípio da proporcionalidade só permite restrições que não o descaracterizam (compatíveis com o sistema proporcional) e que sejam necessitadas pela consideração de outros princípios constitucionais. Temos aqui a dimensão negativa do princípio da proporcionalidade.

Quais os critérios da necessidade do ponto de vista da consideração de outros interesses ou princípios constitucionalmente relevantes e da compatibilidade com o sistema proporcional das possíveis restrições? Os preceitos especiais relativos às eleições para a Assembleia da República, que, pela sua importância, a Constituição regula com mais pormenor, são reveladores dos limites apertados em que a ponderação de outros interesses e conexos princípios reconhecidos constitucionalmente pode justificar restrições a uma regra de proporcionalidade integral ou pura. Assim, é sabido que o método da média mais alta de Hondt implica o favorecimento dos grandes partidos, enquanto o método dos restos maiores favorece as listas menos votadas (cf. Maurice Duverger, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, 14.ª ed., 1975, I, p. 119). A opção pelo primeiro (artigo 155.º, n.º 1) justifica-se porque, sendo inevitável algum favorecimento em qualquer método, é um interesse atendível o aumento da funcionalidade que para o sistema político pode resultar da maior estabilidade governativa, que a concentração partidária pode facilitar. Esta mesma razão, e, ainda, nomeadamente, os interesses em maior personalização da escolha, melhor representação de interesses regionais, correcção da tendência para a assimetria no recrutamento geográfico do pessoal político e democraticamente indesejável, justificará também o carácter meramente facultativo da existência de um círculo eleitoral nacional (artigo 152.º, n.º 1), que é a única maneira de garantir a integral proporcionalidade. Mas o desvio assim justificado é limitado pela exigência da proporcionalidade entre o número de eleitores de cada círculo eleitoral e o número de mandatos (n.º 2 do artigo 152.º). Pela mesma razão da prevalência do respeito pelo sistema proporcional, se terá de considerar inconstitucional a proliferação de círculos com poucos mandatos (neste sentido, os Pareceres da Comissão Constitucional n.ºs 29/78, *Pareceres*, 7.º vol., p. 60, e 11/82, *Pareceres*, 19.º vol., p. 86, e o Acórdão deste Tribunal n.º 1883/88, *Diário da República*, 1.ª série, de 18 de Agosto de 1988, pp. 3437 e seg.). Também a proibição da discriminação resultante de cláusulas-barreiras — estabelecida no n.º 2 do artigo 155.º — é uma proibição de descaracterizar o sistema, tanto mais signifi-

cativa das valorações constitucionais quanto tais cláusulas têm sido admitidas, embora com protestos de parte da doutrina, pela jurisprudência constitucional de Estados que adoptam o sistema proporcional — como a República Federal da Alemanha e a Áustria, em nome do interesse na facilitação da formação de governos —, e de maiorias parlamentares estáveis, que é típico do sistema eleitoral maioritário.

Importa acentuar que a dupla dimensão do princípio da igualdade, na atribuição de igual peso numérico ao voto e de igual valor quanto ao resultado, que se tem de considerar consagrada na Constituição, implica a adopção do sistema proporcional e, mais do que isso, o tratamento de qualquer desvio da proporcionalidade integral como restrição ao direito à igualdade do sufrágio, sujeita ao regime de restrições de direitos políticos fundamentais. A jurisprudência constitucional alemã (BVerfGE 1,208,244), que considerou o princípio da igualdade do voto compatível com o sistema maioritário, entende então essa igualdade apenas como igualdade de valor numérico, por em tal sistema «não poder haver igual valor de resultado para todos os votos, seja qual for o sentido político em que são dados, porque só resultam os votos que são dados ao candidato vencedor». Só porque a Lei Eleitoral consagrou o sistema proporcional é que nesta concepção (*ibid.*, p. 242), através do princípio da igualdade (artigo 3.º da *Grundgesetz*), passou a existir um direito político fundamental a «igual valor de resultado do voto». Também segundo o Tribunal Constitucional Austríaco, «por direito de sufrágio igual só pode entender-se o contrário de direito plural ou de classe [...] exigir, para além disso, que cada voto tenha a mesma força, o mesmo valor útil ou de resultado, cai fora do princípio da igualdade do direito de sufrágio, até mesmo fora do domínio da possibilidade» (VfSlg 1381/31). É a partir deste entendimento que as jurisprudências constitucionais alemã e austríaca têm admitido cláusulas-barreiras, contrariadas pela doutrina que pretende deduzir das respectivas constituições o direito a igual valor de resultado do voto (por todos, na doutrina alemã, Hans Meyer, em *Handbuch des Staatsrechts*, ed. J. Isensee e P. Kirchhof, II, 1987, § 38, n.ºs 20 e segs., e, na austríaca, Manfred Nowak, *Politische Grundrechte*, 1988, pp. 398 e segs.).

Ora, a Constituição Portuguesa consagra claramente a dupla dimensão do direito de sufrágio igual, pelo que as orientações jurisprudenciais alemã e austríaca não são aceitáveis neste particular.

2 — Quanto às eleições para as assembleias legislativas regionais, há a considerar ainda, sem prejuízo das considerações feitas, o conjunto de interesses e princípios relacionados com a autonomia regional, que impõem o respeito pelas «características geográficas, económicas, sociais e culturais» e pelas «históricas aspirações autonomistas das populações insulares», em ordem a promover a participação democrática dos cidadãos, o desenvolvimento económico-social e a promoção e defesa dos interesses regionais, bem como o reforço da unidade nacional e dos laços de solidariedade entre todos os portugueses (artigo 227.º, n.ºs 1 e 2).

Resta saber se os n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do Decreto n.º 293/V da Assembleia da República respeitam o sistema proporcional, de modo a não o descaracterizarem, e se as restrições ao princípio da proporcionalidade que estabelecem são necessárias.

Tenho para mim que a resposta a ambas as questões deve ser negativa.

Impondo a Constituição uma interpretação do sistema proporcional em que as excepções à regra da proporcionalidade integral têm de ser justificadas segundo o regime do artigo 18.º, há que julgar a possível inconstitucionalidade dos n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do Decreto n.º 293/V, tendo em vista os seus efeitos sobre o sistema proporcional.

Das disposições em questão resulta que a maioria dos círculos eleitorais, tendo em conta a actualização do recenseamento eleitoral de 1990, referida no acórdão, ou seja, sete círculos em 11, têm dois deputados. Ora, os círculos com dois mandatos implicam que a percentagem necessária para garantir representação à minoria é de 33,4% e a necessária à maioria para garantir maioria de mandatos é de 66,7%; pode não se ter mandato com quase um terço dos votos e não se ter maioria de mandatos com quase dois terços de votos. Há tendência para impedir a formação de maioria — daí se falar aqui de sistema minoritário — e para um sistema de dois partidos (como no sistema maioritário). Os círculos de dois mandatos contrariam a própria lógica do sistema proporcional.

Por outro lado, mais de metade dos eleitos (52,8%) incluir-se-iam em círculos com cinco ou menos mandatos: 10 em 11 — todos menos o círculo do Funchal. Ora, em círculos de cinco mandatos ainda são necessários 16,6% dos votos para garantir à minoria representação. Tais círculos permitem assim desvios grosseiros à proporcionalidade. A média de deputados por círculo é de 4,6, substancialmente inferior à de todos os 16 sistemas proporcionais da OCDE considerados por Dieter Nohlen («Panorama des proportionelles», *Pouvoirs*, 32, 1985, pp. 38 e 39). A média correspondente nas eleições para a Assembleia da República é de 11,36. Estas características não são típicas, afastando-se excessivamente do modelo proporcional.

Passando a considerar o funcionamento previsível do sistema, partindo das percentagens obtidas pelos partidos nas eleições de 9 de Outubro de 1988 e aplicando a actualização do recenseamento já referida, pode calcular-se o desvio de proporcionalidade do sistema (relativamente à integral proporcionalidade). Esse desvio calcula-se somando as diferenças entre as percentagens de votos e de mandatos de todos os partidos concorrentes e dividindo por dois (porque a conta dos desvios a mais e a menos duplica o desvio). Obtém-se um desvio de 13,73, que, subtraído a 100, dá um índice de proporcionalidade de 86,87.

Ora, o índice de proporcionalidade média nos 17 sistemas proporcionais (16 europeus e Israel) considerados comparativamente em 1982 por Richard Rose (em *Choosing an Electoral System*, ed. A. Lijphart e B. Grofman, 1984, p. 75) é de 94, sendo o índice madeirense mais próximo da média dos sete sistemas não proporcionais considerados por Rose, que é de 86. O índice correspondente nas eleições de 1987 para a Assembleia da República é de 90.

Se for usado o critério de Nohlen (loc. cit.) para determinar o grau de proporcionalidade do sistema, pelas percentagens de votos mínima suficiente para maioria absoluta e máxima insuficiente para maioria absoluta, obtém-se na Região Autónoma da Madeira os valores de 35,4 e de 57,6, respectivamente (calculados pela actualização do recenseamento, considerando os cinco partidos com percentagem de votos superior

à média requerida para eleger um deputado e dando ao partido maioritário, primeiro, os eleitores com maior quociente eleitoral e depois os eleitores com menor quociente eleitoral, segundo os círculos).

Finalmente, verifica-se uma diferença máxima de quociente eleitoral (ou número médio de votos por deputado) entre os círculos de Porto Moniz e da Ribeira Brava, pela qual são necessárias 3,41 vezes mais de votos para eleger um deputado neste último círculo do que no primeiro.

Terá de concluir-se que da soma de todas estas características resulta uma acentuada desfiguração do sistema proporcional, o que torna, só por si, inconstitucionais os n.ºs 2 e 3 do artigo 1.º do Decreto n.º 293/V, por violação dos princípios da proporcionalidade e da igualdade de sufrágio.

3 — Mas seria necessário pagar tal restrição ao princípio da proporcionalidade para respeitar a coincidência dos círculos eleitorais com os municípios, que o princípio da autonomia tenderia a justificar?

Decerto que não. Não seria indispensável aumentar inconvenientemente o número de deputados para corrigir o desvio. A criação de um círculo regional adicional aos círculos municipais permitiria conciliar os princípios da igualdade e da proporcionalidade, por um lado, e da autonomia, por outro. Bastaria, para tanto, adoptar um sistema semelhante ao alemão ou ao proposto pelo deputado Jorge Miranda, da Acção Social-Democrata Independente, como alteração do artigo 155.º da Constituição (cf. Marcelo Rebelo de Sousa, *Os Partidos Políticos no Direito Constitucional Português*, 1983, pp. 646 e 647), por exemplo. Mas não compete ao Tribunal indicar a solução. — José de Sousa e Brito.

Declaração de voto

Votei vencido a conclusão da alínea a) por entender que o artigo 10.º do decreto da Assembleia da República viola o disposto no artigo 233.º, n.º 2, da Constituição, isto é, viola o princípio da representação proporcional na eleição da Assembleia Legislativa Regional, com os fundamentos seguintes.

I

1 — Preliminarmente à análise da conformidade constitucional à luz do princípio da representação proporcional não pode deixar de se atentar na especial circunstância de a matéria em apreço, versando sobre o sistema eleitoral para a Assembleia Legislativa Regional, constituir objecto da reserva absoluta de competência legislativa da Assembleia da República, nos termos do artigo 167.º, alínea j), da Constituição («Eleições dos titulares dos órgãos de governo próprio das regiões autónomas e do poder local, bem como dos restantes órgãos constitucionais eleitos por sufrágio directo e universal»).

Ora, ao constar de um decreto da Assembleia da República que aprova o Estatuto Político-Administrativo da Região Autónoma da Madeira, poderia pertinentemente colocar-se a dúvida de saber se não estaremos perante uma inconstitucionalidade formal resultante do facto de tal matéria não poder, por natureza, ser integrada naquele Estatuto Político-Administrativo.

Esta questão já havia sido suscitada no âmbito da própria Assembleia da República, em 1988, a quando da aprovação do Decreto n.º 99/V, pelo qual se alte-

rava a redacção do n.º 2 do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 318-D/76, de 30 de Abril. Foi então ponderado pela Comissão de Assuntos Constitucionais, Direitos, Liberdades e Garantias da Assembleia da República se seria admissível uma iniciativa legislativa avulsa da Assembleia Regional da Madeira sobre matéria eleitoral que comportava uma alteração ao Estatuto Provisório da Região Autónoma da Madeira sem que concomitantemente aquele órgão de governo próprio da Região desse cabal cumprimento à obrigação constitucional de proceder à aprovação da proposta de um estatuto político-administrativo definitivo, nos termos do artigo 294.º da Constituição, na redacção decorrente da primeira revisão constitucional de 1982 («Os estatutos provisórios das regiões autónomas estarão em vigor até serem promulgados os estatutos definitivos, a elaborar nos termos da Constituição»).

Como tive ocasião de explicitar nessa ocasião e na referenciada sede, nada obstava a tal iniciativa avulsa de alteração das normas do Estatuto Provisório sobre matéria eleitoral, desde que se entendesse que com tal labor legislativo não se estava verdadeiramente a proceder a uma alteração do Estatuto Político-Administrativo da Região, mas tão-somente a inovar em matéria de regime eleitoral que apenas formalmente integrava o Estatuto Provisório, e ainda desde que se considerasse que tal alteração legislativa não estava vinculada à especial tramitação de aprovação e modificação dos estatutos político-administrativos das regiões autónomas (nos termos dos n.ºs 2, 3 e 4 do artigo 228.º da Constituição).

A mesma questão foi aflorada pelo acórdão do Tribunal Constitucional que recaiu sobre o citado decreto parlamentar em sede de fiscalização preventiva da constitucionalidade (e que viria, aliás, a pronunciar-se pela sua inconstitucionalidade). A tal respeito escreveu-se nesse aresto (Acórdão n.º 183/88, publicado no *Diário da República*, 1.ª série, n.º 190, de 18 de Agosto de 1988):

Trata-se, portanto, de uma proposta de alteração do EPRAM, sobre matéria eleitoral, apresentada pela ARM.

E desde logo poderiam levantar-se algumas questões de constitucionalidade:

- 1.ª questão: a da possibilidade de os estatutos das regiões autónomas e suas alterações versarem *matéria eleitoral*, possibilidade que é negada por J. J. Gomes Canotilho e Vital Moreira, *Constituição da República Portuguesa Anotada*, 2.ª ed., 2.º vol., 1985, nota V ao artigo 228.º e nota III ao artigo 233.º;
- 2.ª questão: a da possibilidade de haver *alterações* ao EPRAM, uma vez que, por força do artigo 294.º da Constituição (n.º 3 do artigo 302.º na sua versão originária), «os estatutos provisório das regiões autónomas estarão em vigor até serem promulgados os estatutos definitivos, a elaborar nos termos da Constituição»;
- 3.ª questão: a da competência das assembleias regionais para fazerem propostas de leis de alteração *em matéria eleitoral*, nos casos em que esta matéria se contenha nos estatutos das regiões autónomas.

Certo é, porém, que nenhuma destas questões foi posta no requerimento do Presidente da República.

Desta citação resulta que, na ocasião, o Tribunal Constitucional entendeu não se dever pronunciar sobre as referidas questões de constitucionalidade apenas porque elas não eram suscitadas no requerimento de apreciação preventiva subscrito pelo Presidente da República. Mas, ao equacioná-las, o Tribunal reflectia o teor de diversas opiniões doutrinárias que à data já tinham sido emitidas e foram retomadas a propósito desse acórdão.

Com efeito, os autores citados no aresto (Canotilho e Vital Moreira) escrevem a este propósito (*op. cit.*, pp. 374 e 375):

Deve notar-se que o regime eleitoral regional não é matéria de estatuto regional, mas antes de lei comum da AR (ou de decreto-lei autorizado) (v. nota V ao artigo 228.º).

No mesmo sentido se pronuncia Jorge Miranda, em comentário ao citado acórdão do Tribunal Constitucional (in *O Direito*, ano 121.º, 1989, II, Abril-Junho), onde escreve que «se, por conseguinte, o estatuto de qualquer das regiões autónomas contiver normas sobre outras matérias que não as atinentes às atribuições e ao sistema de órgãos regionais (e a zonas conexas), elas deverão ter-se por inconstitucionais — *formalmente inconstitucionais*, por excesso de forma ou, mais rigorosamente, por violação das regras de iniciativa legislativa dos artigos 170.º e 228.º, conjugadas com as dos artigos 229.º e 233.º». E acrescentava ainda o mesmo autor, no comentário citado (*ob. cit.*, p. 364), que «foi realmente pena que o acórdão não tivesse abordado — não tenha podido abordar, em virtude do princípio do pedido (artigo 51.º, n.º 5, da Lei n.º 28/82, de 15 de Novembro) — as questões que refere no n.º 2.2: saber se os estatutos das regiões autónomas podem versar matéria eleitoral; saber se pode haver alterações ao Estatuto da Região Autónoma da Madeira, ainda provisório; saber se a Assembleia Regional da Madeira pode propor alterações a esse Estatuto em matéria eleitoral. Ainda bem, todavia, que teve consciência delas e que explicitamente as enunciou.

2 — A questão assim colocada pela doutrina depende essencialmente da interpretação da matéria que deve entender-se como estatutária *por natureza* e das consequências que daí advêm para as demais que, não o sendo, eventualmente possam integrar formalmente os estatutos político-administrativos das regiões autónomas.

Sobre o entendimento constitucional do âmbito das matérias estatutárias, escrevem Gomes Canotilho e Vital Moreira (*ob. cit.*, p. 354):

O princípio fundamental a ter em conta nesta matéria é o de que o estatuto regional é o estatuto de uma pessoa colectiva e, neste sentido, uma lei organizatória. Ele deve, pois, abranger todas — e deve abranger apenas — as matérias directamente definidas por esse objecto, designadamente: atribuições das regiões autónomas (cf. artigo 229.º) e sua delimitação em relação às de outras pessoas colectivas territoriais (Estado, autarquias locais): formação, composição e competência dos órgãos regionais e estatuto dos respectivos titulares (v. ar-

tigo 233.º, n.º 5). Em suma, o estatuto regional deve regulamentar as matérias previstas nos artigos 229.º a 235.º da Constituição em tudo aquilo que não esteja reservado para lei comum da AR, como sucede, por exemplo, com a lei eleitoral, a lei do sistema de planeamento e a lei do regime orçamental [artigo 167.º, alínea *f*), e artigo 168.º, alíneas *m*) e *p*), respectivamente].

No mesmo sentido escreve Jorge Miranda (comentário citado, *ob. cit.*, p. 364):

A função de cada estatuto político-administrativo (sublinhe-se *político-administrativo*) consiste em definir as atribuições regionais (artigo 229.º da Constituição) e o sistema de órgãos de governo próprio da região (artigo 233.º); ou, em geral, em desenvolver, explicitar ou concretizar as normas do título VI da parte III da lei fundamental, adequando-as às especificidades e às circunstâncias mutáveis dessa região; não consiste em estabelecer os princípios de toda a vida política, económica, social e cultural que aí se desenrola, porque isso cabe a Constituição — que é a Constituição da República, e não só do continente.

Do exposto resulta que, no entender dos citados autores, as matérias atinentes ao sistema eleitoral para as assembleias legislativas regionais não integram, *natureza*, o âmbito dos estatutos político-administrativos das regiões autónomas. Nesta óptica, exigindo as matérias eleitorais um *tratamento unitário*, postulado pelos diversos normativos constitucionais que se lhes referem [cf., entre outros, artigos 49.º, 116.º, 167.º, alíneas *a*) e *f*), 139.º, n.º 3, alínea *c*), 136.º, alínea *b*), e 288.º, alínea *h*)], a sua repartição, no tocante às regiões autónomas, pelas leis eleitorais e pelos estatutos prejudicaria tal unidade de tratamento e acarretaria a inconstitucionalidade formal dos correspondentes normativos estatutários.

3 — Posto isto, é bem certo que o presente requerimento de apreciação preventiva da constitucionalidade do Decreto da Assembleia da República n.º 293/V não suscita a questão da insusceptibilidade de integração no Estatuto Político-Administrativo da Madeira das matérias eleitorais sobre as quais versa o pedido do Presidente da República. Sem embargo, o Tribunal, por tal facto, não está impedido de a apreciar, porquanto, se é verdade que o Tribunal só pode declarar a inconstitucionalidade de normas cujas apreciação tenha sido requerida pelo Presidente da República, não é menos verdade que o pode fazer com fundamento na violação de normas ou princípios constitucionais diversos daqueles cuja violação foi invocada.

Assim sendo, nada impediria o Tribunal Constitucional de apreciar o disposto nos artigos 10.º e 11.º do decreto à luz da sua admissibilidade estatutária, isto é, à luz do critério da constitucionalidade do tratamento em sede de estatutos político-administrativos de matéria eleitoral que, por natureza, não integra o «núcleo definatório» desses estatutos.

Trata-se, desde logo, de um tema não isento de dificuldades, uma vez que, à semelhança do que sucede com as denominadas «matérias de interesse específico das regiões autónomas», também aqui a Constituição não contém nenhum preceito que elenque as matérias de natureza estatutária, às quais só será possível chegar através de uma interpretação dos preceitos constitucionais constantes do título VII da parte III da lei

fundamental e da sua compaginação com os demais normativos constitucionais que versam as autonomias regionais, desde logo o artigo 6.º, que define a natureza unitária do Estado.

Não foi este, contudo, o caminho seguido pelo Tribunal nem no Acórdão n.º 183/88 nem no presente aresto. Mas cumpre registar que entre um e outro a jurisprudência constitucional fez um certo caminho que, em meu entender, ainda peca por ser demasiado tímido.

Com efeito, onde em 1988 se deixou intocada a questão porque não suscitada pelo Presidente da República, desta feita dela se toma lateralmente conhecimento, ainda que não optando pela solução da inconstitucionalidade, mas sem que o percurso assim percorrido apareça devidamente fundamentado. Dito de outro modo: o Tribunal, no presente aresto, reflecte sumariamente sobre a questão (embora não suscitada pelo requerente), não coonest a tese da inconstitucionalidade formal que tem vindo a ser propugnada pela doutrina e implicitamente profere um juízo de admissibilidade constitucional de tratamento nos estatutos político-administrativos de matéria de natureza eleitoral, que, por natureza, neles não caberia nos termos constitucionais.

Admitindo, sem conceder, que tal solução não ofende, em concreto, a lei fundamental (e juízo bem diferente decerto não poderia deixar de ser emitido se, em vez de matéria eleitoral, que em parte é conexa com matérias organizatórias dos estatutos político-administrativos, estivéssemos confrontados com disposições atinentes a direitos, liberdades e garantias, por exemplo), afigura-se-nos que o Tribunal deveria ter ido mais longe e explicitado que não se pronuncia pela inconstitucionalidade nesta óptica em função de uma interpretação conforme à Constituição, interpretação essa, aliás, não isenta de algumas dificuldades de aplicação prática.

Com efeito, o tratamento de matéria eleitoral nos estatutos político-administrativos aparece com um *cavalier* estatutário, como uma norma «atraída» pela vocação organizatória do estatuto, que só poderia nele figurar na precisa e estrita medida em que dessa «integração estatutária» não resultasse a derrogação de nenhuma norma constitucional, desde logo da norma que confere aos deputados, aos grupos parlamentares e ao Governo da República o poder de iniciativa legislativa sobre matéria, nos termos do artigo 170.º da Constituição. Dito de outro modo: embora integrando o Estatuto Político-Administrativo da Região Autónoma da Madeira, o quadro normativo que regula o regime eleitoral da respectiva assembleia regional, que constitui reserva absoluta de competência legislativa da Assembleia da República [cf. artigo 167.º, alínea *f*), da Constituição], tão beneficiará, *por natureza*, do especial regime jurídico daqueles estatutos, podendo ser alterado por lei avulsa da Assembleia da República, sob iniciativa dos deputados, dos grupos parlamentares ou do Governo da República, ou ainda, nos termos do artigo 170.º, n.º 1, da Constituição, da Assembleia Legislativa Regional da Madeira, não beneficiando, por isso, do especial regime de alteração dos estatutos político-administrativos das regiões consagrado nos n.ºs 2, 3 e 4 do artigo 228.º da lei fundamental.

Sem embargo, tal interpretação conforme à Constituição sempre acarretará a necessidade de, em cada caso, compaginar o seu desiderato com a natureza de lei ordinária de valor reforçado de que usufruem os es-

tatutos político-administrativos das regiões autónomas, para efeitos de afastar um eventual juízo de ilegalidade das alterações avulsas por lei da Assembleia da República do regime eleitoral para a Assembleia Legislativa Regional da Madeira constante do Estatuto Político-Administrativo da Região, com fundamento na natureza não estatutária de tais matérias e tendo em vista garantir a observância da norma constitucional sobre a iniciativa legislativa (artigo 170.º).

Por estas razões entendi que o Tribunal deveria ter dedicado maior atenção à questão acabada de expor.

II

1 — Analisando agora o fundamento do meu voto de vencido quanto à conclusão da alínea *a*) do acórdão, poderei sinteticamente dizer que, acompanhando e subscrevendo o essencial da brilhante argumentação deduzida pela Sr.ª Conselheira Relatora, afasto-me da sua conclusão por divergir da aplicação ao caso dos pertinentes princípios invocados, como passarei a indicar.

2 — É entendimento generalizado na doutrina nacional e estrangeira que a caracterização de um sistema eleitoral assenta em duas vertentes fundamentais:

Por um lado, *no princípio de representação* corporizado nesse sistema, isto é, nos objectivos de ordem política da representação política por ele propiciada, nos fins últimos do sistema;

Por outro lado, *na fórmula de decisão*, isto é, na concreta fórmula ou metodologia de conversão dos votos em mandatos.

No caso vertente, o do *sistema da representação proporcional*, o princípio de representação consiste no objectivo de reflectir na composição do órgão electivo *com a maior exactidão possível* o universo das forças sociais e dos grupos políticos existentes na sociedade. O critério essencial de um sistema de representação proporcional é o de garantir a optimização dessa representação política pela correspondência entre o universo parlamentar e o universo das opções político-partidárias dos eleitores. Os sistemas de representação proporcional, neste contexto, visam politicamente aproximar-se de um modelo ideal de optimização da proporcionalidade e, consequentemente, do pluralismo de representação partidária no órgão electivo.

Contudo, como cumpre reconhecer, ao *princípio de representação* característico de um sistema de representação proporcional correspondem múltiplas formulações concretas, em face das quais se pode concluir que não existem sistemas integralmente proporcionais, embora o *grau de proporcionalidade* de cada sistema permita distinguir entre aqueles que apenas asseguram uma proporcionalidade mitigada e os que mais amplamente permitem uma representação proporcional menos distorcida e, consequentemente, mais próxima da pluralidade de opções partidárias expressas pelos eleitores através do sufrágio.

Paralelamente, é entendimento corrente na doutrina que em todos os sistemas eleitorais podemos encontrar elementos típicos do princípio da representação proporcional e elementos típicos do princípio da representação maioritária. Isto é, podemos encontrar elementos maioritários num sistema que, na sua resultante global, pode ser considerado como proporcional, tal como

se detecta a existência de elementos de proporcionalidade nos sistemas que se norteiam por um princípio de representação maioritário.

A este respeito é significativo o quadro comparativo da proporcionalidade nos sistemas de representação proporcional e nos de representação maioritária, fornecido por Richard Rose («En torno a las opciones en los sistemas electorales: alternativas políticas y técnicas», in *Revista de Estudios Políticos*, n.º 34, Julho-Agosto de 1983, p. 97):

	Índice de proporcionalidade
Sistemas de representação proporcional:	
Alemanha	98
Dinamarca	97
Holanda	96
Irlanda	96
Itália	95
Belgica	91
Luxemburgo	90
Espanha	81
Sistemas de representação maioritária:	
Japão	91
Estados Unidos da América (Câmara dos Representantes, 1976)	89
Canadá	88
Austrália	87
Grã-Bretanha	85
Nova Zelândia	80
França	80

Deste quadro resulta que existem sistemas de representação maioritária cuja resultante global é mais proporcional que a decorrente de certos sistemas considerados na sua essência como de representação proporcional. O que só se pode explicar analisando em cada caso as razões de distorção da proporcionalidade nesses sistemas de representação proporcional, razões essas que, por via de regra, andam associadas a dois elementos fundamentais:

Por um lado, à concreta fórmula de decisão adoptada, isto é, a metodologia de conversão de votos em mandatos;

Por outro lado, à dimensão das circunscrições.

3 — Analisemos, pois, a questão da dimensão das circunscrições, que é aquela que mais relevantemente se coloca neste caso para efeitos de análise da observância do princípio da representação proporcional. A representação proporcional pressupõe, em regra, circunscrições plurinominais, mas nem todas as circunscrições plurinominais, por o serem, garantem efectivamente uma resultante proporcional. Como escreve James Hogan (*Elections and Representation*, University College, Cork, Cork University Press, 1945, pp. 13 e 18), «o ponto decisivo da representação proporcional é a dimensão das circunscrições: quanto mais vastas forem as circunscrições, ou seja, quanto maior for o número de membros que elegem, mais de perto o resultado se aproximará da proporcionalidade. Pelo contrário, quanto mais pequena for a circunscrição, ou seja, quanto menor for o número de membros que elege, mais radical será a distância que a separa da proporcionalidade».

Nesta ordem de ideias, as circunscrições plurinominais típicas dos sistemas de representação proporcional costumam dividir-se em três grupos: as de diminuta dimensão (entre 2 e 6 deputados), as de média dimensão (entre 6 e 15 deputados) e as de grande dimensão (acima de 15 deputados). O que torna desde logo a escolha da dimensão das circunscrições como um elemento extremamente relevante para a obtenção de uma resultante final efectivamente proporcional.

Sobre o significado dessa escolha para o desiderato final do sistema eleitoral pronunciou-se Douglas W. Rae (*The Political Consequences of Electoral Laws*, edição revista, Yale University Press, New Haven, 1975, p. 119) nos seguintes termos:

A fórmula eleitoral destinada a produzir a proporcionalidade depende em larga medida da dimensão das circunscrições em termos da sua própria eficácia. Dimensões muito pequenas — digamos de três lugares — frustram a mais eficaz fórmula de representação proporcional nos seus efeitos.

De igual forma escreve, a este propósito, Dieter Nohlen («Panorama des proportionnelles», in *Pouvoirs, Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n.º 32, p. 34):

Nas pequenas circunscrições, os mandatos só muito imperfeitamente contemplam de forma adequada todos os partidos políticos. A vantagem de que beneficiam os grandes partidos nas circunscrições eleitorais — considerada ao nível do país no seu conjunto — gera consideráveis diferenças entre a percentagem de votos e a percentagem de mandatos, de tal maneira que a regra da proporcionalidade, como regra de decisão, quando aplicada às pequenas circunscrições [de três a cinco lugares], não conduz à representação proporcional. Tal significa, portanto, que o voto em sistema proporcional nas pequenas circunscrições conduz a um sistema de representação maioritário.

A este propósito parece elucidativo o quadro comparativo da dimensão das circunscrições nos países das Comunidades Europeias que adoptam o sistema de representação proporcional:

País	Total de lugares	Número de circunscrições	Lugares por circunscrição
Belgica	212	30	7
Dinamarca	175	17	8
Alemanha (*)	248	10	24
Irlanda	166	41	4
Italia	630	31	20
Luxemburgo	59	4	15
Holanda	150	1	150

(*) República Federal da Alemanha (excluindo os círculos uninominais).

Fonte: Richard Rose, *ob. cit.*, p. 94.

Em face deste quadro, pode-se concluir que nos países referenciados, sem embargo das diferenças e oscilações médias verificadas (entre um mínimo de 4 lugares por circunscrição na Irlanda e um máximo de círculo nacional único na Holanda de 150 deputados), a regra é a de circunscrições eleitorais com mais de cinco/seis deputados por circunscrição. O que se com-

preenderá melhor se atentarmos na conclusão de Douglas Rae (*ob. cit.*, p. 116) segundo a qual a relação entre o número de mandatos por circunscrição e o grau de proporcionalidade é curvilínea, isto é, à medida que a dimensão das circunscrições aumenta, a desproporção entre a percentagem de votos e a percentagem de mandatos obtida diminui em termos médios, sendo esta diminuição progressiva e verificável sempre até circunscrições com cerca de 15/20 deputados, tendendo a partir daí a estabilizar ou a variar, em termos de desvio médio, de forma insignificante em círculos entre 20 e 100/150 deputados.

4 — Traçado este sucinto panorama da relevância da dimensão das circunscrições no grau de proporcionalidade do sistema eleitoral, importa aplicar as conclusões extraídas ao caso *sub judice*.

A Constituição da República Portuguesa refere em diversos normativos o princípio da representação proporcional.

Desde logo, no artigo 116.º, em sede de princípios gerais da organização do poder político (princípios gerais de direito eleitoral), refere-se-lhe no seu n.º 5, dispondo que «a conversão dos votos em mandatos far-se-á de harmonia com o princípio da representação proporcional».

No artigo 152.º (círculos eleitorais para a eleição da Assembleia da República) dispõe-se que «o número de deputados por cada círculo do território nacional, exceptuando o círculo nacional, quando exista, é proporcional ao número de cidadãos eleitores nele inscritos». E no artigo 155.º, definindo a fórmula de decisão de conversão dos votos em mandatos de deputados à Assembleia da República, estatui que «os deputados são eleitos segundo o sistema de representação proporcional e o método da média mais alta de Hondt».

No artigo 233.º, sobre os órgãos de governo próprio das regiões autónomas, no seu n.º 2, a lei fundamental consagra que «a assembleia legislativa regional é eleita por sufrágio universal, directo e secreto, de harmonia com o princípio da representação proporcional».

Expressão equivalente pode encontrar-se no n.º 2 do artigo 241.º da lei fundamental, enquanto princípio geral do poder local, onde se dispõe que «a assembleia será eleita por sufrágio universal, directo e secreto dos cidadãos residentes, segundo o sistema da representação proporcional».

Explicitando este preceito no que concerne às assembleias das regiões administrativas, o artigo 260.º da Constituição estipula que «a assembleia regional é constituída por membros eleitos directamente pelos cidadãos recenseados na área da respectiva região e por membros, em número inferior ao daqueles, eleitos, pelo sistema da representação proporcional e o método da média mais alta de Hondt, pelo colégio eleitoral constituído pelos membros das assembleias municipais da mesma área designados por eleição directa».

Finalmente, no artigo 288.º, enquanto limite material ao poder de revisão constitucional, consagra-se, na alínea h), «o sistema de representação proporcional».

Em face deste quadro, parece podermos concluir que a diversidade da nomenclatura constitucional aponta para o entendimento segundo o qual a nossa lei fundamental utiliza as expressões «sistema de representação proporcional» e «princípio de representação proporcional» com certa fungibilidade, compreendendo em tais referências quer o que designamos por *princípio de representação*, quer o que identificamos como *fórmula de decisão* do sistema eleitoral de representação

proporcional. A que acresce que, apenas no tocante à Assembleia da República, se foi ao pormenor de individualizar o critério da proporcionalidade como elemento norteador da definição dos círculos eleitorais (artigo 152.º, n.º 2).

Este tratamento normativo coonest a ideia de que a Constituição aponta para uma preocupação central de optimização da representação proporcional, a que acresce, no mesmo sentido, a proibição do estabelecimento de cláusulas-barreiras, constante do n.º 2 do artigo 155.º, no que concerne à eleição da Assembleia da República.

Ora, até por contraste com o disposto no n.º 2 do artigo 152.º, já aludido, é de concluir que na definição das circunscrições eleitorais a Constituição deixou ao legislador, nos demais casos, uma certa margem de liberdade na escolha do critério ou dos critérios legais a adoptar em cada caso. Ponto é que esses critérios respeitem sempre os limites do sistema de representação proporcional quanto à dimensão das circunscrições, e que são, em meu entender, os que atrás referi.

5 — Neste contexto, a Constituição permite ao legislador, na definição das circunscrições eleitorais na eleição para a Assembleia Legislativa Regional da Madeira, a escolha entre vários métodos possíveis, desde que aquele que venha a ser escolhido se possa considerar como observando os fins últimos do sistema de representação proporcional.

Como resulta do que já se deixou exposto, a questão da dimensão das circunscrições tem uma influência decisiva na resultante final do sistema e, consequentemente, na aferição do seu grau de proporcionalidade. Consideração que, aliás, o acórdão acolhe expressamente com base numa fundamentação que, no essencial, é convergente com o que penso sobre a matéria e já atrás deixei expresso. Só que a comunhão no plano dos princípios conduz a conclusões divergentes na sua aplicação prática.

O decreto em apreço consagra um sistema que assenta em dois pressupostos fundamentais:

Por um lado, cada círculo eleitoral corresponde a cada município da Região Autónoma, sendo atribuído a cada círculo assim determinado um mínimo de dois deputados (artigo 10.º, n.ºs 1 e 3, do decreto);

Por outro lado, a cada círculo eleitoral cabe um deputado por cada 4000 cidadãos eleitores recenseados e mais um por cada fracção de recenseados superior a 2000 (artigo 10.º, n.º 2, do decreto).

Da conjugação destas disposições resulta, de acordo com o recenseamento actualizado de 1990, o seguinte quadro:

Concelhos círculos	Eleitores	Número de deputados	Quociente por deputado
Calheta	9 671	2	4,835
Câmara de Lobos	19 708	5	3,941
Funchal	90 421	23	3,931
Machico	16 609	4	4,120
Ponta do Sol	6 609	2	3,304
Porto Moniz	2 923	2	1,461
Porto Santo	3 364	2	1,682
Ribeira Brava	9 985	2	4,992
Santa Cruz	18 310	5	3,662
Santana	8 192	2	4,096
São Vicente	5 927	2	2,936
	191 590	51	(*) 3,756

(*) Quociente geral (número de votos por deputado em termos médios)

O quadro demonstra que 7 das 11 circunscrições elegem apenas dois deputados, sendo, pois, circunscrições de diminuta ou mesmo exígua dimensão, o que, por si só, distorce a proporcionalidade, por definição. Do total de circunscrições apenas uma não se pode considerar como de pequena dimensão (a do Funchal), sendo assim a única que potencia a aplicação dos critérios típicos de um sistema de representação proporcional.

A atribuição «por contingente» de um mínimo de dois deputados por círculo, se bem que visando afastar a inconstitucionalidade resultante da existência de círculos uninominais (cf. o Acórdão do Tribunal Constitucional n.º 183/88, citado), não constitui, pois, por si só, solução que garanta o efectivo respeito do princípio da proporcionalidade.

Considerando agora a resultante global do sistema, dos 51 deputados a eleger, 28 são eleitos por circunscrições de pequena dimensão (14 dos quais em circunscrições exíguas de apenas 2 deputados) e 23 são eleitos na única circunscrição que não produz distorção da proporcionalidade.

Comparando, ainda na óptica da resultante global do sistema, o modelo do decreto com o sistema em vigor desde 1976, poder considerar-se que a solução em apreço conduz a resultados globais menos proporcionais do que o anterior regime: quer porque se passa de 8 deputados em 56 eleitos por circunscrições pequenas de 2 deputados (14% do número total de membros da assembleia) para 14 deputados em 51 eleitos em circunscrições de 2 deputados (o que representa 27,4% do número total de membros), quer ainda porque, aplicando a este sistema os resultados das eleições para a Assembleia Regional de 1988, verificamos que o «bónus» do partido mais votado aumenta (em 1988, a 62,36% dos votos corresponderam 75% dos mandatos, e, com o actual sistema, à mesma percentagem de votação corresponderiam 76,47% dos mandatos).

Do exposto resulta que, quer na concreta conformação dos círculos, quer na perspectiva da resultante global do sistema, há uma efectiva compressão do princípio da representação proporcional e que a eliminação das circunscrições uninominais acaba por produzir resultados que, no seu conjunto, são ainda menos proporcionais. Tal compressão é, aliás, reconhecida no Acórdão, que a justifica ou, pelo menos, considera tolerável em função do princípio da autonomia regional, questão que adiante retomarei.

6 — O decreto em apreço consagra um sistema eleitoral que pode ainda ser questionado na óptica do princípio da igualdade do voto, como se refere no Acórdão. Nesta perspectiva, cumpre reconhecer que, por definição, todos os sistemas eleitorais comportam uma certa desigualdade de votos, ponto é que tal desigualdade não seja excessiva ou intolerável ou não seja fruto de uma específica preocupação de «engenharia eleitoral» em a gerar.

Considerando os métodos de distribuição dos mandatos pelos círculos eleitorais, o sistema vigente para a Assembleia da República, de acordo com o recenseamento de 1990, permite concluir que, num universo de 226 deputados (excluídos os dos círculos da emigração) e de 8 112 570 eleitores, o quociente geral de eleição de um deputado é de 35 896 eleitores por deputado. Considerando a aplicação do critério legal (distribuição dos mandatos pelos círculos segundo o método de Hondt), teremos que o círculo do Porto elegerá o seu último deputado com 35 212 votos (menos

680 votos que o quociente geral) e o círculo da Guarda elegerá o seu último deputado com 43 423 votos (7527 votos acima do quociente geral), considerando assim apenas os valores limites do deputado «menos dispendioso», em termos de votos, e do «mais dispendioso». Deste quadro resulta que, em termos de igualdade do voto, verifica-se uma amplitude de variação de 22 % do quociente geral (entre 1,9 % abaixo do quociente geral no Porto e 20 % acima do quociente geral na Guarda).

Aplicando o critério à Assembleia Legislativa Regional da Madeira, teremos que o deputado «menos dispendioso» será eleito em Porto Moniz por 1461 votos (2115 votos abaixo do quociente geral) e o «mais dispendioso» será eleito na Ribeira Brava por 4992 votos (1416 votos acima do quociente geral). Donde resulta uma amplitude de variação de cerca de 98 % do quociente geral (entre 59 % abaixo do mesmo e 39 % acima dele).

Embora estas amplitudes de variação sejam impressionantes pela sua expressão numérica, afigura-se-me que por si só não constituem uma violação do princípio da igualdade do voto, atendendo a que as discrepâncias mais significativas em relação ao quociente geral apenas se verificam em duas circunscrições (Porto Moniz e Porto Santo), podendo considerar-se, apesar de tudo, que a resultante global do sistema, na sua expressão mais relevante (em 8 dos 11 círculos), consagra oscilações votos/deputado eleito entre cerca de 3300/1 deputado (Ponta do Sol) e 4900/1 deputado (Ribeira Brava).

Este tipo de discrepâncias verifica-se, aliás, na generalidade dos sistemas eleitorais onde se adopta um modelo de distribuição dos mandatos pelos círculos que resulta da confluência entre deputados atribuídos por contingente (mínimo de x deputados por círculo) e deputados atribuídos por um quociente baseado no número de recenseados ou sua fracção. É, por exemplo, o caso espanhol, cuja lei eleitoral consagra que existirão dois deputados por circunscrição e mais um por cada 144 500 habitantes ou fracção superior a 70 000. Neste sistema, o deputado «menos dispendioso» é eleito por 33 000 votos (em Soria) e o deputado mais «dispendioso» é eleito por 141 200 votos (em Madrid). Assim, em Espanha, sendo o quociente geral de 100 000 eleitores por deputado, a amplitude de variação é de 108 % do quociente geral (entre 67 % abaixo desse quociente e 41,2 % acima dele).

Adite-se que, precisamente por esta razão, o sistema eleitoral espanhol tem sido seriamente contestado, não na óptica da violação do princípio da igualdade do voto, mas sim na óptica da limitação à representação proporcional que tal metodologia inevitavelmente comporta (cf., a este propósito, Dieter Nohlen, «Los sistemas electorales entre la ciencia y la ficción. Requisitos históricos y teóricos para una discusión racional», in *Revista de Estudios Políticos*, n.º 42, Novembro-Dezembro de 1984, pp. 7 e segs.).

No limite, poderá dizer-se que a questão da igualdade do voto está menos dependente da fórmula de decisão do que da própria dimensão das circunscrições eleitorais. Com efeito, mesmo nos sistemas de representação maioritária, a contestação aos seus resultados é feita na óptica da fórmula de decisão e do «desperdício» de votos que a eleição uninominal a uma volta representa à escala nacional para o partido perdedor. Mas já na óptica da dimensão das circunscrições elei-

torais, os defensores do sistema maioritário assentam a sua argumentação precisamente no respeito pelo princípio da igualdade do voto garantido na fase da definição dos círculos, na consagração de limites rígidos à variação da sua dimensão e na igualdade de oportunidades dos partidos concorrentes em cada circunscrição para se poderem sagrar como ganhadores à escala nacional.

Cite-se, a propósito, o caso da jurisprudência do Supremo Tribunal Federal dos Estados Unidos da América (país onde se encontram os melhores exemplos de escola de *gerrymandering* eleitoral), que tem definido como limite à variação da dimensão de cada círculo uninominal ao nível de Estado federado um máximo de 10 % acima ou abaixo do quociente geral desse Estado, desta forma controlando a possibilidade de manipulação dos resultados em função da dimensão das circunscrições eleitorais e simultaneamente garantindo o princípio de igualdade do voto.

7 — Chegado a este ponto, ao considerar que a questão da igualdade do voto é, por si mesma, insuficiente para prefigurar uma violação da Constituição e ao comungar do essencial da argumentação do Acórdão quanto à relevância dos limites das circunscrições eleitorais para efeitos da resultante global proporcional do sistema, cumpre referir finalmente que se me afigura inexistir razão bastante para justificar a assinalada manifestação entorse ao princípio da representação proporcional com base no princípio da autonomia regional.

Na realidade, o decreto em apreço consagra uma solução que fere gravemente o princípio da representação proporcional, sem que a solução encontrada se possa justificar por inelutáveis e multirapassáveis condicionalismos da Região Autónoma da Madeira, designadamente de ordem geográfica. Com efeito, se no caso dos Açores, a existência de diversas ilhas, pela própria natureza das coisas, ainda poderia constituir um elemento integrante das especificidades regionais em função das quais a autonomia político-administrativa da Região foi concebida, e, consequentemente, justificar a pulverização de círculos eleitorais de diminuta dimensão em virtude do valor maior de garantir a identidade da representação política de cada uma delas, através de um círculo eleitoral próprio, na respectiva assembleia legislativa regional, tal não se verifica na Madeira, onde apenas Porto Santo constitui uma ilha separada (eventualmente a justificar um círculo eleitoral próprio de reduzida dimensão, por efeito de aplicação dos critérios atrás indicados para a Região Autónoma dos Açores) e onde as demais 10 circunscrições se situam na ilha da Madeira, com absoluta contiguidade geográfica entre si, à semelhança do que acontece com as circunscrições eleitorais no continente para a Assembleia da República (os distritos).

É que a coincidência dos municípios com os círculos eleitorais não constitui um postulado da Constituição, mas antes uma livre escolha do legislador, da qual resulta a assinalada entorse ao princípio da representação proporcional. Mas nada na lei fundamental obriga a essa coincidência. Pelo que outras soluções seriam concebíveis, que, sem comportarem o aumento desmesurado da composição da assembleia legislativa regional, efectivamente garantissem o eficaz funcionamento do sistema de representação proporcional (v. g., o agrupamento num círculo eleitoral de dois ou mais concelhos, a criação de um círculo único à escala regional ou até a destriça entre círculos de candidatura

— coincidentes com cada município — e círculos de apuramento dos resultados — formados com base no agrupamento de concelhos).

A autonomia político-administrativa das regiões autónomas, sendo de base territorial, não é consagrada constitucionalmente como a resultante de uma representação intermunicipal que impusesse o município como matriz das diferentes circunscrições eleitorais. A que acresce que, em bom rigor, o único postulado em termos de definição das circunscrições eleitorais que nos fornece a doutrina e a prática concreta aponta no sentido de não desagregar entidades administrativas por vários círculos eleitorais (v. g., não dividir um concelho integrando parte ou partes dele em dois ou mais círculos eleitorais), nada impedindo, como sucede nas eleições para a Assembleia da República, que uma circunscrição eleitoral compreenda vários concelhos agregados.

Assim sendo, a tradição de 14 anos de autonomia regional de coincidência dos círculos eleitorais com os municípios não constitui, por si só, em meu entendimento, razão bastante para configurar um interesse regional ancorado no princípio da autonomia regional que legitime a distorção da proporcionalidade que o sistema normativo em apreço produz. Até porque não me parece aceitável que se justifique uma entorse a um princípio constitucional de tão assinalável relevância, como é o princípio da representação proporcional, apenas com base na pretensa tradição de um sistema cuja conformidade constitucional não se pode dar por adquirida como ponto de partida de um juízo de constitucionalidade, nem se pode presumir apenas por força do decurso do tempo e da ausência de iniciativas de fiscalização da respectiva constitucionalidade.

Daí o meu voto de vencido, por entender que há violação do princípio da representação proporcional constante do n.º 2 do artigo 233.º da Constituição. — António Vitorino.

Declaração de voto

Votei vencido na parte em que o acórdão se não pronunciou pela inconstitucionalidade das normas constantes dos n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do Decreto da Assembleia da República n.º 293/V, que aprova o Estatuto Político-Administrativo da Região Autónoma da Madeira, pelas seguintes razões:

1 — A Constituição Portuguesa consigna, no seu artigo 13.º, o princípio da igualdade e estabelece, no artigo 10.º, n.º 1, que «o povo exerce o poder político através do sufrágio universal, igual, directo, secreto e periódico», ou seja, consagra, como princípio básico atinente ao exercício do poder político, a igualdade de sufrágio.

Essa igualdade de sufrágio, assente na regra *one man, one vote, one value*, implica não só a proibição do voto plural, como também a exclusão de todos e quaisquer artifícios tendentes a conceder, na prática, ao voto de certos cidadãos um peso superior ao voto dos restantes.

Questão particularmente conhecida e tratada pela jurisprudência e pela doutrina, neste domínio, é a que se refere à delimitação das circunscrições eleitorais e à atribuição de mandatos a cada uma das circunscrições.

Na verdade, para que o voto de todos os cidadãos seja efectivamente igual, o número de eleitores de cada circunscrição há-de ser idêntico (no caso de círculos uni-

nominais) ou, então, o número de mandatos atribuídos a cada circunscrição há-de ser proporcional ao respectivo número de eleitores (no caso de círculos plurinominais).

Por isso, os desvios a esta regra ou se encontram especialmente previstos na Constituição — como acontece no artigo 152.º, n.º 2, da nossa lei fundamental, para o caso dos círculos de fora do território nacional — ou só poderão ser admitidos em casos excepcionais, fundados em circunstâncias particularmente atendíveis, e desde que não afectem de forma significativa a igualdade do sufrágio, encarada, agora, numa perspectiva mais geral.

Há, pois, que determinar se foram ultrapassados os limites constitucionalmente admissíveis para os desvios ao princípio da igualdade nesta matéria.

2 — Desde 1962 (caso *Baker v. Carr*) que o Supremo Tribunal dos Estados Unidos da América tem vindo a apreciar questões paralelas, considerando geralmente como inadmissíveis desvios superiores a 20% entre circunscrições (caso *Chapman v. Meier*).

Aliás, numa jurisprudência assaz sugestiva, a Supreme Court afirmou que «o legislador representa pessoas, não árvores ou hectares», já que «é eleito por eleitores, não por quintas ou cidades ou interesses económicos». Assim, «se um Estado federado decidir que o voto dos cidadãos numa parte do Estado pesará duas vezes, cinco vezes ou 10 vezes o valor do voto dos cidadãos noutra parte desse Estado, há-de entender-se que o direito de voto dos que residirem na parte desfavorecida foi efectivamente diminuído», sendo, por outro lado, «evidente que o efeito dos projectos de recorte de circunscrição eleitorais que atribuissem o mesmo número de mandatos a um número desigual de eleitores seria idêntico», ou seja, igualmente ilegítimo (caso *Reynolds v. Sims*, in P. G. Kauper e F. X. Beytagh, *Constitutional Law Cases and Materials*, 5.ª ed., 1980, pp. 997 e segs.).

E a mesma Supreme Court esclarece, de forma igualmente sugestiva, que, «na medida em que o direito de voto de um cidadão for diminuído, é-o igualmente a sua qualidade de cidadão. O peso do voto de um cidadão não pode depender do seu domicílio. O número de habitantes é necessariamente o ponto de partida e o critério dominante nos litígios respeitantes à delimitação das circunscrições eleitorais» (id., *ibid.*).

Por seu turno, o Tribunal Constitucional Alemão, em sentença de 22 de Maio de 1963, mandou alterar a delimitação dos círculos eleitorais, considerando que a delimitação então vigente se tinha «tornado inconstitucional, na medida em que já não correspondia manifestamente à repartição da população e em que já não se podia esperar que a distorção fosse reabsorvida», pelo que o legislador deveria «modificar a delimitação das circunscrições, reconduzindo os desvios dos círculos sobrepovoados ou subpovoados relativamente à média nacional a um número constitucionalmente aceitável» (Jean-Claude Béguin, *Le contrôle de constitutionnalité des lois en République fédérale d'Allemagne*, Paris, 1982, p. 278).

Também o Supremo Tribunal Japonês se tem debruçado sobre o assunto (designadamente nas suas decisões de 14 de Abril de 1976, de 7 de Novembro de 1983 e de 17 de Julho de 1985), considerando que a Constituição impõe a igualdade de representação e apontando, segundo parece, para a inadmissibilidade de a diferença de representatividade ultrapassar a relação de 1 para

3 — neste sentido, por sentença de 17 de Fevereiro de 1987, julgou inconstitucional a delimitação dos círculos para a eleição do conselho departamental de Tóquio, em que o desvio atingia a relação de 1 para 3,4 (cf. Mamiko Ueno, *Principe d'égalité et droit de vote*, policop., Aix-en-Provence, 1989).

Finalmente, refira-se a jurisprudência do Conselho Constitucional Francês, que, a propósito das eleições para a assembleia do território da Nova Caledónia, emitiu duas importantes decisões — 196 DC e 197 DC, de 8 e 23 de Agosto de 1985, respectivamente —, onde afirma expressamente que os critérios de delimitação das circunscrições hão-de ser «essencialmente» demográficos, embora possam não o ser «exclusivamente», e acaba por aceitar, tendo em conta «outros imperativos de ordem geral», que entende poder ser levado em conta, «numa medida limitada», um desvio entre circunscrições na relação de 1 para 1,83, depois de ter rejeitado um desvio na relação de 1 para 2,13 (cf. Louis Favoreu e Loïc Philip, *Les grandes décisions du Conseil constitutionnel*, 4.ª ed., Paris, 1986, pp. 677 e segs.).

3 — No caso vertente, e de acordo com as normas em causa, os círculos eleitorais para a Assembleia Legislativa Regional da Madeira ficam assim constituídos, segundo os dados do último recenseamento eleitoral, no que se refere ao número de eleitores que os compõem, ao número de mandatos que lhes são respectivamente atribuídos e ao número de eleitores por mandato:

Círculo	Eleitores	Mandatos	Eleitores/mandato
Calheta	9 671	2	4 835
Câmara de Lobos	19 708	5	3 941
Funchal	90 421	23	3 931
Machico	16 480	4	4 120
Ponta do Sol	6 609	2	3 304
Porto Moniz	2 923	2	1 461
Porto Santo	3 364	2	1 682
Ribeira Brava	9 985	2	4 992
Santa Cruz	18 310	5	3 662
Santana	8 192	2	4 096
São Vicente	5 927	2	2 963

No total, a Região Autónoma da Madeira conta com 191 590 eleitores recenseados, que se distribuirão por 11 círculos eleitorais, sendo o número médio de eleitores por mandato de 3756, já que o número total de mandatos será de 51.

Verifica-se, pois, que o desvio existente entre o círculo com maior número de eleitores por mandato — Ribeira Brava, com 4992 — e o número médio é de 33 %, enquanto o desvio entre o círculo com menor número de eleitores por mandato — Porto Moniz, com 1461 — e o mesmo número médio atinge percentagem ainda mais elevada, da ordem dos 61 %.

Por outro lado, o desvio entre circunscrições atinge a relação de 1 para 3,41 — ou seja, excede manifestamente a relação de 1 para 3 — no caso de Porto Moniz (1461), quando comparado com a Ribeira Brava (4992).

Importa, pois, averiguar se uma distorção como esta, que, como vimos, conduz a que o peso relativo do voto de um eleitor de Porto Moniz seja 3,41 vezes superior ao do voto de um eleitor da Ribeira Brava, é compatível com o princípio constitucional da igualdade de sufrágio.

4 — A conclusão que mais imediatamente se retiraria dos números apontados e que, pelo menos aparentemente, coincidiria com a jurisprudência de tribunais congéneres estrangeiros seria a da inadmissibilidade constitucional da solução ora preconizada.

Todavia, em sentido contrário sempre se poderia invocar, em primeiro lugar, que a desigualdade apenas se manifesta verdadeiramente em relação à atribuição de dois mandatos — um em Porto Moniz e um em Porto Santo — num total de 51 mandatos de deputados regionais, o que torna a desigualdade muito limitada e com consequências quase despidiendas.

Em segundo lugar, tal desigualdade, num dos casos, encontraria justificação na circunstância de se ter pretendido salvaguardar a autonomia, enquanto circunscrição eleitoral, de um espaço geográfico que coincide com o de uma das ilhas do arquipélago (Porto Santo), sendo certo que a sobrerepresentação constituiria o preço a pagar para ultrapassar a dificuldade resultante da existência de círculos uninominais no quadro de um sistema de representação proporcional. E a isto acresceria que, no outro caso, puramente remanescente — o de Porto Moniz —, o desvio à regra se justificaria, porque apenas marginal, para se poder manter a coincidência entre divisão eleitoral e divisão administrativa.

Muito embora cada um destes argumentos, de per si, não deva ser considerado suficiente para afastar a violação do princípio da igualdade de sufrágio, admite-se que a sua combinação possa ter peso suficiente para se considerar que, *in casu*, se encontra justificado o desvio decorrente das normas impugnadas quanto ao respeito pelo aludido princípio.

5 — Todavia, as normas questionadas pelo Presidente da República, constantes dos n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do decreto da Assembleia da República em causa, violam irremediavelmente o princípio da proporcionalidade, designadamente quando apreciadas no contexto do n.º 1 do mesmo artigo 10.º, que faz coincidir os círculos eleitorais com os municípios.

A representação proporcional encontra-se expressamente consagrada na Constituição e tem de ser aplicada nas eleições para as assembleias legislativas regionais. Com efeito, a lei fundamental, no seu artigo 116.º, que regula os princípios gerais do direito eleitoral, estabelece que «a conversão dos votos em mandatos far-se-á de harmonia com o princípio da representação proporcional» (n.º 5), sendo certo que o artigo 233.º, n.º 2, acrescenta, para o caso que nos interessa, que «a assembleia legislativa regional é eleita por sufrágio universal, directo e secreto, de harmonia com o princípio da representação proporcional»; este relevo constitucional concedido à representação proporcional encontra, porém, o seu expoente máximo no artigo 288.º, que, ao estabelecer os limites materiais da revisão constitucional, inclui entre eles «o sistema de representação proporcional» na «designação dos titulares electivos dos órgãos de soberania, das regiões autónomas e do poder local» [alínea h)].

Ora, este princípio é ferido de forma inaceitável pelo sistema instituído pelas normas em apreço.

Na verdade, consoante assinalam Gomes Canotilho e Vital Moreira, cuja doutrina é, aliás, citada no Acórdão, «o sistema proporcional há-de garantir duas coisas: a) que todas as correntes políticas minimamente significativas obtenham representação, fazendo eleger candidatos seus; b) que as várias correntes políticas ob-

tenham representação em proporção da sua quota de votos, sem discrepâncias significativas» (*Constituição da República Portuguesa Anotada*, 2.ª ed., 2.º vol., p. 21).

Assim sendo, para verificar se o sistema ora instituído pelas normas impugnadas é ou não compatível com a Constituição, cumpre averiguar, primeiro, qual a sua efectiva configuração para, posteriormente, se poder aferir da conformidade dessa configuração com os índices exigíveis a um verdadeiro sistema proporcional, quer no que respeita à justiça na representação — relação entre as percentagens de votos obtidos e de mandatos atribuídos —, quer no que se refere à sua operatividade sociológica e política — grau de representatividade das minorias (sobre estas duas vertentes, cf. Bernard Owen, «Aux origines de l'idée proportionnelle», in *Pouvoirs*, n.º 32, p. 15).

6 — Consoante resulta dos cálculos efectuados a partir dos critérios estabelecidos nas normas em apreço sobre os dados do último recenseamento eleitoral fornecidos pelo STAPE, existirão na Região Autónoma da Madeira, e para a eleição da respectiva assembleia regional, 11 círculos eleitorais, dos quais sete com dois mandatos cada um, um com quatro mandatos, dois com cinco mandatos cada um, e um com 23 mandatos.

Quer isto dizer que dos 51 deputados 14 (ou seja, 27,5%) passarão a ser eleitos em círculos binominais, sendo certo que tais círculos representam cerca de 64% da totalidade dos círculos eleitorais (sete em 11). Assinala-se que, anteriormente, só oito deputados em 56 (ou seja, 14%) eram eleitos em círculos binominais ou uninominais e que tais círculos eram apenas cinco, num total de 11, não atingindo, pois, a maioria dos círculos.

Por outro lado, pelo sistema ora instituído, 28 dos 51 deputados à Assembleia Regional passam a ser eleitos em círculos com menos de seis mandatos atribuídos, quando, pelo sistema anterior, só 24 dos 56 deputados, seriam, na situação actual do recenseamento, eleitos em círculos dessa dimensão. Isto é, mais de metade dos deputados passarão a ser eleitos em círculos de pequena dimensão.

7 — Desde a já clássica obra de Douglas Rae que é sabido que «o desvio médio entre a votação e a percentagem de mandatos de cada partido varia em proporção inversa da dimensão dos círculos eleitorais: quando a dimensão aumenta, o desvio médio diminui» (*The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven, 1971, p. 115).

Aliás, a tal conclusão chegam todos os cultores da ciência política moderna, onde se colhem afirmações como, por exemplo: «a percentagem em que um partido deixa de ser penalizado pela sua pequenez tende a aumentar com a diminuição da dimensão dos círculos eleitorais» (Rein Taagepera, *The Effect of District Magnitude and Properties of Two-Seat Districts*, in Arend Lijphart e Bernard Grofman, *Choosing an Electoral System. Issues and Alternatives*, p. 93); «têm tentado também reduzir a efectividade da representação proporcional através da redução repetida do número de deputados eleitos em cada círculo», já que tal «aumenta o número de votos perdidos e, consequentemente, as correspondentes discrepâncias entre o apoio popular dos partidos e a respectiva representação» (Enid Lakeman, *How Democracies Vote — A Study of Electoral Systems*, p. 296); «as diversas dimensões dos círculos eleitorais produzem o seguinte efeito: quanto maior for o círculo, maior será a proporcionalidade» (Dieter Nohlen, *Sistemas Electorales del Mundo*, 1981, p. 107).

Isto não significa que para se respeitar o princípio da proporcionalidade seja necessário consagrar legalmente um círculo eleitoral único, como forma de assegurar uma integral proporcionalidade.

Com efeito, por um lado, e como se assinala no acórdão, o respeito pelo princípio da proporcionalidade não implica a adopção de uma proporcionalidade absoluta; por outro lado, e conforme se encontra amplamente demonstrado na doutrina da especialidade, a proporcionalidade aumenta de força explosiva, por cada mandato a mais, até aos seis mandatos, de forma muito acentuada entre os seis e os 10 mandatos, apenas significativamente entre os 10 e os 20 mandatos, mas tão-só ligeiramente acima deste último número (cf. Douglas Rae, *ob. cit.*, pp. 116 e 117).

Necessário é, pois, tão-só, que cada círculo «eleja um número de deputados suficientemente grande para ser divisível de modo a atribuir mandatos a todas as forças políticas que obtenham uma percentagem significativa de votos» (Gomes Canotilho e Vital Moreira, *ob. cit.*, p. 162). Esta necessidade, aliás, já havia sido detectada pela Comissão Constitucional, que, a propósito da Lei Eleitoral para a Assembleia da República, assinala:

Aqui, embora a pluralidade de círculos se retire da própria letra constitucional (artigo 152.º, n.º 2), o limite substantivo inultrapassável é o que resulta da imposição de não frustrar a regra da proporcionalidade, elevada a limite material de revisão constitucional [artigo 290.º, alínea h), *in fine*]. Esta regra ficaria frustrada, por exemplo, se o País fosse dividido em círculos com um número insignificante de deputados. [Parecer n.º 29/78, *Pareceres da Comissão Constitucional*, vol. 7.º, p. 60].

Eis, pois, a questão: é devidamente assegurada a representação proporcional aí onde 27,5% dos mandatos são disputados em círculos binominais e 55% dos mesmos mandatos são decididos em circunscrições que elegem cinco ou menos deputados?

8 — Na generalidade dos países da Europa Ocidental que adoptam sistemas de representação proporcional, a dimensão dos círculos eleitorais tende a variar, usualmente, entre os seis e os 20 mandatos (cf. Rein Taagepera, *ob. cit.*, p. 91; Dieter Nohlen, «Panorama des proportionnelles», in *Pouvoirs*, n.º 32, pp. 38 e 39).

Esta rejeição, salvo casos excepcionais ou muito limitados, de círculos eleitorais com menos de seis mandatos radica na circunstância de, em tais círculos, a proporcionalidade não funcionar de forma minimamente adequada.

Assim, Dieter Nohlen não tem reboço em afirmar que «em matéria de representação proporcional somos confrontados, ainda, em pequenas circunscrições (três a cinco mandatos), com particulares dificuldades de classificação. Nas pequenas circunscrições, os mandatos só muito imperfeitamente conseguem tomar em consideração, de forma adequada, todos os partidos políticos. A vantagem de que beneficiam os grandes partidos nas circunscrições eleitorais — considerada a nível do país no seu conjunto — envolve diferenças consideráveis entre a percentagem de votos e a percentagem dos mandatos atribuídos, de modo que a proporcionalidade como regra de decisão, quando aplicada nas pequenas circunscrições, não conduz à representação proporcional. Isto significa que o voto proporcional nas pequenas circunscrições conduz a um sistema de representação maioritário» («Panorama...», *cit.*, p. 34).

Repare-se que círculos pequenos, para este autor, são os de três a cinco mandatos, já que — parece — os de dois mandatos nem sequer são concebíveis. Esta é também a opinião de Lakeman, já que a propósito desses círculos de dois mandatos afirma que são «demasiado pequenos para permitir uma justa representação dos partidos políticos» (*ob. cit.*, p. 231).

Também Douglas Rae, no seu já referido célebre estudo, considera que os círculos de menos de seis mandatos são «pequenos» e acrescenta que «as fórmulas eleitorais escolhidas para produzir proporcionalidade dependem em larga medida da dimensão dos seus círculos para a sua eficácia» e que «dimensões muito pequenas, digamos, de três mandatos, frustrarão até a mais precisa fórmula de representação proporcional nos seus efeitos práticos» (*ob. cit.*, p. 119).

Tanto parece bastar para que se possa concluir que o sistema adoptado pelas normas em apreço, quer pela elevada percentagem de círculos de dois mandatos que institui, quer por fazer eleger a maioria dos deputados em pequenos círculos onde a proporcionalidade sofre profundas distorções, é radicalmente incompatível com o princípio da representação proporcional constitucionalmente consagrado.

9 — É possível, porém, avançar mais na demonstração da manifesta inconstitucionalidade das normas impugnadas, nesta perspectiva.

Supondo que cada partido manteria em futuras eleições as mesmas percentagens de voto que obteve, em cada círculo, nas últimas eleições para a Assembleia Regional, de acordo com os resultados constantes do mapa mandado publicar pela Comissão Nacional de Eleições (*Diário da República*, 1.ª série, de 28 de Outubro de 1988), teríamos que as respectivas percentagens de votos e de mandatos seriam as seguintes:

Partido	Percentagem de votos	Percentagem de mandatos
PPD/PSD.....	62,36	76,47 (39)
PS.....	16,79	13,72 (7)
CDS.....	8,19	3,92 (2)
UDP.....	7,73	5,88 (3)
CDU.....	2,03	—
PDA.....	0,62	—
PCTP/MRPP.....	0,40	—

Verifica-se, assim, dada a dimensão das circunscrições, que o partido mais votado obterá um «benefício» de 14,11%, enquanto todos os outros seriam penalizados. Particularmente significativa e reveladora, porque chocante, é a circunstância de o CDS, apesar de obter mais votos, ser contemplado com menos deputados que a UDP: tal fixar-se-ia a dever ao facto de o CDS conseguir melhores resultados exactamente nos círculos mais pequenos, onde o partido maioritário obtém, geralmente, a totalidade dos mandatos em disputa.

A injustiça do sistema — em termos de representação proporcional — é gritante, não parecendo legítimo ignorar estes números, cujo significado se afigura inegável.

10 — O cálculo das percentagens de mandatos obtidos por cada partido, quando comparadas com as respectivas percentagens de votos, permite detectar alguns índices que claramente colocam o sistema ora adoptado fora dos esquemas comuns da representação proporcional.

Particularmente interessante, neste domínio, é a determinação do denominado *índice de distorção da proporcionalidade*, correspondente ao quociente da percentagem de mandatos pela percentagem de votos multiplicado por 100 (Francesc Pallarés, «La distorsión de la proporcionalidad en el sistema electoral español. Análisis comparado e hipótesis alternativas», in *Revista de Estudios Políticos*, n.º 23, p. 235).

Tal índice, para os diversos partidos, seria o seguinte:

$$\begin{aligned} \text{PPD/PSD} &= (76,47 : 62,36) \times 100 = 123; \\ \text{PS} &= (16,79 : 13,72) \times 100 = 81; \\ \text{CDS} &= (8,19 : 3,92) \times 100 = 47; \\ \text{UDP} &= (7,73 : 5,88) \times 100 = 76. \end{aligned}$$

Este resultado, quando comparado com o usual nos países europeus que adoptam efectivos sistemas proporcionais, é bastante deficiente, já que quanto mais cada índice se afasta de 100 maior é a distorção, representando os valores superiores a 100 um benefício e os inferiores uma penalização (repare-se, a título de exemplo, que esse índice 100 foi atingido, de acordo com o estudo citado, por partidos liberais na Alemanha, na Bélgica, na Holanda, na Áustria, na Finlândia, na Dinamarca e na Suécia, com percentagens de votos, respectivamente de 10,6%, 15,6%, 17,9%, 5,4%, 4,3%, 12% e 11%).

Mais significativa ainda é a determinação do denominado *índice de proporcionalidade*, que se calcula somando as diferenças entre a percentagem de mandatos e de votos de cada partido, dividindo esse número, depois, por 2, e abatendo o resultado a 100.

No caso em presença, o índice de proporcionalidade estaria entre 86 e 87, assim calculado:

$$100 - \left\{ \frac{[(76,47 - 62,36) + (16,79 - 13,72) + (8,19 - 3,92) + (7,73 - 5,88) + 2,03 + 0,62 + 0,40] : 2}{100} \right\}$$

Ora, retirando o caso da Espanha (onde os estudos demonstraram que as distorções afectavam irremediavelmente a proporcionalidade e onde houve já alterações da legislação), verifica-se que o quadro dos índices de proporcionalidade é o seguinte (*apud* Richard Rose, «En torno a las opciones en los sistemas electorales: alternativas políticas e técnicas», in *Revista de Estudios Políticos*, n.º 34, p. 97):

	Índice de proporcionalidade
Sistemas de representação proporcional:	
Alemanha.....	98
Dinamarca.....	97
Holanda.....	96
Irlanda.....	96
Itália.....	95
Bélgica.....	95
Luxemburgo.....	90
Sistemas maioritários:	
Japão.....	91
Estados Unidos.....	89
Canadá.....	88
Austrália.....	87
Grã-Bretanha.....	85
Nova Zelândia.....	80
França.....	80

A mera comparação com este quadro permite, sem margem para quaisquer dúvidas, colocar o sistema pro-

pugnado pelas normas em apreciação dentro dos valores médios próprios dos sistemas maioritários (entre 80 e 90) e afastá-lo dos valores médios atingidos pelos sistemas de representação proporcional (entre 90 e 98).

Tudo, pois, confirma a conclusão a que já se chegou: o princípio da representação proporcional é grosseiramente violado pelas normas questionadas.

11 — A isto acresce que os índices de proporcionalidade e de distorção ainda se agravariam mais no caso de o partido maioritário, dentro de certos limites, vir a baixar a sua percentagem de votos e de os partidos da oposição aumentarem as suas percentagens.

Com efeito, nessa hipótese, a diminuição da percentagem de mandatos obtida pelo partido mais votado seria menos significativa que a diminuição dos seus resultados de votação — isto, como se assinalou, desde que não fossem ultrapassados certos limites; ou seja, com as alterações ora introduzidas *alarga-se a margem* de garantia de sobrerrepresentação do partido mais votado.

Assim sendo, não se vê como recusar que, no caso vertente, se está perante um caso de «engenharia eleitoral».

De qualquer forma, como o acórdão entende que a solução adoptada «ainda se contém, pois, dentro de limites toleráveis, não resultando daí desfigurado o princípio da proporcionalidade da conversão de votos em mandatos, de tal modo que resulte num julgamento de inconstitucionalidade», cabe perguntar se tal jurisprudência significa que o legislador poderia, impunemente, quanto à eleição da Assembleia da República, criar 32 círculos eleitorais de 2 mandatos cada um, mais 5 círculos eleitorais de 4 mandatos cada um e, ainda, 9 círculos eleitorais com 5 mandatos cada um, sendo, assim, 129 dos 235 deputados eleitos em círculos de reduzida dimensão.

É que, na devida proporção, tal corresponderia, na íntegra, ao que ora se julgou não merecer censura para a eleição da Assembleia Legislativa Regional da Madeira e teria, seguramente, como consequência eliminar, por essa única via, vários dos actuais partidos parlamentares, reduzindo ainda outros a uma dimensão meramente regional.

12 — Não se diga, em sentido contrário, que um círculo eleitoral pequeno em qualquer parte do mundo — e, portanto, no continente — já será um círculo médio na Madeira, porque o universo eleitoral é reduzido.

Na verdade, sendo reduzido o universo eleitoral, a consequência estará na correspondente redução do número de círculos, e não na redução do número de mandatos por círculo, porquanto esta última implica um atentado ao princípio da representação proporcional, já que a operação matemática da divisão por quocientes não varia em conformidade com a dimensão do universo eleitoral: para obter um mandato, a percentagem necessária é sempre a mesma e varia com o número total de mandatos a atribuir na circunscrição, independentemente do número absoluto de votos.

E se tal argumento, como vimos, se afigura falacioso, mais valor não deve ser atribuído a qualquer fundamento que esgrima com a «especificidade» regional ou com o princípio autonómico.

Com efeito, não se descortina em que medida a autonomia da Madeira possa ter a ver com a delimitação ou dimensão dos círculos eleitorais ou de que forma tal autonomia possa exigir a coincidência entre círculos eleitorais e municípios. E o mesmo se diga re-

lativamente às especificidades regionais, já que apenas se poderia invocar, nesse sentido, a conveniência de a ilha de Porto Santo constituir uma circunscrição eleitoral autónoma.

Para além disso, não se pode fundar a opção legislativa na circunstância de a coincidência dos círculos eleitorais com os municípios ser «uma tradição no nosso regime eleitoral democrático, quanto à eleição em causa».

Em primeiro lugar, porque as eleições para a Assembleia Regional da Madeira só existem há 15 anos, o que é manifestamente um período de tempo demasiado curto para se poder falar em tradição; em segundo lugar, porque a coincidência em causa foi instituída por um Estatuto provisório e só agora a autonomia madeirense se estabelizará, com a aprovação do seu Estatuto Político-Administrativo definitivo; finalmente, porque nenhuma tradição poderá subsistir se for contrária à Constituição, sob pena de qualquer lei inconstitucional se convalidar pelo mero decurso do tempo.

13 — Para terminar, cumpre apenas assinalar que, no que respeita à eleição das assembleias legislativas regionais, o legislador, estando adstrito a respeitar o princípio da representação proporcional, goza de um grau de liberdade muito maior do que na regulamentação das eleições para a Assembleia da República.

Assim, por exemplo, não está sequer obrigado a dividir o território da Região em círculos eleitorais e a distribuir por esses círculos parcelares todos os mandatos, nem a seguir o método da média mais alta de Hondt.

Tal permitir-lhe-ia adoptar um sistema eleitoral que, mesmo utilizando a área dos municípios como critério de delimitação dos círculos eleitorais, ainda assim respeitasse o princípio de representação proporcional. Bastaria, para tanto, que as distorções resultantes da pequenez dos círculos fossem corrigidas através de um apuramento complementar efectuado a nível regional, o que se poderia fazer sem aumento do número de deputados actualmente existentes e seria mesmo possível com o número de deputados, mais reduzido, que resulta da aplicação das normas impugnadas.

Não existe, pois, qualquer justificação para a grave entorse que o princípio da representação proporcional vai sofrer na Região Autónoma da Madeira. Entorse que, como se referiu, não pode radicar nas especificidades regionais, pois o que está em causa é a adequação, do ponto de vista matemático, do sistema ora instituído às exigências do regime eleitoral democrático vertido na lei fundamental, e a aplicação das regras matemáticas, tal como a dos princípios constitucionais democráticos, não pode ser diferente no continente e na Região Autónoma da Madeira. — *Luís Nunes de Almeida*.

Declaração de voto

1 — O Decreto-Lei n.º 318-D/76, de 30 de Abril (Estatuto Provisório da Região Autónoma da Madeira), dispõe no artigo 7.º:

1 — Haverá 11 círculos eleitorais, correspondentes a cada um dos concelhos compreendidos pela Região e designados pelo respectivo nome.

2 — Cada um dos círculos referidos no número anterior elegerá um deputado por cada 3500 eleitores recenseados ou fracção superior a 1750.

Este preceito é repetido no artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 318-E/76, de 30 de Abril.

Pelo artigo 1.º do Decreto da Assembleia da República n.º 99/V (alteração ao sistema eleitoral para a Assembleia Regional da Madeira), a redacção do n.º 2 daquele artigo 7.º passou a ser a seguinte:

Cada um dos círculos referidos no número anterior elegerá um deputado por cada 4000 eleitores recenseados ou fracção superior a 2000.

Era evidente a preocupação de reduzir o número de deputados.

Mas a norma veio a ser vetada pelo Presidente da República, no seguimento do Acórdão do Tribunal Constitucional n.º 183/88, de 3 de Agosto, que se pronunciou pela sua inconstitucionalidade, nos termos do n.º 1 do artigo 279.º da Constituição.

Fundamento da inconstitucionalidade foi a violação do princípio da representação proporcional na conversão dos votos em mandatos, consagrado, como princípio geral de direito eleitoral, no n.º 5 do artigo 116.º da Constituição e reafirmado, para a eleição da Assembleia Regional, no n.º 2 do artigo 233.º E isto porque, em consequência da alteração introduzida pela norma em questão, a Região Autónoma da Madeira, que já tem dois círculos uninominais — Porto Moniz e Porto Santo —, viria a ter mais um: São Vicente.

O artigo 10.º do Decreto da Assembleia da República n.º 293/V (Estatuto Político-Administrativo da Região Autónoma da Madeira), enviado ao Presidente da República para promulgação como lei, depois de dizer no n.º 1 que «cada município constitui um círculo eleitoral, designado pelo respectivo nome», dispõe no n.º 2:

Cada um dos círculos referidos no número anterior elege um deputado por cada 4000 eleitores recenseados ou fracção superior a 2000.

Trata-se, como se vê, de uma norma igual à do n.º 2 do artigo 7.º do Estatuto Provisório, na redacção dada pelo Decreto n.º 99/V, atrás referido.

Mas, certamente para obviar à inconstitucionalidade em que o diploma anterior havia incorrido, insere o novo diploma uma norma (n.º 3 do mesmo artigo 10.º) impondo que cada círculo eleja, pelo menos, dois deputados. Diz-se aí, como efeito:

Cada círculo elege sempre, pelo menos, dois deputados.

É a constitucionalidade das duas normas — as dos n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º — que o Presidente da República põe em dúvida, à face ainda dos preceitos constitucionais citados.

2 — Antes de apreciar essa inconstitucionalidade, entendeu o Tribunal que devia conhecer da questão de saber se os estatutos das regiões autónomas podem versar matéria eleitoral.

Já no Acórdão n.º 103/88 se pôs essa questão. Simplesmente, o Tribunal não a examinou, porque ela não era suscitada pelo Presidente da República. E o entendimento está seguido mereceu o aplauso do Prof. Jorge Miranda na anotação que fez ao acórdão em *O Direito*, ano 121.º, 1989, II (Abril-Junho), pp. 364.

Nada tenho a acrescentar ao que a tal propósito ficou dito nesse acórdão e ao que consta do comentário que lhe é feito na referida anotação.

Mas, vencido na questão prévia, cumpre-me, todavia, pronunciar-me sobre a questão de fundo, isto é, sobre a possibilidade de os estatutos das regiões autónomas versarem matéria eleitoral.

3 — Acerca do *âmbito objectivo* dos estatutos regionais, isto é, do conjunto das matérias que podem, e devem, ser reguladas pela lei estatutária, escreveram J. J. Gomes Canotilho e Vital Moreira, *Constituição da República Portuguesa Anotada*, 2.ª ed., 2.º vol., 1985, nota V ao artigo 228.º (naturalmente à face da versão de 1982):

O princípio fundamental a ter em conta nesta matéria é o de que o estatuto regional é o estatuto de uma pessoa colectiva e, neste sentido, uma *lei organizatória*. Ele deve, pois, abranger todas — e deve abranger apenas — as matérias directamente definidas por esse objecto, designadamente: atribuições das regiões autónomas (cf. artigo 229.º) e sua delimitação em relação às de outras pessoas colectivas territoriais (Estado, autarquias locais); formação, composição e competência dos órgãos regionais e estatuto dos respectivos titulares (v. artigo 233.º, n.º 5). Em suma, o estatuto regional deve regulamentar as matérias previstas nos artigos 229.º a 235.º da Constituição em tudo aquilo que não esteja reservado para lei comum da AR, como sucede, por exemplo, com a lei eleitoral, a lei do sistema de planeamento e a lei do regime orçamental [artigo 167.º, alínea f), e artigo 168.º, alíneas m) e p), respectivamente].

Em concordância com este ponde de vista, disseram os mesmos autores na nota III ao artigo 233.º:

Deve notar-se que o regime eleitoral regional não é matéria de estatuto regional, mas antes de lei comum da AR (ou de decreto-lei autorizado).

Na anotação ao referido Acórdão n.º 103/88 diz, por sua vez, o Prof. Jorge Miranda (também à face da 1.ª revisão da Constituição), justificando o seu entendimento de que os estatutos das regiões autónomas não podem, sob pena de inconstitucionalidade, versar matéria eleitoral:

A função de cada estatuto político-administrativo (sublinhe-se *político-administrativo*) consiste em definir as atribuições regionais (artigo 229.º da Constituição) e o sistema de órgãos de governo próprio da região (artigo 233.º); ou, em geral, em desenvolver, explicitar ou concretizar as normas do título VI da parte III da lei fundamental, adequando-as às especificidades e às circunstâncias mutáveis dessa região; não consiste em estabelecer os princípios de toda a vida política, económica, social e cultural que aí se desenrola, porque isso cabe à Constituição — que é a Constituição da República e não só do continente.

O estatuto não é uma Constituição, com amplitude potencialmente ilimitada; tem estrutura de lei ordinária, ainda que reforçada; não pode assimilar-se ao Estatuto de Macau (o qual, por se reportar a território não integrado no Estado Português, teria necessariamente de possuir natureza constitucional, como decorre do artigo 296.º).

Por outro lado, competindo a iniciativa originária do estatuto ou das suas alterações (como bem se compreende) à assembleia regional (artigo 228.º), se o estatuto pudesse incluir qualquer

matéria, ficaria, por esse modo, limitado o poder de iniciativa dos deputados, dos grupos parlamentares ou do Governo da República relativamente a essa matéria (artigo 170.º). A Assembleia pode, certamente, apresentar propostas de lei «no respeitante» à região sobre qualquer objecto (artigo 170.º, n.º 1, segunda parte), o que não se justifica é transformar essa matéria em matéria estatutária.

Finalmente, quanto às eleições, em especial, não se esqueça o tratamento homogêneo que recebem da Constituição, quer no plano dos grandes princípios substantivos (artigos 49.º e 116.º), quer no da regulamentação legislativa [artigos 167.º, alínea b), e 139.º, n.º 3, alínea g)], quer no da competência do Presidente da República [artigo 136.º, alínea b)], quer ainda no plano dos limites materiais da revisão consitucional [artigo 290.º, alínea h)]. Esse tratamento unitário e reforçado — compreensível por causa da importância fulcral das eleições em democracia representativa (artigo 10.º, n.º 1) — ficaria afectado se o regime das eleições regionais fosse repartido pelas leis eleitorais e pelos estatutos.

Nada na 2.ª revisão da Constituição põe em causa este entendimento.

E, por mim, nada tenho a contrapor-lhe.

Em seu abono apenas direi que, já na sua redacção originária, o artigo 302.º da Constituição distinguia os estatutos das regiões autónomas da lei eleitoral para as assembleias regionais. Lê-se aí, com efeito, no seu n.º 2:

Até 30 de Abril de 1976, o Governo, mediante proposta das juntas regionais, elaborará, por decreto-lei, sancionado pelo Conselho da Revolução, estatutos provisórios para as regiões autónomas, bem como a lei eleitoral para as primeiras assembleias regionais.

4 — Quanto à questão efectivamente suscitada pelo Presidente da República, ou seja, a da inconstitucionalidade dos n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do Decreto da Assembleia da República n.º 293/V:

Examinando os dados fornecidos pelo recenseamento eleitoral de 1990 dos eleitores inscritos nos municípios da Região Autónoma da Madeira, que figura no acórdão, conclui-se, no que aqui interessa, o seguinte:

- a) Por força da norma especial do n.º 3 do artigo 10.º do Estatuto, cada um dos círculos eleitorais de Porto Moniz, Porto Santo e São Vicente, com 2923, 3364 e 5927 eleitores, respectivamente, passará a eleger dois deputados;
- b) Por aplicação da regra do n.º 2 do mesmo artigo 10.º, cada um dos círculos eleitorais de Calheta, Ponta do Sol, Ribeira Brava e Santana elege igualmente dois deputados, apesar de nesses círculos haver, respectivamente, 9671, 6609, 9985 e 8192 eleitores.

Na verdade, o quociente da divisão de 9671, 9985 e 8192 por 4000 é sempre 2 e o resto inferior a 2000, e, quanto ao número 6609, o quociente da sua divisão por 4000 é 1, mas o resto é superior a 2000.

Ou seja, e para utilizar apenas dois casos limites: enquanto no círculo de Porto Moniz 2923 eleitores elegem dois deputados, no círculo da Ribeira Brava os seus 9985 eleitores elegem igualmente o mesmo número de deputados!

É evidente a violação do princípio da igualdade do sufrágio ou da igualdade eleitoral dos cidadãos.

E, ao contrário do que se diz no acórdão, não há «especificidades, designadamente geográficas» — salvo, porventura, quanto a Porto Santo —, que justifiquem o «desvirtuamento» do princípio.

Por isso, votei no sentido da inconstitucionalidade dos n.ºs 2 e 3 do artigo 10.º do decreto em apreciação, isto é, contra a conclusão da alínea a) do acórdão. — *Mário de Brito*.



DIÁRIO DA REPÚBLICA

Depósito legal n.º 8814/85

ISSN 0870-9963

IMPRESA NACIONAL-CASA DA MOEDA, E. P.

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao *Diário da República* desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.



PORTE
PAGO

1 — Preço de página para venda avulso, 55\$0; preço por linha de anúncio, 15\$.

2 — Os prazos de reclamação de faltas do *Diário da República* para o continente e regiões autónomas e estrangeiro são, respectivamente, de 30 e 90 dias à data da sua publicação.

PREÇO DESTE NÚMERO 341\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário da República» e do «Diário da Assembleia da República» deve ser dirigida à administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, E. P., Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1092 Lisboa Codex